

## Epreuve de force au Mexique

L'arrestation des dirigeants du Syndicat des travailleurs du pétrole a stupéfié le Mexique. Son « parrain », M. Hernandez Galicia (« La Quina »), n'était pas considéré comme l'homme le plus puissant du pays après le président jusqu'à ce 10 janvier où un commando militaire a forcé sa résidence ? Et le STPRM, la plus puissante organisation de travailleurs de toute l'Amérique latine, n'avait-il pas la réputation d'être un « État dans l'État » — un des piliers, de surcroît, du Parti révolutionnaire institutionnel, qui monopolise le pouvoir depuis soixante ans ?

C'est de façon très légale, en effet, que le syndicat touche un pourcentage sur les ventes de pétrole de la PEMEX, et qu'il se voit réserver près de la moitié des contrats de sous-traitance de la compagnie nationale. Il est naturel, dès lors, que le STPRM soit aussi un empire financier, avec ses entreprises, sa flotte, ses avions, et un considérable parc immobilier. En ce sens, le coup de filet du 10 janvier rançonne une approbation qui dépasse les milieux d'affaires.

Par-delà même l'appréciation positive formulée vendredi 13 janvier dans une lettre ouverte au président Salinas par des intellectuels ou artistes modérés aussi prestigieux que l'écrivain Octavio Paz ou le peintre Tamayo, une partie de l'opinion pourrait bien se réjouir en silence : la situation privilégiée des quelque cent mille affiliés du STPRM n'insultait-elle pas à la majorité d'une population frappée par une crise économique jugée la pire du demi-siècle ? L'enjeu est bien sûr. Que la direction du syndicat ait, ou non, accumulé des armes en vue de défendre la PEMEX contre une privatisation partielle envisagée par le gouvernement demeure à démontrer par la justice. Mais le chef de l'État a choisi, quarante jours après son investiture, de livrer une épreuve de force.

Il entend tout d'abord démontrer, avec l'aide de l'armée, que, à l'instar de ses prédécesseurs, il est bien le « patron », en dépit d'une élection sans gloire : M. Salinas, en effet, n'a recueilli que 51 % des suffrages de ses concitoyens — un score ridicule pour le candidat du PRI, et contesté de surcroît par les oppositions, singulièrement celle de la gauche unie, dont le porte-drapeau, M. Cuauhtémoc Cárdenas, estime avoir été privé de sa victoire par une fraude éhontée.

M. Salinas, un jeune technocrate formé aux États-Unis, pense en outre qu'aucune restructuration d'une PEMEX inefficace et corrompue, symbole et pilier de l'économie publique, n'aurait été possible sans une mise au pas de son syndicat. Il y voit un préalable à la renégociation de l'abysmale dette mexicaine.

L'opposition, muselée depuis des décennies et désormais consciente de représenter la moitié au moins du pays, ne peut pas, cependant, ne pas se sentir agrippée par le coup de force du 10 janvier. M. Cárdenas, fils du président qui, en nationalisant le pétrole en 1938, a tellement satisfait le nationalisme exalté des Mexicains, sait qu'il touche une corde sensible en appelant désormais à « l'insurrection civique contre le régime ».



## L'affaire de l'usine chimique libyenne

### Bonn va renforcer son contrôle sur les ventes de technologie

Le gouvernement de Bonn savait depuis plus de trois mois, par ses propres services de renseignement, que des firmes ouest-allemandes étaient soupçonnées de participer à la construction de l'usine chimique libyenne de Rabta. Ces révélations mettent dans l'embarras le chancelier Helmut Kohl, qui, voici une semaine, niait toute implication d'entreprises de la RFA dans l'affaire. Elles vont conduire les autorités fédérales à contrôler davantage les exportations de technologies sensibles.



## Angoisse des francophones, colère des anglophones

### Passions linguistiques au Québec

Pour la quatrième fois en vingt-cinq ans, le Québec vit une nouvelle guerre linguistique. La minorité anglophone (moins de 15 % des 6,3 millions d'habitants de la province) et la majorité francophone sont à nouveau tirés depuis la mi-décembre, date à laquelle la Cour suprême du Canada a invalidé plusieurs articles de la loi dite 101, qui a fait du français la seule langue officielle de la province.

MONTREAL de notre correspondante

Stephen Nowell est en colère. Il ajoute posément qu'il se sent humilié et trahi. Il n'est pas le seul. Les quelque 900 000 anglophones de la minorité linguistique du Québec dont il fait partie partagent tout à fait ses sentiments.

Lorsqu'il a cloué son enseigne « Librairie Magnus Bookshop »

Rabais sur livres/discount books » sur le petit magasin qu'il a ouvert en 1983 rue Sherbrooke à Westmount, le quartier chic anglophone de Montréal, il se montrait parfaitement respectueux de la loi 101, adoptée en 1977 par le Parti québécois (indépendantiste), un an après son arrivée au pouvoir. Le texte imposait le français comme seule langue officielle de l'enseignement, de la justice, de l'administration et des affaires (et donc de l'affichage), mais tolérait quelques exceptions, en particulier pour les petits commerçants indépendants.

Stephen Nowell, qui ne vend que des livres en anglais, était loin de penser qu'il serait un jour tenu de supprimer l'anglais de son enseigne.

M. Robert Bourassa, l'actuel premier ministre libéral de la province, n'avait-il pas promis, durant sa campagne électorale en 1985, le retour du bilinguisme à tous les commerçants anglo-

phones : petits et gros ? Le libraire avait voté pour le Parti libéral, comme le font traditionnellement les anglophones de la province. Il ne s'était pas inquiété outre-mesure d'une autre promesse, tout à fait contradictoire : devant ses électeurs francophones, M. Bourassa s'était engagé à défendre et à promouvoir l'usage du français.

Stephen Nowell pensait que, de toute façon, les juges sauraient trancher là où le nouveau premier ministre semblait tergiverser. Soutenus par la communauté tout entière, six autres commerçants anglophones, parmi lesquels un chasseur, un fleuriste, un tailleur et un papetier, avaient décidé de contester jusqu'à la Cour suprême les articles de la loi 101 interdisant l'usage de leur langue sur leurs affiches et enseignes. Tous ont eu de quoi se réjouir le 15 décembre dernier.

MARTINE JACOT.  
(Lire la suite page 3.)

## Tout en tirant la leçon des difficultés rencontrées

### Le gouvernement est résolu à poursuivre le « dénoyautage » des sociétés privatisées

En dépit des rebondissements de la polémique autour de la Société générale, le gouvernement maintient sa volonté de démanteler le réseau mis en place par M. Edouard Balladur, ministre du gouvernement de M. Jacques Chirac, dans le cadre de sa politique de « noyaux durs ». Pour continuer le « dénoyautage », un projet de loi pourrait être déposé, rendant

leur liberté aux actionnaires de ces « noyaux durs ». La décision définitive devrait être prise dans les semaines qui viennent, au vu des expertises juridiques en cours. Néanmoins, le gouvernement entend tirer les leçons des difficultés rencontrées ces derniers mois et tenir compte de la force des oppositions soulevées par sa politique.

## Le piège de l'argent

La Société générale et Pechiney sont-elles deux affaires qui n'en font qu'une ? Oui, assure la droite, qui, par la voix de M. Charles Pasqua — moraliste s'il en est — a tôt fait de ficeler un paquet cadeau d'où il ressort que les hommes politiques au pouvoir font des affaires, et que les affaires se mêlent de politique.

Non, assure la gauche, pour qui il faut clairement dissocier l'une et l'autre. La Société générale est le point d'application contesté et l'illustration contestable d'une

politique de dénoyautage dument annoncée et validée par le suffrage universel. L'affaire Pechiney, en revanche, porte avec elle de graves soupçons qui, s'ils se transformaient en preuves, obligeraient le pouvoir à se défaire de quelques-uns de ses serviteurs (1).

Cette distinction est-elle autre chose qu'une intelligente ligne de défense ; et celle-ci résistera-t-elle longtemps ? A l'évidence, l'intervention de M. Roger Fauroux

dans ce débat l'a déjà fait éclater. A lui seul, le ministre de l'Industrie, qui est aussi, à travers la Fondation Saint-Simon qu'il anime, et par les fonctions qu'il a occupées dans le passé, notamment à la tête de Saint-Gobain, l'un des fleurons de l'establishment politico-financier, a donné crédit, dans l'opinion, à tous les soupçons qui commencent à ternir l'image du pouvoir.

JEAN-MARIE COLOMBANI  
(Lire la suite page 6 et nos informations pages 6 et 7.)

## Un colloque inédit à Paris

Premier dialogue indirect entre des députés israéliens et des officiels de l'OLP  
PAGE 5

## La répression en Somalie

Représailles contre les civils dans les zones de rébellion  
PAGE 4

## Reclassement dans l'électronique

Convité par Siemens, le britannique GEC passe des accords avec l'américain General Electric  
PAGE 13

## Huit morts dans un accident de téléphérique

Une cabine s'est décrochée pendant des essais  
PAGE 16

## « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Chevènement invité dimanche, à 18 h 15

Le sommaire complet se trouve page 16

## Le limogeage de Daniel Barenboïm

### Redéfinir l'Opéra

La crise de l'Opéra Bastille s'est dénouée vendredi 13 janvier à midi : Daniel Barenboïm a refusé les conditions fixées par M. Pierre Bergé, président de l'Association des Théâtres de l'Opéra de Paris. Le poste de directeur musical est donc vacant. Nul ne sait si l'ouverture du nouvel Opéra se fera bien le 10 janvier 1990, après une inauguration officielle qui aura lieu de toute manière le 13 juillet 1989.

Daniel Barenboïm, à vrai dire, n'avait plus guère le choix. Fort de l'appui du président de la République, semble-t-il, M. Pierre Bergé lui avait adressé un véritable ultimatum, réduisant sa rémunération annuelle de moitié et sa responsabilité de direc-

teur artistique à deux ans, à moins qu'il n'accepte de partager ses responsabilités, ce qu'il a toujours refusé obstinément.

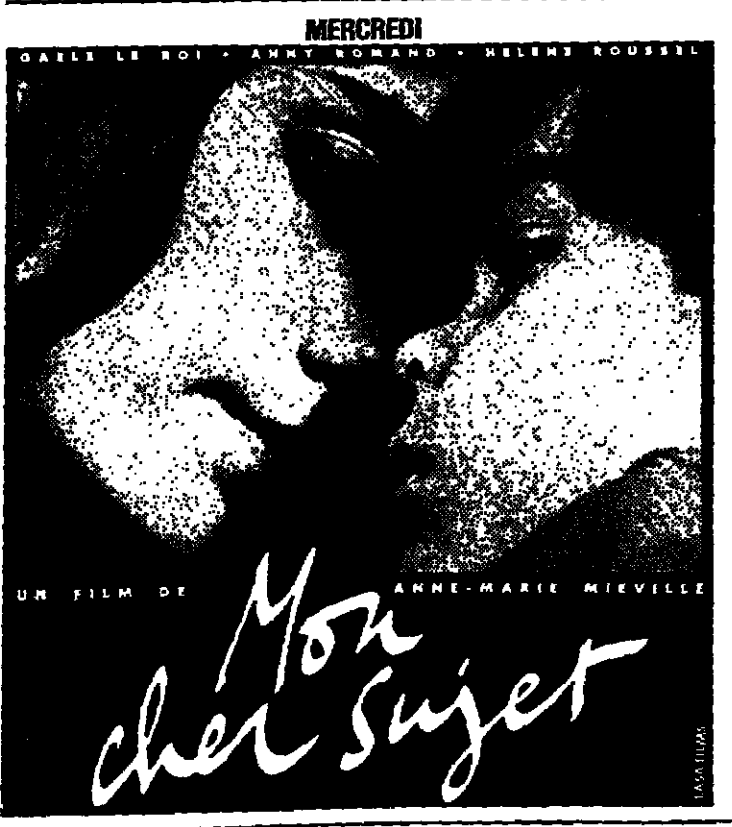
Daniel Barenboïm a simplement répondu, vendredi, que le contrat signé par le gouvernement Chirac (considéré par l'autre partie comme un simple « protocole d'accord ») était parfaitement valable et qu'il en demanderait raison devant les tribunaux.

Au cours d'une conférence de presse vendredi après-midi au palais Garnier, M. Bergé a dit qu'il regrettrait d'avoir dû prendre « la décision la plus grave de sa carrière » à l'égard d'un homme « dont il admire le talent et qu'il respecte », mais qui n'a pas voulu comprendre que la Bastille devait être, selon le projet du président de la République, « un Opéra moderne et populaire ».

Il a ajouté qu'« il n'était pas sain qu'un directeur musical s'arroge tous les pouvoirs, la politique d'un théâtre devant être l'œuvre d'une cellule créatrice, même si le directeur musical y joue naturellement un rôle de premier plan ».

M. Bergé espère que la programmation initiale pourra être maintenue, sans trop y croire, semble-t-il. Au passage, il regrette que Patrice Chéreau (chargé de l'ouverture en janvier 1990 et ardent défenseur de Barenboïm) n'ait travaillé que deux fois pour l'Opéra de Paris, et qu'« il n'ait donné que sept fois Lulu avant de s'opposer à la reprise de sa mise en scène ; nous n'avons pas de leçon à recevoir sur ce point ».

JACQUES LONCHAMPT.  
(Lire la suite page 9.)



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 3,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,85 \$ ; Grèce/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 sk. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الأصل



مركزنا من الأصل

2 Le Monde • Dimanche 15-Lundi 16 janvier 1989 •••

# Dates

Il y a soixante-dix ans

## La grippe espagnole



### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 860 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wauters

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Sales

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

### Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15-Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	BOULON	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOUEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO  
PORTAGE :  
Pour tous renseignements :  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :  
Les abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an  
☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire  
sous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

Le 22 janvier 1919, le Dr Camescas, médecin de l'hôpital d'enfants de Forges-les-Bains, raconte devant les membres de la Société de médecine publique qu'il vient de vivre en cet hiver 1918-1919 la période la plus dure de sa vie de praticien. « Pendant le mois d'octobre, relate-t-il, j'ai dû faire face à tant de malheurs qu'il y eut des jours où je n'ai pas vu les communiqués qui annonçaient les victoires remportées par nos soldats. Médecin de campagne, j'ai perdu en cinq semaines plus de jeunes mères que je n'en avais vu mourir pendant les dix années précédentes ; médecin d'hôpital, j'ai vu mourir cinq de mes infirmières sur les dix-neuf qui étaient malades. »

Dès le 23 octobre 1918, la commission d'hygiène publique de la Chambre des députés avait tenu, sous la présidence du Dr Doizy, député des Ardennes, une séance essentiellement consacrée à « La grippe espagnole », sur la base notamment d'une enquête réalisée dans la région de Biarritz. Ce même jour, M. Merlin, député de Roanne, et M. Poirier de Narçay, député du quatorzième arrondissement de Paris, se plaignent de la pénurie de médicaments. La commission devait aborder le même sujet le 6 novembre. Elle ne le fera qu'après avoir entendu le président Doizy prononcer l'éloge funèbre de M. Poirier de Narçay, emporté en quelques jours par la terrible maladie.

La grippe espagnole devait faire à travers le monde plus de victimes que la Grande Guerre finissante. Elle s'était abattue en France à l'automne 1918, jalonnant de noms illustres la liste de ses milliers de victimes. Du lycée Buffon transformé en hôpital militaire et où il expire, Pierre Marguerite griffonne le 30 octobre à son ami Roger Martin du Gard : « Cher vieux, je suis rétamé. Je te donne ma bague. Fais brûler toutes mes œuvres... ». Il est mort seul, affreusement seul, sa femme et sa mère étaient allées à Versailles, écrit quelques jours plus tard Martin du Gard à Jacques Copeau et Gaston Gallimard.

### Quinze millions de morts

Le 13 novembre dans la matinée, un cortège funèbre qui quitte l'église Saint-Thomas-d'Aquin en direction du Père-Lachaise se trouve noyé, boulevard Saint-Germain, dans une foule en liesse qui fête l'armistice signé l'avant-veille et conspuie l'empereur d'Allemagne qui vient d'abdiquer : « A bas Guillaume ! ». Mais c'est un autre Guillaume que ses amis accompagnent au cimetière, Guillaume Apollinaire, emporté à trente-huit ans par la grippe espagnole et que pleurent en suivant son corps Blaise Cendrars, Jean Cocteau, Max Orlan, Paul Fort, Picasso et aussi Max Jacob qui, pendant l'agonie, écrivait à René Fauchois : « Je veille chaque nuit ce qui reste de lui... ».

Fin novembre, François Mauriac regagne son appartement de la rue de la Pompe. Il raconte à Jacques-Emile Blanche : « La grippe nous attendait dans la maison. A peine arrivés, ma petite fille et la cuisinière ont été prises, tandis qu'au-dessous une jeune femme agonisait et mourait. (...) Des odeurs d'éther montaient par les placards. ».

La grippe de cet hiver 1918-1919 fut « la plus destructrice de toute l'histoire », écrit l'Encyclopædia britannica, qui indique notamment que, dès l'automne, « une bonne partie de l'hémisphère nord fut atteinte en un mois ». Dans une étude réalisée en 1959 pour l'Organisation mondiale de la santé, le Dr Payne, rapporteur, écrit de son côté : « Beaucoup de lecteurs se rappelleront la terribles soudaineté avec laquelle [la grippe] se répandit et la vanité des efforts faits pour l'arrêter. Elle paralysa des villes entières, des pays entiers. Elle tua plus de quinze millions de personnes. On ignore si un tel désastre risque de se renouveler car nul ne sait quel concours de circonstances le provo- ».

qua. « Quinze millions de morts, c'est également le chiffre qu'avance B. Fauconnier, chef de laboratoire à l'Institut Pasteur, dans l'édition 1968 de l'Encyclopædia Universalis. Aucun des cinq continents ne fut épargné. « L'épidémie actuelle, lisait-on déjà dans The Lancet du 16 novembre 1918, est en fait mondiale, sans distinction de race, d'agglomération ou d'occupation. ».

Plutôt que d'épidémie, on préférerait parler d'une « pandémie » qui s'étendait à la planète entière. D'où venait-elle ? De l'est vers l'ouest ou l'inverse ? De Russie, affirmaient certains. Mais alors, pourquoi « espagnole »... sinon tout simplement parce qu'en 1580 une grippe qui sévissait outre-Rhin y avait été baptisée Spanische Ziepe et que ce nom lui était resté. Virus instable ? Virus non encore découvert ? En réalité, on se trouvait « en face d'un ennemi dont on ne connaissait pas grand-chose », avouaient les membres du Royal College of Physicians de Londres. Une seule certitude : ce n'était pas la peste...

Comment lutter ? On savait que les voies respiratoires étaient le nez et la gorge, que l'incubation durait quarante-huit heures, et que la maladie, extrêmement contagieuse, se propageait à une vitesse foudroyante. Il fallait se couvrir immédiatement. Mais après ? Un vaccin avec du sérum provenant de sujets déjà atteints ? Des médecins prirent le risque pour eux-mêmes. Ainsi le professeur Dujarric de La Rivière se fit inoculer le « filtrat » d'un mélange de sang prélevé sur quatre malades gravement atteints. Après avoir étudié sur lui-même pendant sept jours l'évolution de la maladie, il répéta l'expérience sous une autre forme. Il en réchappa, mais nombre de ses confrères demeurèrent sceptiques et déconseillèrent le vaccin.

L'opinion se répandit, notamment à Paris, que le rhum était le remède souverain. On se rua donc sur le rhum et les marchands en profitèrent... On tombait parfois dans la pure sorcellerie. « La grippe espagnole, je l'ai eue, nous a raconté une vieille Savoyarde. Le médecin ? Il n'y en avait qu'un sur 7 kilomètres de vallée. Mais mon père m'a soignée avec du sang de bouquetin. On n'avait pas le ».

droit d'en tuer, n'est-ce pas, mais mon père était boucher, alors ! Il fallait prendre le sang dans le cœur, le faire sécher et en faire des boulettes grosses comme un grain de maïs. D'abord un grand bol de vin chaud avec cannelle et clou de girofle, puis la boulette et pour finir une tasse de café très chaud. Ah ! Si on transpirait ! Le lendemain, j'étais guérie. ».

Il y avait aussi de bien troublantes énigmes. Comme celle que décrivait dans le British Medical Journal du 17 avril 1919 le Dr Shuffelbuckham. Il avait fait une enquête dans vingt établissements où étaient fabriqués, pendant les hostilités, des gaz asphyxiants. « Dans une grande ville très éprouvée par la grippe espagnole, racontait-il, sur vingt-sept ouvriers travaillant dans un même atelier, un seul fut porté malade, sans gravité. » Dans une autre usine, sur deux cents employés hommes et femmes, deux cas seulement... La mort abiquait dans les lieux mêmes où se fabriquait la mort.

### La tragédie du Mozambique

En France, la grippe exerça ses ravages autant en province qu'à Paris. Octobre et novembre furent les mois les plus meurtriers dans la capitale. On y compta deux fois plus de décès qu'en temps normal. Les salles d'hôpital étant comblées, on contraignit bientôt les gens à rester chez eux : « et s'il n'y a qu'une chambre à coucher, qu'on isole le lit du malade avec des paravents ou avec des draps tendus sur des cordes. ».

En banlieue, la grippe semblait avoir une prédilection pour les bords de la Marne. « A Noisiel, raconte un témoin, comme il n'y avait qu'un corbillard, on utilisait les voitures de service de la grande chocolaterie locale. Des voisins ont perdu la même semaine leur fils et leur fille. ».

A Bordeaux, relate le Journal médical français de janvier 1919, « le malade succombait d'une façon tellement rapide que les prévisions les plus pessimistes en étaient déconcertées ». A Marseille, la mortalité monta jusqu'à près de 10 % des grippés. A Yenne, dans le Bugey, une habitante raconte : « Des Parisiens étaient ».

venus ici pour se mettre à l'abri de la « grosse Bertha », le canon qui tirait sur Paris. La grippe les a pris. La mère et les deux filles sont mortes... Seule la troisième fille a échappé. ».

La situation n'était pas meilleure dans l'armée. Du 1<sup>er</sup> mai 1918 au 30 avril 1919, 408 180 cas dans l'armée de terre, 30 382 décès. A Brest, dans la marine, la grippe fit surtout des victimes parmi les engagés de la classe 20, des garçons de dix-huit ans. La responsabilité du commandement fut gravement mise en cause par le député du Finistère, M. Lancelin : « Les casernes construites pour recevoir 1 500 hommes en contiennent actuellement 4 000 et n'ont fait l'objet d'aucune désinfection. Pris de panique devant le nombre des décès, le commandement a fait évacuer plusieurs centaines de matelots, sans que ces « permissionnaires », renvoyés chez eux, aient fait l'objet d'aucune précaution sanitaire. (...) Quant aux hommes déjà atteints et qu'il était impossible de licencier, on s'en est débarrassé en les envoyant dans une caserne située au fond de la rade, dans des locaux sans vitres. ».

Au-delà de l'Europe, c'est une hécatombe que provoqua la grippe espagnole : 6 millions de victimes en Inde, 21 millions de malades et 246 000 morts au Japon. Mais comment oublier les tragédies comme celle du paquebot Mozambique. Il avait appareillé de Lourenço-Marqués avec 952 soldats du corps expéditionnaire portugais. Il relâcha au Cap, sans que ses officiers aient eu apparemment connaissance de l'épidémie qui sévissait dans le port. Les dockers qui vinrent livrer le charbon, à dos d'homme, étaient déjà contaminés. A peine le Mozambique avait-il repris la mer que l'épidémie se déclara à bord. Et quand le paquebot arriva à Lisbonne, 199 hommes — un cinquième du contingent — étaient morts en route.

Vers quelque secteur de la planète qu'on se tourne, on ne trouve que de sinistres références à ce fléau que fut, il y a soixante-dix ans, la grippe espagnole. Seul un point, un tout petit point de la planète, échappa totalement au fléau : au milieu de l'Atlantique, l'île de Sainte-Hélène.

YVES GROSCHARD.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

en direct sur

JEAN-PIERRE  
CHEVENEMENT

animé par  
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON  
et Jacques ISNARD (Le Monde)  
Dominique PENNEQUIN  
et Pierre-Marie CHRISTIN (RTL)

RTL



URSS : les « survivants » de Lenakan

Miracle et fausse nouvelle

La presse soviétique n'est décidément plus ce qu'elle était. Loin est le temps où les informations qu'elle donnait devaient être considérées comme établies, puisque les faits annoncés bénéficiaient par définition d'une garantie officielle. Que croire et qui croire désormais quand la découverte de six hommes miraculeusement rescapés du tremblement de terre à Lenakan (le Monde du 14 janvier), objet, jeudi 12 janvier, de multiples dépêches et reportages, est aujourd'hui mise en doute, sinon carrément démentie ?

Les investissements ont été les premiers, vendredi, à manifester leur scepticisme. L'envoyé spécial du journal en Arménie s'est en effet rendu sur place à Lenakan, et a eu la surprise de constater que personne ne semblait y être au courant de la miraculeuse découverte. Aucune trace, de plus, des cinq autres « survivants » qui, en compagnie de Alkaz Akopian, montré jeudi soir à la télévision, étaient censés être restés trente-cinq jours emmurés dans une cave.

L'agence Tass, auteur du premier flash annonçant la découverte des rescapés, commençait alors à faire marche arrière. Elle s'était fondée, expliquait-elle, sur une information transmise par l'agence arménienne Armenpress, qui disait la tenir de médecins qui soignaient Akopian à Erevan. Nouvelle visite à ce dernier, qui confirme ce qu'il avait raconté jeudi soir à la télévision, admet qu'il y a beaucoup de choses qu'il ne comprend pas lui-même et ajoute un nouveau détail à son récit : « Avant de le ramener du sous-sol à la surface, les gens qui l'ont sauvé lui ont bandé les yeux et c'est avec ce bandeau qu'il est arrivé à l'hôpital ».

La télévision, enfin, interroge vendredi soir un responsable du PC à Lenakan, M. S. Chiroian,

qui, lui, est tout à fait catégorique. Non seulement il affirme que personne n'est au courant, dans la ville, de ce sauvetage inespéré, et s'étonne qu'Akopian se soit, dans ces conditions, « soudainement retrouvé à Erevan », mais son avis est formel : « La seule conclusion qui s'impose est qu'une telle chose n'a pas pu se produire. Cela n'aurait jamais pu arriver. Il n'y a malheureusement pas de miracle ».

Un désir immense

L'agence Tass, pourtant, ne s'en tient pas là. Elle cite une Arménienne qui connaît Akopian et se trouve actuellement dans le même hôpital que lui. Elle a « entendu dire » le 9 janvier que « des gens vivants se trouvaient encore dans le sous-sol de la maison où habitait Akopian ».

« Nous, journalistes, écrivait les envoyés spéciaux des agences, sommes confrontés à une situation difficile. L'expérience des derniers jours nous a enseigné qu'il existe un immense désir d'assister à un miracle ».

On s'orienterait maintenant vers un nouvel examen psychiatrique d'Alkaz Akopian.

● L'aide française à la reconstruction. — M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat français chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, a présenté vendredi 13 janvier, au vice-premier ministre soviétique, M. Boris Tcherbina, un programme d'aides et de propositions commerciales pour participer à la reconstruction des zones d'Arménie détruites par le séisme du 7 décembre. M. Renon dirige une délégation d'experts et d'industriels français qui sont partis vendredi soir pour Erevan. — (AFP.)

RFA : l'affaire de l'usine chimique libyenne

Un faux pas du chancelier Kohl

Le parquet de Karlsruhe a ouvert, vendredi 13 janvier, une information judiciaire contre la société Imhausen Chemie, soupçonnée d'avoir participé à la construction de l'usine chimique Phosma 150 à Rabta, en Libye. Un porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Friedrich Ost, a indiqué le même jour que les services de renseignement ouest-allemands (BND) avaient communiqué dès le 30 septembre 1988 aux autorités fédérales des informations « à prendre au sérieux » concernant l'implé-

cation de firmes de RFA dans cette affaire. Le BND disposerait par ailleurs de renseignements incriminant des firmes ouest-allemandes des « preuves matérielles en justice » contre les firmes se livrant à des exportations illicites.

BOHN  
de notre correspondant

Quel changement de ton en l'espace d'une semaine ! Au début de ce mois le chancelier Kohl et quelques-uns de ses collaborateurs se permettaient, avec une arrogance jamais vue depuis la fin de la guerre, de faire la leçon à l'Allemagne de l'Est. Le secrétaire d'Etat George Shultz et la presse d'outre-Atlantique étaient accusés de mener une campagne calomnieuse, sur le thème de la livraison par des firmes allemandes à la Libye d'équipements permettant de produire ces armes chimiques, dont la Conférence de Paris vient de proposer le banissement.

Un peu trop certain que l'adage « pas vu, pas pris » allait s'appliquer en la circonstance, peut-être mal informé par ses services de renseignement, le chancelier faisait parvenir ses remontrances à la Maison Blanche, demandant au gouvernement américain qu'il fasse cesser la campagne anti-allemande qui prenait de l'ampleur dans les médias. Un chancelier du parti chrétien démocrate, M. Volker Rühse, vice-président du groupe CDU au Bundestag, allait même jusqu'à évoquer la fermeture des instituts culturels allemands aux Etats-Unis s'il n'était pas mis un terme à cette campagne, qui ne manquait pas de rappeler aux Allemands quelques vécus étonnants sur leur lointain passé en matière d'assassinat chimique. Au milieu de cette tourmente, seul M. Hans Dietrich Genscher, le ministre des affaires étrangères, gardait son calme, se tenant prudemment à l'écart de la polémique et maintenant le contact avec George Shultz en marge de la conférence de Paris.

L'aplomb du chancelier avait ébranlé plus d'un observateur de la

scène politique ouest-allemande. Les Américains ne se sont-ils pas vengés, se demandait-on. Ne cherchaient-ils pas à se donner des prétextes pour chasser la Libye, en représailles à l'attentat terroriste contre l'avion de la Pan Am qui s'était écrasé à Lockerbie ? Lorsque, le 5 janvier dernier, le directeur des services fiscaux de Fribourg blanchissait totalement la firme Imhausen-Chemie de toute participation directe ou indirecte à la construction de l'usine de Rabta, la cause semblait entendue. Le chancelier avait bien raison, estimait-on, de protéger ses concitoyens des agressions injustes. Le directeur du Spiegel, Rudolf Augstein, pourtant peu suspect de complaisance envers l'ancien gouvernement, lançait dans son hebdomadaire une longue philippique contre les Américains, à qui il reprochait « d'instrumentaliser Auschwitz », en référence à un article du New York Times traitant l'usine de Rabta. D'Auschwitz des sables.

Marche arrière

Une semaine plus tard, comme dans un mauvais drame de boulevard, la situation se renverse. Le voile se lève peu à peu sur les agissements d'Imhausen Chemie et de quelques autres entreprises réunies sous la bannière de l'homme d'affaires d'origine française Ismaël Barbouri. Par des chemins ténébreux, utilisant des firmes à Hong Kong et à Anvers, les industriels ouest-allemands avaient bel et bien participé à la construction de l'usine du colonel Kadhafi. Les nefs inspecteurs des impôts de Fribourg s'étaient laissés bernier par des hommes d'affaires sans scrupules. Le gouvernement ouest-allemand est alors contraint d'effectuer en toute hâte un repli en plus ou moins bon ordre. Il ne

s'agit plus de cloquer les Américains au pluri mais de les prier humblement de fournir aux autorités ouest-allemandes des « preuves matérielles en justice » contre les firmes se livrant à des exportations illicites.

La colère « calculée » du chancelier contre Washington, qui devait lui faire marquer des points dans une opinion publique de plus en plus avide de manifestations de souveraineté nationale, se termine donc par un fiasco. « Cet épisode ne témoigne ni de la grandeur ni de l'habileté de la politique étrangère de Bonn », écrit la Süddeutsche Zeitung, qui exhorte le gouvernement ouest-allemand à conjurer puissance et responsabilité.

L'affaire de Rabta est loin d'être la seule qui mette en cause des firmes ouest-allemandes : qu'il s'agisse de fourniture de technologie nucléaire à des pays qui n'ont pas signé le traité de non-prolifération, comme l'Inde et le Pakistan, ou de la participation à la construction de l'usine de Samarra, en Irak, ou ont vraisemblablement été produits les gaz de combat utilisés dans la guerre du Golfe et contre les Kurdes, on retrouve à chaque fois le savoir-faire d'outre-Rhin. Deux logiques se heurtent, qui mettent aujourd'hui le gouvernement de Bonn en difficulté : celle selon laquelle, pour des raisons historiques la RFA s'interdit la possession d'armes nucléaires et chimiques, et celle du commerce extérieur, « vache sacrée » de l'Allemagne du renouveau économique. Le gouvernement, pressé de toutes parts, semble déterminé à mettre un peu d'ordre dans la furie exportatrice par réglementation de ses capitaines d'industrie. Le faux pas du chancelier Kohl le contraint à opérer à chaud, ce qui fait toujours plus mal.

LUC ROSENZWEIG.

ESPAGNE

Le gouvernement limoge la directrice de la radio-télévision publique

MADRID  
de notre correspondant

Le conseil des ministres du vendredi 13 janvier a annoncé la destitution de la directrice générale de la Radio-Télévision espagnole (RTVE), M<sup>me</sup> Pilar Miro, et son remplacement par M. Luis Solana.

Cinquante connue en Espagne, M<sup>me</sup> Miro avait été nommée à la tête de la RTVE en novembre 1986. Un poste délicat dans ce pays où l'opposition et la presse ne cessent de tirer à boulets rouges sur la télévision publique. M<sup>me</sup> Miro devait, en outre, faire face aux réticences d'une partie des apparatchiks d'une partie formation (PS) qui craignaient que la nouvelle directrice ne se montre trop indépendante par rapport au gouvernement socialiste.

Une crainte pourtant sans fondement, ainsi qu'on allait s'en apercevoir, lorsque M<sup>me</sup> Miro limogea le présentateur du journal télévisé du soir. Malgré ses injonctions, il s'était refusé à consacrer les deux tiers du journal à une conférence de presse du président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. M<sup>me</sup> Miro allait ainsi s'offrir les foudres de l'opposition sans pour autant conquieser son propre parti.

Aussi se retrouva-t-elle isolée lorsque le scandale éclata : en octobre dernier, la presse révélait que la directrice avait payé une partie de sa garde-robe avec l'argent de la RTVE. Loin de nier, M<sup>me</sup> Miro confirma qu'elle n'avait nullement l'intention de consacrer son salaire, pourtant substantiel, à acheter des vêtements qu'elle n'utilisait que pour ses fonctions de représentation.

Le tollé fut général. L'affaire éclatait au pire moment pour les socialistes, déjà accusés par les syndicats de se comporter comme des « nouveaux riches ». Les services d'inspection du ministère des finances ordonnèrent à la directrice de restituer les sommes dépensées au budget de la RTVE. L'opposition portait plainte contre M<sup>me</sup> Miro pour malversation financière. Les socialistes eux-mêmes la critiquaient de plus en plus ouvertement. « La télévision est devenue un monstre irrationnel réservé aux amis », affirmait le ministre de la culture, M. Jorge Semprun, résumant l'impression de la majorité.

Mais M<sup>me</sup> Miro n'en refusait pas moins de démissionner. « C'est au gouvernement qui m'a nommée, affirmait-elle, qu'il appartient de me destituer ».

THIERRY MALINIAC.

Le nouveau patron de la RTVE

M. Solana un socialiste non-conformiste

« Il appartient aux socialistes de faire la révolution bourgeoise en Espagne ». Cette phrase qu'affectionne M. Luis Solana résume bien l'homme : c'est un non-conformiste, un polémiste brillant mais conflictuel qui accède à la tête de la RTVE.

Techocrate et gestionnaire qualifié, originaire des milieux bancaires, M. Solana symbolise parfaitement ces « nouveaux socialistes » modernisés contre lesquels tantôt aujourd'hui les syndicats. Une ligne de modération qu'il fut l'un des premiers à défendre au sein de son parti : ne se proclamait-il pas déjà social-démocrate lorsque ses compagnons rejetaient encore avec dédain une telle qualification ?

Après la victoire électorale, il fut nommé, en décembre 1982, président de la Compagnie espagnole des Téléphones, le « géant » des télécommunications espagnoles. Il a lancé rapidement sur la voie de la révolution technologique, lui assurant l'accès aux techniques les plus modernes par le biais d'ambitieux accords de « joint-venture » avec les grandes sociétés mondiales comme ATT et Fujitsu. Une politique qui a contribué à lancer l'Espagne des télécommunications sur la voie du XXI<sup>e</sup> siècle... Mais qui l'a parfois conduite à négliger les tâches plus prosaïques du service téléphonique de base complètement dépassé, ces dernières années, par l'explosion de la demande.

Th. M.

Amériques

Angoisse des francophones, colère des anglophones

Passions linguistiques au Québec

(Suite de la première page.)

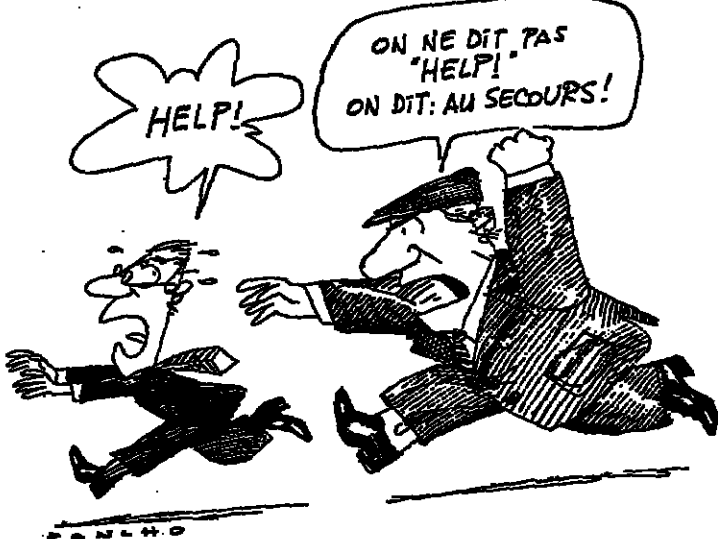
Le plus haut tribunal du Canada a estimé que la liberté d'expression de ses citoyens, garantie par la Constitution du pays et par les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés, était bafouée. La loi québécoise pouvait exiger que la langue française prédomine nettement dans l'affichage commercial mais ne pouvait pas, selon les magistrats, imposer l'usage exclusif du français.

La satisfaction des anglophones a été de courte durée : trois jours après ce verdict, M. Bourassa annonçait comment il entendait se conformer au jugement et donner suite du même coup à ses deux imprudentes promesses. Le bilinguisme, avec « prédominance du français », sera bien autorisé à l'intérieur des commerces mais pas à l'extérieur. Le Québec conservera un « visage exclusivement français » en invoquant une clause dérogatoire qui permet à une province de se soustraire aux articles des chartes fédérales sur les libertés fondamentales.

Désobéissance civile

Ce curieux compromis a mécontenté tout le monde, anglophones et francophones. M. Robert Bourassa, qui souhaitait apaiser les tensions ancestrales entre les deux communautés, n'a pour le moment réussi qu'à exacerber les passions. Trois ministres anglophones sur les quatre que comptait son cabinet ont démissionné. Le calme Stephen Nowell, outré d'avoir à cacher sa langue comme un secret honteux, a opposé sur sa virgine une invitation à la « désobéissance civile ». « C'est, dit-il, le seul moyen non violent de riposter à la trahison de Robert Bourassa ». Sa virgine a presque aussitôt été barbouillée de peinture noire.

Les francophones se sont mobilisés dès le lendemain du jugement de la Cour suprême. Plus de



15 000 manifestants, parmi lesquels beaucoup de jeunes, se sont rassemblés à Montréal. Les organisateurs — le Parti québécois, les syndicats et divers mouvements nationalistes — n'avaient pas réuni une telle foule depuis 1988, année du référendum sur la souveraineté-association du Québec (repoussée par 60 % des voix).

Comme ils l'avaient fait à cette époque, les artistes, de la chanteuse Pauline Julien à l'écrivain Michel Tremblay, ont repris la parole. Le poète Gaston Miron a été le plus direct : « Il est anormal qu'un peuple étranger dispose du statut de notre langue. Le français n'aura de prééminence que dans un Québec maître chez lui », a-t-il proclamé.

La solution « intérieur-extérieur » retenue par Robert Bourassa a rendu furieux les nationalistes. Pis, la grande majorité des francophones — 60 % selon un sondage — désapprouve le compromis que le gouvernement, fort de sa majorité à l'Assemblée nationale du Québec, a fait entériner sans tarder fin décembre. Voilà le français, disent les editorialistes, relégué

au rang de « langue de façade », alors que les choses sérieuses : acheter, vendre, bref, les affaires, peuvent se faire en anglais, à l'intérieur des commerces. Voilà le bilinguisme, ajoutent-ils, qui obtient officiellement droit de cité dans l'affichage. Comment ne pas redouter que le reste suive ?

Il avait fallu deux siècles de lutte et de résistance aux francophones pour imposer leur langue. Pour eux, les décisions de décembre constituent une lourde défaite qui s'ajoute aux précédentes. A deux reprises déjà, des chapitres entiers de la loi 101, contestés dès sa promulgation, ont été invalidés. En 1979, la Cour suprême a estimé qu'en vertu de la Constitution canadienne de 1867, le français ne pouvait être déclaré seule langue officielle de la législation et de la justice dans la province.

En 1984, les mêmes juges se sont appuyés sur la nouvelle Constitution du Canada, bien que le Québec ne l'ait pas ratifiée, pour déclarer illégale l'obligation faite aux parents venant des autres provinces canadiennes d'inscrire leurs enfants dans les écoles francophones du Québec.

Le dépôt, fin 1986, de deux projets de loi du gouvernement de M. Bourassa, modifiant la loi 101 dans un sens plus favorable à la minorité — qui disposait déjà depuis des lustres de ses propres écoles et universités ainsi qu'un système social particulier — a mis le feu aux poudres, les pancartes « Touchez pas à la loi 101 » ont fleuri sur les balcons et des cocktails Molotov ont fait voler en éclats les vitrines de commerçants contrevenants, à un moment où l'anglais faisait le retour en force sur les enseignes des rues de Montréal, en toute impunité.

Le gouvernement a eu beau retirer les deux textes incriminés, la loi 101 (ou ce qu'il en restait) est devenu sacro-sainte. Elle est depuis considérée comme l'ultime rempart susceptible de protéger le Québec contre l'envahissement de l'anglais, l'idiome si répandu et si séduisant pour les immigrants dont la province a tant besoin.

Bouter l'anglais...

Autrefois champion de la natalité, le Québec n'a aujourd'hui plus assez d'enfants pour assurer sa survie. Les démographes prédisent le déclin de sa population aux alentours de l'an 2000, si le taux de fécondité reste à son niveau actuel, (1,37 enfant par femme), l'un des plus bas des pays occidentaux.

A ce déficit des naissances, s'ajoutent les départs. Depuis 1967, le Québec a perdu entre 5 000 et 10 000 personnes par an au profit d'autres provinces canadiennes. Parmi ces émigrants figurent les anglophones que l'arrivée du Parti québécois au pouvoir puis l'adoption de la loi 101 ont fait fuir. Il y a aussi les immigrants, qui ont préféré refaire leurs valises pour s'installer ailleurs, en Ontario (anglo-

phone) surtout. Ceux qui restent ne s'intègrent que difficilement à la majorité : leurs enfants, tenus de fréquenter l'école francophone, parlent anglais entre eux dès que la cloche a sonné.

Devant l'addition de tous ces facteurs, les francophones, majoritaires au Québec mais largement minoritaires au Canada (moins de 25 % de la population), sont de nouveau en proie à ce que les sociologues appellent « l'angoisse de la survie ». Dans ce climat d'insécurité, la question de l'affichage est symbolique. « Les mots sont devenus les gardiens de nos murs », résume le chanteur Gilles Vigneault. « Le bilinguisme est notre plus grand ennemi », enchaîne l'écrivain Yves Beauchemin. Ils pensent que deux langues ne peuvent cohabiter sans que l'anglais ne prenne à terme le dessus sur l'autre, comme en Louisiane, l'exemple si souvent cité.

A la colère de Stephen Nowell, les nationalistes répondent que les anglophones doivent enfin apprendre à se comporter comme une minorité au Québec. Le Parti québécois, qui espère trouver dans l'actuel débat l'occasion de regagner ses troupes, invite les francophones à une « résistance pacifique et démocratique de tous les instants » pour bouter l'anglais hors des affiches.

Les appels au calme des porte-parole des deux communautés n'ont apparemment pas dissuadé les extrémistes. Le siège montréalais du mouvement anglophone modéré Alliance Québec a été ravagé par un incendie d'origine criminelle à la veille du Jour de l'An.

Devant tant d'agitation, M. Bourassa a choisi de temporiser en reportant à plus tard les décrets d'application de son compromis législatif. Il n'a d'ailleurs pas exclu que des élections soient organisées d'ici là.

MARTINE JACOT.



## Europe

Le vingtième anniversaire du sacrifice de l'étudiant tchécoslovaque

### Réflexions sur Jan Palach

Il y a vingt ans, le 16 janvier 1969, l'étudiant tchécoslovaque Jan Palach s'immolait par le feu au centre de Prague pour protester contre l'invasion de son pays, au mois d'août 1968, par les forces soviétiques. Des manifestations sont prévues dans la capitale tchécoslovaque, malgré l'interdiction des autorités, pour ce vingtième anniversaire. M<sup>me</sup> Eva Kanturkova, femme de lettres vivant à Prague et qui reçoit cette année le prix Jan-Palach décerné par la Charte 77, nous livre ici les réflexions que lui inspire le sacrifice du jeune homme.

L'immolation par le feu de Jan Palach — écrivain de 21 ans — plonge la plupart d'entre nous dans l'angoisse et le désarroi : faut-il vraiment qu'un être aille aussi loin pour défendre sa liberté intérieure et l'honneur de la nation, pour obéir à la voix de sa conscience ?

En Bohême, le traumatisme du martyre est partie intégrante de l'idée que nous nous faisons de notre nation. Le symbole de la veillance tchèque, le prince Venceslas, tué par son frère à la porte de la cathédrale ; leur grand-mère, la princesse Ludmila, patronne sainte de Bohême, étranglée ; notre saint catholique le plus célèbre, Jan Nepomucène, torturé par le roi et noyé dans la Vltava.

Dans l'histoire comme dans nos pensées, la mort de Palach trouve un précédent dans la mort de maître Jan Hus au bûcher. Les deux noms surgissent côte à côte presque automatiquement. D'après ce que nous savons de l'éducation de Jan, nous sommes certains que chez lui on vénérât Jan Hus et Jan Zizka comme modèles — le précédent n'est donc pas fortuit mais voulu. La maman de Jan emmenait son fils au culte évangélique. Jan lui-même avait l'intention de se faire confirmer, et l'une des dernières personnes à qui il a parlé a été le pasteur Jakub Trojan ; Jan Palach, étudiant en histoire, avait évoqué devant lui la force de l'exemple des grandes figures de l'histoire tchèque.

C'est peut-être parce que Hus était donné en exemple dans la famille Palach que Jan, malgré sa jeunesse, a pu concevoir cette haute idée de lui-même et de son

rapport à l'idéal et au monde. Pas plus que chez Hus, il ne s'agit d'un martyre passif. Comment a-t-il décidé de faire de lui-même un flambeau vivant — membre de tout un groupe de volontaires ? Nous ne possédons sur ce point aucune certitude absolue. En fait, tout ce que nous savons se trouve dans les lettres que Palach a envoyées au gouvernement, aux journalistes, aux organisations et à ses amis avant de s'immoler.

D'après ces lettres, parmi un groupe de jeunes décidés à s'immoler par le feu « pour notre cause », Jan aurait été désigné par tirage au sort comme « flambeau numéro un » ; si les exigences formulées dans les lettres n'étaient pas satisfaites dans les cinq jours, ou si le peuple ne déclarait pas une grève illimitée pour les soutenir, « d'autres flambeaux seront allumés ».

Protestation bouillonnante renforcée par la menace d'autres morts, mais là deux possibilités s'offrent à nous : soit ce groupe existait, soit Jan était l'unique volontaire et a voulu donner plus de poids à son acte en se référant à un groupe. Car ce que nous savons est fort contradictoire. Aucun autre flambeau ne se fit connaître et la police fut incapable d'en découvrir. Qui plus est, comme l'explique le journaliste Jiri Lederer dans son manuscrit sur Jan Palach, un doute plane sur l'interprétation des derniers mots de Palach, où il demandait aux autres volontaires de ne pas poursuivre l'action.

Ce message, l'étudiant Lubos Holacek et Eva, une amie de Jan, étaient allés le chercher à l'hôpital. Les paroles de Jan étaient à peine compréhensibles, et les deux amis ont pu leur prêter le sens voulu, lui faire dire ce qu'ils auraient tant voulu que Jan dit avant de mourir et qui répondait aussi aux vœux de l'opinion publique. Message très dramatique, proféré quatre heures avant sa mort.

Il existe cependant d'autres faits qui sembleraient indiquer que Jan a été effectivement tiré au sort : l'avant-veille de son acte, avant de partir à Prague, il était convenu avec sa maman qu'elle viendrait le voir en ville... La mère est effectivement partie pour aller voir Jan, et c'est dans le train, en jetant un coup d'œil sur le journal que lisait un de ses voisins, qu'elle a appris que son fils s'était immolé.

« Plus de lumière »

Les personnes avec qui Jan Palach a parlé ces jours-là se souviennent que, s'agissant de la situation dans le pays, il répétait : « Il faudrait faire quelque chose. » Et ses premiers mots lorsqu'il fut amené, gravement brûlé, dans la salle d'opération ont été : « Je ne suis pas un suicidé. » Dans son appel, il se qualifiait lui-même de flambeau et dans le brouillon de la lettre il dit qu'il croyait que « nos nations n'auront pas besoin de plus de lumière » ; donc il croyait que sous l'effet de son acte le peuple passerait à la résistance et qu'il ne serait plus nécessaire que d'autres volontaires se sacrifient.

Que Jan ait agi seul ou non, ce qui est certain c'est qu'il se voyait comme une lumière et non point comme un martyr.

Que la décision de Jan Palach de s'immoler par le feu a été prise non pas sous le coup de l'émotion, mais qu'elle a été le fruit d'une réflexion éthique, donc rationnelle, ses dernières lettres en apportent la preuve. Il a dû les écrire le matin, au foyer universitaire ses camarades en ont retrouvé le brouillon dans la table de nuit. Palach a fait trois rédactions, et la dernière, celle qui recourt aux destinataires, se distingue du brouillon par son caractère incisif, sa brièveté, l'élimination de toute coloration affective. Palach a hésité sur le nombre de revendications à formuler. Il en a retenu deux comme essentielles : la liberté de la presse et l'interdiction de la dif-

fusion de Zoravy, publication de l'occupant soviétique. Parmi les revendications éliminées, on trouve la démission de ceux qui avaient perdu la confiance du peuple, et ici Palach nommait Strougal, Indra, Jakes et Koider, les futurs piliers de la normalisation.

Jan Palach aurait pu se contenter de participer à la grève des étudiants et se souvenir aujourd'hui encore du courage de sa jeunesse : comme bien d'autres, il aurait pu retomber avec la vague et se sentir satisfait sur le plan moral, car le manque d'éthique était manifestement dans l'autre camp, celui des vainqueurs.

La nature exceptionnelle, l'unicité de l'acte de Jan Palach ont été ressenties par un homme sage et sensible, le poète Jaroslav Seifert. Jan Palach gisait mourant à l'hôpital, ses revendications étaient restées lettre morte et on craignait que — s'il en existait vraiment — d'autres jeunes ne se décident à mourir. Alors, dans une lettre ouverte, Seifert leur demanda : « Si vous ne voulez pas que nous nous tuions tous, ne vous tuez pas. » A une nouvelle mort, seule aurait pu répondre une autre mort et cet enchaînement de suicides aurait banalisé ce qu'avait accompli la première mort. Ce que Jan Palach a fait suffisait pour tous : comme il s'est sacrifié, lui, d'autres n'ont pas dû le faire. Les grands actes éthiques sont toujours isolés.

EVA KANTURKOVA.

• **YUGOSLAVIE** : La démission des dirigeants monténégrins est confirmée. — Le parlement monténégrin a décidé, vendredi 13 janvier, d'organiser des élections extraordinaires après avoir accepté, à l'unanimité, la démission collective de la présidence locale et de ses délégués aux institutions fédérales (le Monde du 13 janvier), a rapporté l'agence Tanjug. De son côté, le

comité central monténégrin a entériné la démission du bureau politique.

Ces décisions n'ont néanmoins pas rétabli le calme. Des milliers de personnes ont manifesté vendredi à Bijelo-Polje pour réclamer le limogeage des responsables municipaux, ont rapporté des témoins. — (Reuters.)

هكذا من الأصل

## Afrique

SOMALIE

### L'armée gouvernementale poursuit ses représailles contre les civils dans les zones de rébellion

NAIROBI  
correspondance

Selon des informations recueillies auprès de voyageurs de passage à Djibouti, les avions de guerre somaliens auraient à nouveau bombardé plusieurs localités du nord-est de la Somalie. Cela aurait été le cas notamment le 7 janvier, à Erigavo. Cette petite ville, située au pied d'une chaîne de montagnes qui la sépare du golfe d'Aden, constitue un carrefour obligé pour les habitants de la région — et, par là même, une cible privilégiée pour l'armée gouvernementale. Quelques jours auparavant, les 22 et 23 décembre, la bourgade d'El-Asasa, qui se trouve à une soixantaine de kilomètres d'Erigavo, aurait été le théâtre d'opérations militaires très violentes. Dans un cas comme dans l'autre, on ignore le bilan des victimes et l'ampleur des dégâts matériels.

C'est dans cette même région d'Erigavo que l'organisation humanitaire britannique Community Aid Abroad travaillait jusqu'en novembre dernier : les conditions de sécurité sont alors devenues trop précaires et les exodes commis par les soldats gouvernementaux trop fréquents pour que l'organisation puisse continuer de mener à bien son programme d'assistance, ont expli-

qué ses responsables lors d'une conférence de presse tenue à Londres le 6 janvier. Tabassages, tortures, massacres et pillages semblent être devenus l'occupation favorite des troupes régulières. L'organisation australienne citait le cas d'une fillette de treize ans, « violée par six soldats ». Et celui d'un habitant qui, tentant de fuir la ville, avait été « dévalisé, frappé, puis abattu par les militaires », son cadavre abandonné devenant « la proie des hyènes ».

Autre région du Nord où les forces armées seraient aujourd'hui concentrées : la région de Borama, en bordure de l'Éthiopie. Si l'on y ajoute les renforts de troupes qui, dit-on, patrouillent désormais « tout au long de la frontière avec Djibouti », on imagine sans peine la détresse des populations civiles qui tentent de fuir leur pays : la plupart des issues vers l'Éthiopie ou vers Djibouti sont désormais coupées. L'éthnie des Issaks, majoritaire chez les rebelles du MNS (Mouvement national somalien), fait particulièrement les frais de la « sale guerre » qui ravage depuis bientôt huit ans le nord de la Somalie.

La ville d'Hargeisa, la « capitale du Nord », dévastée par les affrontements de ces derniers mois, n'est plus qu'une cité fantôme. Les autorités de Mogadiscio admettent elles-

mêmes que la ville est « détruite à 70% » — y compris « les hôpitaux, les écoles, les systèmes d'approvisionnement en eau et les installations électriques ». La population d'Hargeisa, d'origine essentiellement issaq, avait commencé à fuir en masse dès le début du mois de juin. C'est à cette date que l'armée gouvernementale avait commencé les représailles destinées à contrer les offensives du MNS du mois de mai.

La plupart des habitants de la région affluaient alors en Éthiopie, « au rythme de 300 personnes par jour pendant la première semaine, puis de 2300 personnes par jour pendant les deux dernières semaines de juin », notait, en juillet, le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR). Selon les estimations de la délégation de Nairobi (Kenya), le nombre des réfugiés somaliens enregistré en Éthiopie s'élève aujourd'hui à 290000. L'honneur, en cette fin d'année, a mis les bouches doubles. Et 1989, on le voit, n'a pas mieux débuté.

Dans ce contexte, les « bonnes résolutions » annoncées le 11 janvier par le ministre de l'Intérieur laissent sceptiques bien des observateurs. C'est la première fois, il est vrai, que les autorités de Mogadiscio évoquent la nécessité d'une « solution politique » au conflit du Nord. Elles ont promis, dans la foulée, la

« libération ou l'amnistie de prisonniers politiques ». Faut-il y voir une volonté réelle d'apaisement et le prélude à des négociations avec le MNS ? Rien n'est moins sûr.

Cette déclaration survient au lendemain des menaces à peine voilées lancées le 10 janvier par le ministre britannique des affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, en visite à Djibouti. Celui-ci s'est ému publiquement des allégations répétées concernant les atrocités commises par l'armée somalienne et il a évoqué la possibilité, pour la Grande-Bretagne, de « reconsidérer » ses relations avec la Somalie.

Ce coup d'éclat a fait mouche. La réponse de Mogadiscio n'en conviendra pas pour autant. Au moment où la contre-offensive de l'armée battait son plein et où les rescapés fuyaient vers l'Éthiopie, le gouvernement de Mohammed Said Barre clamait à qui voulait l'entendre que la situation dans le Nord était « redevenue normale ». Pour que les négociations d'aujourd'hui soient prises au sérieux, il faudrait que les actes suivent. Les journalistes étrangers, basés dans les pays voisins, ne seraient pas les derniers à se rejouer d'un tel tournant : depuis le mois de mai, aucun d'entre eux n'a obtenu de visa pour la Somalie.

CATHERINE SIMON.

### Regain de tension entre le Zaïre et la Belgique

BRUXELLES  
de notre correspondant

Le gouvernement belge devait se réunir en comité restreint le samedi 14 janvier en fin de matinée pour réagir aux décisions annoncées vendredi par les responsables du parti unique zaïrois, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), dénonçant notamment les deux principaux traités d'amitié et de coopération signés entre les deux pays. Conséquences directes : le Zaïre pourrait suspendre le paiement de sa dette à son ancien colonisateur et chercher, soit à se doter lui-même d'installations de raffinage de son cuivre, soit à faire appel à d'autres pays.

Dans son discours clôturant le congrès du parti, le maréchal Mobutu a notamment déclaré : « Dans l'état actuel des choses, la poursuite des relations avec la Belgique n'est plus possible comme avant. Lors de toute négociation éventuelle, l'accent devra être mis sur le contenu moral et politique entre les deux pays, car le peuple zaïrois a été gravement touché dans son honneur. »

La crise entre Bruxelles et Kinshasa avait, en fait, commencé (le Monde du 2 décembre 1988) au lendemain du voyage que le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, avait effectué au Zaïre début novembre. Au cours de ce voyage, incontestablement mal préparé, le premier ministre, au début fraîchement accueilli par le président zaïrois, avait proposé un nouvel échelonnement de la dette de ce pays.

Le geste n'avait pas été du goût de tout le monde en Belgique, et les socialistes, pourtant au pouvoir, n'avaient pas été tendres avec le premier ministre. Le président Mobutu, très irrité aussi par les critiques de la presse belge à son égard, avait alors transmis un message, par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères, aux autorités belges en annonçant, notamment, qu'il renoncera à l'allégement de la dette zaïroise.

Le roi  
interviendra-t-il ?

Le ton, malgré les tentatives du gouvernement belge de calmer les esprits, n'allait cesser de monter, et les mesures prises par Bruxelles à l'encontre de Bruxelles : demande aux étudiants zaïrois de quitter la Belgique à la fin de l'année universitaire, ordre donné aux ressortissants zaïrois en Belgique de « liquider ou de transférer dans d'autres pays » les biens qu'ils possédaient dans le royaume, suppression de l'autorisation d'atterrir à Kinshasa de certains vols de la Sabena, la compagnie aérienne belge.

Un nouveau pas vient donc d'être franchi dans l'escalade et on se demande maintenant à Bruxelles quelle attitude adopter. D'autant que l'on craint beaucoup ici, en dépit des assurances que M. Michel Rocard aurait lui-même données à M. Wilfried Martens, que la France ne profite de la situation pour s'implanter dans l'ancienne colonie belge. On se demande aussi si le roi, déjà dans le passé, était sorti de sa réserve pour apaiser des difficultés avec Kinshasa, interviendra cette fois-ci dans le conflit.

J.-A. F.

## Asie

AFGHANISTAN

M. Chevardnadze en « visite de travail »

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Evguén Chevardnadze, a quitté Moscou pour Kaboul vendredi 13 janvier pour une « visite de travail », a annoncé l'agence Tass.

Ce voyage non annoncé intervient peu après l'échec des négociations à Islamabad entre les groupes de la résistance afghane et le premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Ioul Vorontsov, qui avait laissé entendre, mardi, à Moscou, que l'URSS ne serait peut-être pas en mesure de respecter les délais de son retrait.

De son côté, le vice-ministre soviétique de la défense, le général Vitali Chabanov, a déclaré jeudi à Moscou, que « la deuxième étape » du retrait soviétique débutera « bientôt » et que l'URSS a la « ferme intention » de respecter les accords de Genève.

Par ailleurs, de violents combats se déroulent depuis plusieurs jours entre les résistants et les troupes gouvernementales afghanes sur la route du tunnel de Salang, l'une des deux voies d'accès à l'URSS à partir de l'Afghanistan, a rapporté vendredi l'agence Tass, sans mentionner la participation de troupes soviétiques à ces combats. — (AFP.)

CHINE

Un vice-ministre vietnamien des affaires étrangères à Pékin

PEKIN  
de notre correspondant

C'est finalement M. Dinh Nho Liem, ancien ambassadeur en Union soviétique, aujourd'hui l'un des deux vice-ministres des affaires étrangères du Vietnam, qui a été choisi pour effectuer la première mission de reconnaissance envoyée par Hanoi auprès des autorités chinoises. M. Liem était attendu en fin de journée, samedi 14 janvier, en provenance de Bangkok, où il était arrivé la veille depuis Hanoi. Il serait chargé, croit-on, d'examiner avec les autorités chinoises la possibilité d'une rencontre à caractère plus officiel de son collègue spécialement chargé du dossier cambodgien, M. Tran Quang Co, ambassadeur du Vietnam à Bangkok, avec son homologue chinois M. Liu Shuang.

Dans les heures précédant la venue du responsable vietnamien, la Chine s'est réfugiée dans le mutisme qu'elle observe généralement à l'approche d'événements diplomatiques importants : la presse officielle chinoise ne comportait, samedi, pas un seul article consacré à l'Indochine.

F. D.

## Diplomatie

En mer Egée

### Un incident aérien oppose la Grèce et la Turquie

Un incident a opposé des avions militaires grecs et turcs, jeudi 12 janvier, en mer Egée, au-dessus du triangle formé par les îles de Lesbos, Chios et Skyros, dans une zone que la Grèce revendique comme son espace aérien, a indiqué vendredi le ministère grec de la défense.

Cinq formations d'appareils turcs armés ont pénétré dans cette zone à l'occasion d'un exercice de recherche et de sauvetage, a précisé le ministère. Les chasseurs grecs sont alors intervenus à deux reprises pour identifier les avions et les reconduire en dehors de cette zone.

Les incidents de ce type surviennent régulièrement dans la zone. Athènes signalait parfois plusieurs « violations » par semaine, en raison du contentieux gréco-turc sur les autorisations de vol en mer Egée. Toutefois, aucun incident ne s'était produit depuis près d'un an, après le rapprochement consécutif à la rencontre de Davos (Suisse) entre le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, et son homologue turc, M. Turgut Ozal.

La Turquie a proposé vendredi l'ouverture d'un dialogue pour délimiter les zones de responsabilité en matière de recherche et de sauvetage en mer Egée, mais la Grèce a rejeté la demande en soulignant que la seule question en suspens entre les deux pays était celle du plateau continental.

M. Papandréou a rappelé cette position vendredi à Athènes devant le groupe parlementaire du PASOK (parti socialiste), en ajoutant que les récentes initiatives et décisions d'Ankara « sapent » l'esprit de Davos.

De leur côté, les autorités turques estiment qu'à aucun moment l'espace aérien n'a été violé. « La Grèce considère que ses eaux territoriales, et donc son espace aérien, s'étendent à 10 milles marins de ses côtes, tandis que, pour la Turquie, l'espace aérien grec est de 6 milles marins, selon la coutume internationale, d'où la différence d'appréciation sur l'étendue de la souveraineté », a déclaré vendredi le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, M. Inal Batu. — (AFP.)

### Accord presque complet à la Conférence de Vienne

VIENNE  
de notre correspondante

Les trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) réunis à Vienne depuis novembre 1986 se sont mis d'accord vendredi 13 janvier sur le texte d'un document final, sous réserve d'un accord à conclure sur le mandat des négociations sur les forces armées conventionnelles en Europe. Ce mandat doit compléter le document final et est considéré comme un élément essentiel du texte.

Les conversations des vingt-trois pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie sur ce mandat — dont le texte est prêt — s'achèvent sur un différend entre la Turquie et la Grèce concernant le port de Mersin, sur la côte sud de la Turquie. Ankara souhaite enclore la zone portuaire des négociations de désarmement et demande que cette question soit clairement réglée dans le mandat, non pas laissée en suspens comme le prévoyait une formule de compromis proposée à Vienne. Le port de Mersin — sans importance militaire pour les rapport Est-Ouest, selon les sources occidentales — est utilisé par la Turquie comme base logistique pour stationner dans le nord de Chypre. La Grèce refuse d'exclure ce port de la zone de désarmement et préférerait que cette question ne soit pas tranchée dans le mandat.

L'absence d'un accord sur le mandat des négociations de désarmement compromet sérieusement la clôture solennelle de la CSCE, prévue du 17 au 19 janvier en présence des ministres des affaires étrangères. Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a laissé entendre qu'il annulerait son voyage à Vienne si le conflit gréco-turc n'était pas réglé.

Les délégations occidentales à la CSCE ne cachent pas leur déception devant l'intransigence de la Turquie et regrettent que cette querelle, qualifiée de « dérisoire » par certains, fasse planer une ombre sur les succès que représentent le document final et ses engagements substantiels en matière de droits de l'homme.

Le texte présenté vendredi par les pays neutres et non alignés, et conditionnellement adopté par les trente-cinq délégations, prévoit au total dix conférences de suivi, dont trois sur les droits de l'homme (Paris, Copenhague, Moscou), une sur le règlement pacifique des différends (Malte), une conférence économique (Rome), une rencontre consacrée à l'environnement (Sofie), une réunion sur la Méditerranée (Palma de Majorque), un forum de l'information (Londres), un colloque sur le patrimoine culturel (Cracovie). La conférence sur les mesures de confiance et celle sur le désarmement conventionnel en Europe comptent pour une seule.

WALTRAUD BARYLL



# Proche-Orient

Israël et les territoires occupés

## M. Shamir confirme accepter que l'ONU joue un rôle dans une négociation

Un Palestinien a été tué et sept autres ont été blessés, vendredi après-midi 13 janvier, par les tirs des soldats israéliens, au cours de violents heurts dans les territoires occupés. Ce nouveau décès porte à trois cent trente-trois le nombre de Palestiniens tués par des tirs de soldats ou de colons dans les territoires occupés, depuis le début du soulèvement en décembre 1987, selon un bilan établi à partir de sources palestiniennes.

Dans une interview publiée vendredi par le *Jerusalem Post*, le président du conseil M. Itzhak Shamir a déclaré que la décision de Washington d'ouvrir des discussions avec l'OLP a relancé le mouvement palestinien. « Leur récente initiative avec l'OLP, a-t-il souligné, a causé un grand tort à la paix et à Israël. Je pense qu'ils ont prolongé l'insulte, en donnant un grand encouragement à des gens qui avaient peut-être atteint un point où ils considéraient un désengagement de cette voie... »

Evolution sur « initiative de paix au Proche-Orient ». M. Shamir a précisé qu'elle ne revêtait pas la « forme d'un plan de paix formel ». Cependant, a-t-il ajouté, il pourrait exposer « certaines idées, ou même plus que cela », lors d'une visite aux Etats-Unis que, selon les dirigeants israéliens, il effectuera le plus tôt possible après l'entrée en fonction du président George Bush, le 20 janvier.

« Je ne crois pas aux conférences et à ce genre de choses », a-t-il ajouté (...), « mais si cela peut aider à ce que ces négociations se tiennent sous certains auspices formels, qu'il s'agisse des superpuissances ou des Nations unies, je n'y vois pas d'inconvénient, aussi longtemps que les négociations elles-mêmes seront directes et que les parties extérieures n'interviendront pas dans le contenu des négociations. »

Ainsi M. Shamir a-t-il confirmé lui-même qu'il ne s'oppose plus à ce que l'ONU joue un rôle formel dans l'ouverture d'une négociation. Il a fait référence au rôle d'intermédiaire joué dans le conflit irano-

iranien par le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar. « L'essentiel est de négocier (...). Nous voulons aller loin. Nous sommes prêts à prendre certains risques. »

Il a cependant ajouté qu'il n'avait qu'une « confiance limitée » à l'égard de l'ONU. « Je ne ferai jamais confiance à une décision prise par l'ONU ou par une institution de l'ONU, parce que nous savons d'avance que tout organisme de l'ONU, quelle que soit sa composition, sera contre nous. »

### Première rencontre OLP-Grande-Bretagne

A Tunis, M. William Waldegrave, secrétaire d'Etat au Foreign Office, s'est entretenu vendredi avec M. Yasser Arafat, chef du mouvement palestinien, pour discuter de la situation au Proche-Orient.

A l'issue de cette première rencontre entre un membre du gouvernement britannique et le chef de l'OLP, M. Waldegrave a déclaré que la discussion avait notamment porté sur les mesures pratiques à prendre pour la réunion « dans les plus brefs délais » d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, idée à laquelle son pays adhère.

A M. Arafat, qui prévoyait que 1989 « serait une année très importante pour la paix », le secrétaire d'Etat britannique a fait écho en ajoutant : « Ce sera une année cruciale, une occasion d'être offerts qui risque de ne pas se représenter. » M. Waldegrave a ajouté : « Notre rencontre représente un développement majeur dans la politique de la Grande-Bretagne. J'espère qu'elle sera comprise par ceux qui, en Israël, veulent comprendre quelque chose comme l'un des signes que le monde est en train de changer. Sinon ils resteront à la traîne. »

Le secrétaire d'Etat britannique a dit encore qu'il n'y avait pas de problème à une éventuelle visite à Londres du président de l'OLP, que M. Yasser Arafat n'a pas écartée si, a-t-il dit, « je reçois une invitation ».

A l'occasion d'un colloque à Paris sur le rôle de l'Europe au Proche-Orient

## Premier dialogue indirect entre des députés israéliens et des officiels de l'OLP

« Personne ne pourra s'opposer à notre combat pour la paix. Ensemble nous vaincrons », lança l'Israélien. Et le Palestinien, quelques minutes plus tard, de répondre : « Nous prenons devant vous l'engagement de servir la paix. » Ce double rendez-vous avec l'espoir qu'ont fixé vendredi 13 janvier, dans la salle Médicis du Sénat, un député du Mapam, M. Yair Taubman, et un conseiller de M. Yasser Arafat, M. Nabil Shaath, avait la sincérité d'une profession de foi. Ce fut l'un des temps forts du colloque organisé jeudi et vendredi à Paris par l'association Initiative pour la paix au Proche-Orient sur le thème « Comment l'Europe peut-elle contribuer à un règlement politique du conflit ? » (Le Monde du 14 janvier).

Les deux hommes, intervenant l'un après l'autre, n'ont, formellement, ni débattu ni dialogué. Chacun gardait à l'esprit — la règle du jeu votée en 1986 par la Knesset. Celle-ci proscribait tout contact entre des Israéliens et des membres d'une organisation « terroriste », autrement dit l'OLP. Les quatre députés israéliens venus à Paris — M. Taubman, M. Shulamit Aloni (Raiz), M. Lova Eliav et M. Ora Namir (travailleurs) — se conformaient donc, à cette loi, en cette loi, qualifiée de « ridicule ». Moyennant quoi, leur présence à Paris et leur dialogue indirect avec des officiels palestiniens n'en prirent que plus de valeur.

Pour ces élus israéliens, aucun doute : les temps changent. Le soulèvement dans les territoires occupés, la proclamation d'un Etat palestinien indépendant, la reconnaissance de l'Etat juif par l'OLP, annoncent une « ère nouvelle ». « Arafat a franchi le Rubicon », constate Lova Eliav. Ancien secrétaire général du Parti travailliste, en froid puis réconcilié avec lui, parrain du mouvement « La paix maintenant », ce vétéran

du socialisme israélien a des airs de prophète. Partisan de longue date de la coexistence de deux Etats — israélien et palestinien, — il assure qu'« il y a sur notre Terre assez de lait et de miel pour la partager ».

L'attitude de sa collègue travailliste Ora Namir a été plus prudente. Invitée et présente à ce colloque, elle n'a finalement pas ouvert la bouche. Proche de M. Itzhak Rabin, le ministre de la Défense, sans partager cependant toutes ses options politiques, cette femme très populaire dans son parti, a préféré ne pas prêter le flanc à la critique à un moment où une épreuve de force oppose en Cisjordanie l'armée aux colons juifs.

Représentante de « La Paix maintenant », M<sup>me</sup> Yael Tamir n'avait aucune raison, elle, de garder un profil bas. Rappelant aux Palestiniens à quel point la peur de l'OLP gouverne encore les esprits en Israël, elle a exhorté ces derniers à clarifier sans cesse leur position, à « répéter encore et encore » leur nouvelle ligne sur trois points-clés du conflit : la notion de « droit au retour » des exilés, la solution bi-étatique, la renonciation au terrorisme. Elle a proposé à l'OLP non pas de mettre un terme — à supposer que ce soit concevable — à l'intifada, mais de proclamer symboliquement une journée de trêve. Ce jour-là, les pacifistes israéliens, a-t-elle dit, se rendraient en Cisjordanie pour exprimer leur « désir de paix ».

« C'est vrai », a convenu M. Elias Sambar, directeur de la revue *Etudes palestiniennes*, « les deux peuples auront besoin de garanties mutuelles tant les méfiances restent gigantesques ». Fournir ces garanties de sécurité sera l'une des principales tâches de la conférence internationale de paix. « Pour formuler notre nouvelle approche, a-t-il poursuivi, nous nous sommes fait une grande violence. Nous sommes allés contre nos sympathies, contre nos pulsions. Cela même doit être la preuve du degré de sincérité du peuple palestinien dans sa volonté de paix. »

Et l'Europe — thème de ce colloque — dans tout cela ? Que peut-elle, que veut-elle et veut-on d'elle ? Pour M. Hamadi Essid, ambassadeur de la Ligue arabe à Paris, l'Europe doit, loin de tout masochisme, prendre ses responsabilités politiques et « faire l'histoire » en réactualisant, par exemple, la déclaration de Venise de juin 1980. Avant toute chose, rétorque M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), l'Europe doit « adopter une attitude équilibrée envers les parties en conflit, cesser de faire deux poids deux mesures et encourager la démocratie au Proche-Orient ». Plus sévère encore, mais très minoritaire, M. Jean Thomas Nordmann, député européen, estime que l'Europe n'aura pas grand rôle à jouer tant qu'elle n'aura pas comblé son « déficit de confiance en Israël ».

Pour la majorité des orateurs, l'Europe doit répondre présent, mais pas en tant qu'arbitre, à qui reviendrait de dire le droit ou d'élaborer des plans de paix. Il faut que l'Europe soit « plus industrielle que sentencieuse ». Sa première tâche est tout indiquée : favoriser les contacts israélo-palestiniens, multiplier les occasions de rencontres, maintenir le fil du dialogue. Plus tard, elle aura l'occasion d'aider les deux peuples à réaliser des projets économiques communs, renforcer ainsi la coopération régionale, clé d'une véritable sécurité mutuelle au Proche-Orient.

« L'Europe devra jouer un rôle à la fois très grand et très modeste », a résumé M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures. Il nous faut rappeler les principes, montrer que nous sommes disponibles à tout moment, avancer si besoin quelques idées, mais c'est aux peuples concernés de décider. L'important est de leur manifester notre solidarité. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LIBYE

## Le corps d'un pilote américain a été restitué par Tripoli

La Libye a remis vendredi 13 janvier à un représentant du Vatican à Tripoli, Mgr Giovanni Martinelli, le corps d'un pilote américain abattu lors du raid d'avril 1986 sur Tripoli et Benghazi. Transféré à Rome pour y être restitué aux autorités militaires américaines, le corps a été aussitôt transporté à l'Institut de médecine légale pour y être identifié.

Un responsable du département de la Défense ayant requis l'anonymat, a indiqué que, après autopsie, le corps était celui du pilote du F-111, le major Fernando Ribas-Dominici, et non pas celui du capitaine Paul Lorence, le copilote et officier d'armement, comme l'avaient annoncé les autorités libyennes.

Les Etats-Unis ont, dès le début de l'opération, observé une certaine distance vis-à-vis de la restitution annoncée. Cette extrême prudence est probablement due, d'une part, au désir d'être assuré de l'identité du corps, d'autre part, au souhait de ne pas donner une trop grande publicité au « geste » libyen.

### Un apaisement escompté

Le département d'Etat a ainsi fait savoir que Tripoli n'avait fait que remplir une obligation humanitaire qui lui incombait depuis longtemps. La Libye semblait en escompter un apaisement des tensions qui l'opposent à Washington au sujet de l'usine de Rabta.

Le Vatican a annoncé qu'il avait servi d'intermédiaire dans cette affaire pour des raisons humanitaires et par égard pour la famille du pilote. Tripoli et le Saint-Siège n'entretiennent pas de relations diplomatiques, mais le pape Jean-Paul II a reçu le mois dernier en audience privée le numéro deux libyen, Abdel-Salam Jalloud. — (AFP, Reuter.)

LIBAN : les affrontements entre chiites

## Un attentat à Beyrouth fait un mort et une quarantaine de blessés

BEYROUTH de notre correspondant

Entre les frères ennemis chiites, Amal et le Hezbollah, c'est la guerre à outrance : une voiture piégée a explosé juste après le passage d'une manifestation du Hezbollah à Beyrouth-Ouest, faisant un mort et près de quarante blessés, essentiellement des femmes et des enfants. Une minute plus tôt, c'était été le carnage car l'explosion aurait atteint l'arrière de la manifestation, constitué de 200 à 300 femmes, en tchador.

L'attentat a été presque filmé en direct par la télévision, dont les

caméras étaient, à l'instant fatidique, braquées sur le groupe des manifestantes. Après un moment de confusion, les hezbollahis se sont ressaisis et la manifestation, qui comptait déjà près de 2000 personnes, s'est gonflée de quelques centaines de participants supplémentaires et a repris aux cris de « Berri-agent », un leitmotiv scandé avant l'attentat, et en conspuant les « grands satans » américains et soviétiques et le « petit satan » français, selon la classification établie à Téhéran.

Les services de sécurité du parti intégriste ont annoncé qu'ils avaient repéré une voiture suspecte garée sur le trajet du cortège et demandé à

son conducteur d'y remonter et d'y demeurer jusqu'à la fin du passage de la manifestation. Ce qu'il fit. Mais à peine avait-il ensuite quitté le véhicule pour se mêler à la foule que celui-ci explosait. Le Hezbollah promet « d'identifier, dénoncer et châtier les auteurs de ce carnage ». Plus sarcastique mais tout aussi menaçant, un responsable de la Résistance islamique s'est contenté d'un laconique « cadeau bien reçu, merci ».

De son côté, Amal a tout de suite « condamné l'attentat criminel », attribuant aux « terroristes libéraux » qui cherchent à éviter le conflit inter-chiite.

LUCIEN GEORGE.

### EN BREF

● Les dissidents du Tadjik demandent à M. Gorbatchev de défendre les prisonniers politiques en Iran. — Le Parti démocratique du peuple iranien (dissidents du Tadjik) a demandé, dans une lettre ouverte au numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, d'intervenir auprès du gouvernement iranien pour faire cesser les exécutions des opposants dans les prisons.

● Luanda refuse un transit par l'Angola de l'énergie électrique zairoise destinée à Pretoria. — Le territoire angolais ne peut être utilisé pour le passage de l'énergie électrique en provenance du Zaïre et destinée à l'Afrique du Sud, a indiqué vendredi 13 janvier l'agence angolaise Angop.

Selon celle-ci, Luanda « continuera de respecter l'embargo économique décrété contre le régime de Pretoria jusqu'à la liquidation de l'apartheid ». L'Afrique du Sud avait annoncé récemment que la Société nationale sud-africaine de fourniture d'énergie électrique (ESCOM) était en pourparlers avec le Zaïre pour l'achat d'électricité qui devrait passer par le territoire angolais. — (AFP.)

● Idi Amin Dada de retour à Kinshasa. — L'ancien dictateur ougandais Idi Amin Dada, expulsé jeudi de Kinshasa vers l'Arabie saoudite via Dakar, a regagné son point de départ vendredi 13 janvier à bord de l'appareil qui l'avait amené dans la capitale congolaise, a indiqué le ministre zairois des affaires étrangères.

Après la demande française d'extradition

## Damas continue à nier la présence d'Alois Brunner sur son territoire

DAMAS de notre envoyée spéciale

Transmise officiellement au ministre syrien des affaires étrangères, le 27 décembre, par l'ambassadeur de France en Syrie, M. Alain Grenier, la demande d'extradition française de Alois Brunner a vraisemblablement reçu la même réponse faite à maintes reprises et dans des occasions semblables par les autorités syriennes : « Nous ne connaissons pas cet homme. »

« Nous nous étonnons d'autant plus d'une telle demande d'extradition, nous a déclaré par sa part le ministre syrien de l'Information, M. Mohammad Salama, que les autorités françaises savent que les responsables allemands ont déjà fait la même demande et savent que cet homme ne se trouve ni à Damas ni en Syrie. Nous nous étonnons d'autre part que cette demande ait été révélée alors que se déroulait à Paris la conférence sur les armes chimiques. »

Jamais les autorités syriennes n'ont reconnu la présence sur leur territoire de Alois Brunner, et les demandes d'extradition présentées par l'Autriche en 1961 et par l'Allemagne fédérale en 1984 n'ont eu de ce fait aucune suite.

C'est cependant à Damas que le magazine allemand *Bunte* avait ré-

lié en 1985 une interview du criminel de guerre nazi, qui vivait dans la capitale syrienne sous le nom de George Fisher. Celui-ci avait alors déclaré : « Je suis prêt à me rendre devant un tribunal international pour répondre de mes actes. Seul Israël ne m'aurait jamais. Je ne veux pas être un second Eichmann. »

### Un départ remontant au mois d'octobre

Enlevé par les services secrets israéliens en Argentine, Adolf Eichmann fut condamné à mort et exécuté à Jérusalem en mai 1962.

Selon des témoignages recueillis à Damas, Alois Brunner, âgé aujourd'hui de soixante-dix-sept ans, résidait jusqu'à une période très récente dans un appartement du centre-ville. Selon certaines rumeurs invérifiables, il aurait cependant quitté la capitale syrienne pour une destination inconnue avant la visite en Syrie du président autrichien, M. Kurt Waldheim, en octobre dernier. Celui-ci avait évoqué la demande autrichienne d'extradition d'Alois Brunner au cours de l'entretien qu'il avait eu avec le président syrien Hafez al-Assad, sans toutefois donner aucune précision sur la réponse faite par le chef de l'Etat syrien.

FRANÇOISE CHIPAUX.

# Le Monde

## BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

### Rebond

La crise financière d'octobre 1987 n'a pas eu les conséquences redoutées. Au lieu de sombrer dans la récession, l'économie mondiale a rebondi : une accélération de la croissance, une reprise des investissements et une inflation contenue. Une heureuse surprise qui ne doit pas occulter les problèmes actuels : une crise de l'emploi durable, une dette difficilement contrôlable et des échanges internationaux déséquilibrés. Le *Bilan économique et social* — véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde — rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année, dans leur environnement social et politique.

### AU SOMMAIRE

#### ● La situation en France

L'embellie de l'économie : une croissance positive, une poursuite des investissements et une diminution encourageante du chômage.

#### ● L'environnement international

Le mystère américain : de bons résultats économiques, mais un déséquilibre budgétaire persistant et un commerce extérieur déficitaire.

#### ● La dette du tiers-monde

L'évolution de la dette de 1973 à 1988. Son poids dans les grandes régions du monde. Un dossier spécial en couleurs avec de nombreux graphiques commentés.

#### ● Cent cinquante pays à la loupe

Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.

### BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1988

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_

Nombre d'exemplaires : X 50 (port inclus) : \_\_\_\_\_ F  
Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.  
Commande et règlement à retourner à :  
Service vente au numéro  
7, rue des Italiens  
75427 Paris Cedex 09

**Le Monde**

LM 1

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## Politique

Les polémiques autour des affaires de la Société générale

## Une journée au bord de la crise gouvernementale

Dès qu'il a connaissance, jeudi 13 janvier, de l'entretien accordé par M. Roger Fauroux à l'Express, M. Pierre Bérégovoy téléphone au ministre de l'Industrie et à l'hôtel Matignon. Avec M. Fauroux, l'explication n'est pas franchement cordiale. Le ministre de l'économie et des finances fait notamment valoir à son collègue du gouvernement que, en prenant position sur les pouvoirs de la COB, il se mêle de ce qui ne le regarde pas. Le ton monte et il semble que, lors de cette conversation téléphonique, chacun des deux hommes (bien que l'entourage de M. Fauroux, pour sa part, dément) met sa démission dans la balance. La coexistence au sein du gouvernement, qui était déjà difficile, paraît devenir impossible.

Lorsque M. Bérégovoy, passablement en colère, téléphone à l'hôtel Matignon, le premier ministre a déjà été mis au courant par ses services. L'hôtel Matignon prend contact avec M. Fauroux. M. Rocard s'entretient lui-même au téléphone avec M. François Mitterrand. Prié de s'expliquer — car il n'a jamais saisi, selon les intéressés, ni le premier ministre ni le président de l'accusation qu'il portait dans l'Express — le ministre de l'Industrie tente de faire valoir qu'il a été piégé par l'hebdomadaire, que ses

propos devaient être publiés plus tard, et dans un tout autre contexte.

Matignon ne refuse pas a priori cette explication — d'autant que M. Fauroux, représentant de la « société civile » au gouvernement, est plus exposé à ce genre de risques qu'un homme politique chevronné — mais on fait observer à M. Fauroux que, en toute hypothèse, sa déclaration est pour le moins inopportune et que, en outre, il s'est exprimé en dehors du champ de ses compétences. Le ministre de l'Industrie est invité à rectifier le soir même ses propos.

A Matignon, la soirée se passe en réunions. Avant même l'intervention de M. Fauroux dans le débat, M. Rocard avait l'intention de publier un communiqué de soutien à M. Bérégovoy. Ce rebondissement changera la nature du communiqué, lui donnera plus de solennité.

La démission de l'un des ministres, voire des deux, a-t-elle été envisagée, en dehors de la conversation téléphonique entre les deux hommes ? Peut-être, dans le cadre d'un « balayage » de toutes les hypothèses de travail. Mais il est vite apparu que les deux resteraient au gouvernement : demander la tête de M. Fauroux aurait accredité l'idée

que le gouvernement voulait entermer les « affaires ». Faire tomber celle de M. Bérégovoy revenait à le désigner du doigt à la vindicte publique, alors que l'on considère qu'il n'a pas démerité.

C'est lui ou moi !

Rue de Rivoli, vendredi, on affirmait que la démission de M. Bérégovoy n'avait jamais été envisagée. Pourtant, il semble bien que le ministre, en tout début de matinée, ait agité cette menace qui, finalement, se noiera dans une tasse de café en disant en substance : c'est lui ou moi ! Tous les vendredis matin, MM. Rocard et Bérégovoy se retrouvent, à 9 h 30, à l'hôtel Matignon. Il suffira d'avancer d'une heure le rendez-vous, de le transformer en petit déjeuner, pour mettre au point le scénario.

Pendant son entretien avec le premier ministre, M. Bérégovoy demandait ce qui lui semblait dû et l'obtient : que le gouvernement conforte publiquement sa position, qu'on annonce pour bientôt, afin de prouver la bonne foi de l'équipe au pouvoir, l'examen au Parlement du projet de loi, que le gouvernement a

dans ses tiroirs, étendant les pouvoirs de la COB.

En outre, assez tôt dans la matinée, M. Bérégovoy a appris que le président de la République lui apporterait son soutien public pendant son déplacement en Bourgogne. Bref, le ministre est « servi » : il quitte en voiture — et en retard — la Rue de Rivoli vers 12 h 30. Destination : Nevers, la ville dont il est maire, où il doit être à 15 heures. A Paris, les collaborateurs de M. Fauroux téléphonaient à ceux de M. Bérégovoy pour tenter de calmer le jeu.

Pendant ce temps, l'hôtel Matignon, en liaison avec l'Elysée, prépare le communiqué. Annonce pour le début de l'après-midi, puis pour 16 heures, ce communiqué ne sera finalement diffusé que peu de temps avant les journaux télévisés du soir. (Quelques minutes avant sa diffusion, M. Rocard l'a lu, au téléphone, à M. Fauroux.) Pourtant, le texte est prêt depuis le début de l'après-midi, mais l'hôtel Matignon veut le soumettre à M. Bérégovoy, un peu difficile à joindre sur la route entre Paris et Nevers. Bien que Matignon s'en défende, peut-être aussi a-t-il été finalement jugé préférable d'attendre le retour de M. Mitterrand à Paris. Vendredi 13, jour de chance pour M. Bérégovoy...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## Le piège de l'argent

(Suite de la première page.)

Jusqu'à présent, l'opposition avait pointé le bout de son nez, mais avec une réserve qui tenait sans doute à un passé peu glorieux. N'avait-elle pas marqué son retour au pouvoir par une opération de noyautage des entreprises privatisées qui, comme le soulignait en son temps M. Jean Peyrelevade, professeur à l'Ecole polytechnique, ancien ministre du cabinet de Pierre Mauroy et aujourd'hui PDG de l'UAP, « exprimait une simple solidarité sociologique sans réelle efficacité économique » ? Les précautions, sont désormais inutiles, maintenant que, de l'intérieur même du gouvernement, M. Fauroux jette l'opprobre sur l'opération de dénoyautage (mal) menée à la Société générale, donnant à cette affaire une tout autre dimension et lui imprimant un rythme infernal.

Comment ne pas, à ce stade, évoquer le déroulement de l'affaire Greenpeace l'été 1985 ? Anticiper ! avait alors ordonné le pouvoir politique aux militaires, avec les conséquences désastreuses que l'on sait. Dénoyauter ! a ordonné le président au ministre des finances, lequel s'est retourné vers ses collaborateurs, avec les conséquences que l'on commence à déceler.

La reconstitution des noyaux durs avait été, pendant la campagne présidentielle, légitimée à la fois par MM. Mitterrand et Barre, et plus discrètement par M. Giscard d'Estaing. Elle était pour des raisons politiques, car les familles libérales et socialistes n'acceptaient pas que le paysage financier ait pu être verrouillé pour longtemps au bénéfice du RPR. Elle était également pour des raisons économiques, la force à long terme de l'appareil productif français nécessitant des actionnaires davantage préoccupés de développements stratégiques que de docilité politique.

La difficulté pour le gouvernement était contenue dans la démarche présidentielle elle-même, véritable injonction paradoxale : ni nationalisations ni privatisations. En quelque sorte, dénoyauter comme vous pouvez,

avec ce que vous avez et sans le crier sur les toits ! Cette méthode, outre qu'elle n'était guère plus transparente que les opérations de noyautage, a empêché que soit menée une bataille politique claire et a conduit le gouvernement à monter des coups financiers à l'opposé de ses préoccupations industrielles. Le président de la République n'affirmait-il pas dans sa Lettre à tous les Français : « Il est temps que la Bourse redevenue le lieu où l'épargne s'investit pour créer et bâtir et que cesse de triompher une économie de spéculation à court terme » ?

Quel que soit le jugement porté sur la méthode employée par M. Fauroux — ni solidaire ni confraternelle, — force est de constater que le désordre qu'il a semé peut se révéler créateur : le gouvernement a été conduit à trancher, dans la journée de vendredi, le lancinant débat sur le dénoyautage. L'hôtel Matignon, en effet, considérant jusqu'alors qu'il n'était pas possible d'aller plus avant dans cette voie, ne serait-ce que parce que ceux qui ont de l'argent et qui se réclament de la gauche sont peu nombreux, et parmi eux les gens sérieux, encore plus rares. Le ministre de l'Industrie, quant à lui, plaiderait pour de nouvelles privatisations, seules capables à ses yeux de permettre à l'industrie de se développer.

Le ministre des finances a donc obtenu gain de cause : les opérations de dénoyautage devraient se poursuivre au grand jour et à l'abri d'un projet de loi qui sera soumis à la session de printemps du Parlement, qui aura pour but de rendre leur liberté aux actionnaires stables des entreprises privatisées. Tel n'était peut-être pas, à vrai dire, l'objectif de M. Fauroux...

La difficulté est que cette clarification politique et cette promesse de retour — enfin — à une certaine transparence risquent d'être discréditées par les suites du feuilleton Pechiney.

M. Bérégovoy va répétant qu'il demande dans cette affaire « célérité, sévérité et vérité ». Mais le



pouvoir est désormais pris au piège : que la COB classe l'affaire, faute de preuves, et le gouvernement sera accusé d'avoir protégé ses amis en étouffant le dossier ; qu'elle transmette à la justice, et voilà le gouvernement assuré de vivre une longue période douloureuse au rythme de l'enquête.

Décidément, l'argent ne réussit pas aux socialistes ! Michel Rocard croyait pourtant que cette question, objet d'un conflit séculaire entre la droite et la gauche sous ses deux aspects — « le partage de l'argent » et « le pouvoir de ceux qui le détient », — était désormais derrière nous. Elle est bel et bien devant lui !

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) La Commission des opérations de Bourse (la COB) pousse l'enquête demandée par son homologue américain, la SEC (Securities Exchange Commission) sur d'éventuels délits d'initié dans l'affaire Pechiney. Dans l'affaire de la Société générale en revanche, après avoir enquêté à la demande de M. Marc Vénot, le président de la banque, sur la régularité des opérations menées par M. Pébereau, la COB ne mène pas actuellement de recherches sur l'existence ou non d'éventuels délits d'initié. Il faudrait pour cela que quelqu'un la saisisse et lui apporte des éléments nouveaux.

(2) Dans une chronique du Nouvel Observateur daté 13-19 mai 1988.

## M. Pasqua dénonce « le mélange entre l'affairisme et le socialisme »

M. Charles Pasqua, qui présidait vendredi 13 janvier à Marseille un meeting de soutien à M. Guy Tesson, candidat PR à l'élection législative partielle de la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône, a vivement pris à partie le gouvernement et le président de la République au sujet des affaires Pechiney et Société générale.

« Les socialistes, a-t-il déclaré, sont arrivés au pouvoir parce qu'ils prétendaient incarner la morale et la vertu et qu'ils nous reprochaient à nous d'être l'inverse. Aujourd'hui, malheureusement pour notre pays et pour son image à l'étranger, on voit bien qu'il y a de plus en plus de mélange entre l'affairisme et le socialisme. Lorsque les hommes d'affaires font de la politique et les hommes politiques des affaires, on est entré dans un très mauvais système. » Évoquant le « climat de scandale qui commence à régner dans le pays », l'ancien ministre a estimé qu'il était « naturellement du devoir du gouvernement et du président lui-même de faire le ménage ». (Corresp.)

## AIX-EN-PROVENCE : la candidature de M. Thierry de Beaucé divise le PS

AIX-EN-PROVENCE de notre correspondant régional

M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères chargé des relations culturelles internationales, a annoncé, vendredi 13 janvier à Aix-en-Provence, qu'il sera candidat dans cette ville aux prochaines élections municipales alors que les instances locales du Parti socialiste ont déjà désigné comme tête de liste M. Jean-François Picheral. Il a déclaré : « L'ouverture, c'est une affirmation de la politique gouvernementale et je suis l'un des ministres qui la représentent. Nous avons toujours travaillé en parfaite liaison avec le PS et l'entendons, à Aix, travailler avec M. Picheral et l'ensemble des sections socialistes. Je souhaite constituer une liste autour de la majorité présidentielle

avec des hommes et des femmes venus d'autres horizons politiques. Aix est une ville modérée. Je pense donc qu'une candidature d'ouverture et d'ouverture large est bien adaptée au rôle politique de cette ville ».

M. de Beaucé a, en outre, estimé qu'il s'agissait d'un « problème personnel du maire ». M. De Pierantoni Della Rocca (UDF), qui a pris des positions politiques d'extrême droite et qui, surtout, a montré à l'évidence qu'il était incapable de diriger son conseil municipal et de gérer la ville ».

Interrogé sur la justification de sa démarche, M. de Beaucé s'est retranché derrière les négociations menées au niveau national entre le PS et l'Association des démocrates, dont il est le vice-président. « Peut-on imaginer, a-t-il observé, qu'à deux mois des élections municipales

un membre du gouvernement aille se présenter dans une ville sans avoir posé la question à l'autorité dont il dépend et aux partis qui soutiennent ce gouvernement ? »

M. Picheral, de son côté, a souligné que M. de Beaucé était candidat « à titre personnel ». « Il ne représente qu'un petit, petit, petit morceau de la majorité présidentielle. Je pense que, dans huit jours, tout sera réglé et qu'il reviendra à son ministère », a-t-il affirmé. M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, a également rappelé que le PS avait « un candidat et une liste » et qu'il « les maintenait ». « Mais, si des personnalités nationales sont prêtes à mener avec nous le combat contre la droite, nous sommes preneurs », a-t-il précisé.

G.P.

## M. MITTERRAND : « Quand une politique réussit on s'attaque aux personnes »

CHENOVE de notre envoyée spéciale

Invité, vendredi 13 janvier, à clore les premières rencontres internationales sur la qualité urbaine à Clénay (Côte-d'Or), M. François Mitterrand a confié, à propos des affaires Pechiney et Société générale : « Quand une politique réussit, on s'attaque aux personnes. Y compris à la mienne. Cela ne me dérange guère ».

M. Mitterrand a souligné que ces débats étaient « du domaine de la COB et, le cas échéant, de la justice. Qu'elle fasse son travail. Je tiens et je veillerai à ce que les compétences et les moyens des institutions chargées du contrôle des opérations de Bourse soient renforcés ». M. Mitterrand estime toutefois qu'il ne faut pas « confondre ce type de problème qui est loin d'être négligeable, et ceux qui

ont été utiles et qui le sont toujours pour l'intérêt national et international. Ces débats ne doivent pas occulter la réalité, beaucoup plus importante, qui est celle de la France d'aujourd'hui. Dans une seule semaine, je relève, en effet, la réussite de la France avec Roland Dumas à propos de la Conférence internationale sur le désarmement chimique, l'arrestation du terroriste espagnol sous l'impulsion de Pierre Joxe, la réussite de la politique économique française sous la direction de Pierre Bérégovoy ».

M. Mitterrand a tenu à exprimer particulièrement son « estime » et sa « gratitude » à l'attention du ministre de l'économie et des finances « qui est attaqué dans sa personne ». Enfin, quatrième source de satisfaction pour le président de la République : « la meilleure tenue de l'emploi ».

P.R.D.

## Le communiqué de Matignon : « confiance renouvelée »

L'hôtel Matignon a publié, vendredi 13 janvier, le communiqué suivant :

« Le premier ministre a reçu ce jour Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, et lui a, à cette occasion, apporté son entier soutien en même temps que l'expression renouvelée de sa confiance ».

« A la suite de cette conversation, le premier ministre a confirmé sa volonté que le marché financier de Paris soit parfaitement transparent. Il s'agit là, en effet, d'une condition nécessaire pour assurer sa réputation et son développement. Il invite donc, comme l'a déjà fait M. Pierre Bérégovoy la Commission des opérations de Bourse à poursuivre résolument ses enquêtes dans la recherche d'une totale clarté et à fournir ses conclusions avec célérité ».

« Pour favoriser l'action de la Commission des opérations de Bourse, le gouvernement présentera, au Parlement, lors de la prochaine session, un projet de loi étendant sa mission, renforçant ses pouvoirs et ses moyens, comme l'a souhaité le président de la République ».

« Le premier ministre rappelle que la majorité précédente n'avait

pas pris d'initiative suffisante à cette fin, alors que le champ très large des privatisations et le caractère contestable de certains choix opérés par M. Baladur auraient exigé une transparence totale ».

« Le premier ministre réaffirme qu'il ne peut être toléré qu'un parti se soit emparé directement ou indirectement d'outils économiques constituant la substance même de la nation. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les interventions des investisseurs institutionnels sur le marché financier. Il n'est donc nul besoin à cette occasion de réformer les statuts de la Caisse des dépôts ».

« Le gouvernement n'entend pas pour autant retirer aux opérateurs privés la responsabilité de la bonne marche des entreprises dont ils assurent la conduite ».

« Tant que les enquêtes en cours n'ont pas abouti, le premier ministre rappelle qu'il est inacceptable de voir dénoncer à des fins politiciennes — personnellement et publiquement, fût-ce par allusion, et sans qu'il puisse s'en défendre — des hommes pour cette seule raison qu'ils ont eu à connaître du développement d'opérations financières dans le cadre de leurs fonctions ».

## M. PÉBEREAU : il n'y a pas eu d'« opérations délictueuses »

M. Georges Pébereau, principal acteur dans l'affaire de la Société générale, a réagi aux déclarations de M. Fauroux publiées dans l'Express du 13 janvier. Vendredi 13 janvier au soir sur Antenne 2, il a affirmé que « la Caisse des dépôts et consignations a bien conduit ses actions exactement au même prix que ceux des actionnaires de la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation) », l'arme de M. Pébereau et de ses alliés pour mener leur offensive sur le capital de la Société générale. M. Pébereau répondrait à une question sur d'éventuelles plus-values qu'aurait réalisées les actionnaires de la SIGP en cédant leurs actions à la Caisse des dépôts.

M. Fauroux a par ailleurs fait savoir le 13 janvier à M. Pébereau qu'il ne le recevrait pas, estimant qu'il n'avait « rien de spécial à lui dire, et que, dans ses déclarations à l'Express, il n'avait porté aucune accusation contre qui que ce soit. La veille, M. Pébereau avait demandé une audience à M. Fauroux pour qu'il lui apporte des « éclaircissements ».

M. Pébereau a tenu à publier la lettre qu'il a adressée au ministre. Il y souligne qu'une des déclarations de M. Fauroux « plaide dans le contexte de l'interview et de l'article que l'accompagne, accreditée l'idée

que des fautes auraient été commises lors de l'acquisition des titres de la Société générale par la SIGP » (...) « vous n'ignorez certainement pas que nous avons fourni au président de la Commission des opérations de Bourse l'ensemble des informations sur les modalités des opérations conduites par la SIGP dans aucune des opérations de sa part », ajoute M. Pébereau qui conclut : « Si vous disposez de renseignements concernant des opérations délictueuses qui auraient été commises par des tiers à l'occasion de l'acquisition de ces titres, je suppose que vous en avez déjà fait part aux autorités compétentes, mais je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'en informer à toutes fins utiles ».

● PRÉCISION — La société de Bourse Leven-Chaussier dément, ce samedi 14 janvier, de la façon la plus formelle, les affirmations publiées dans le Monde du 14 janvier, et la concernant. L'article incriminé indiquait que, « au cours des derniers mois de 1987 et encore au janvier 1988, la société de Bourse Leven-Chaussier avait massivement acheté des actions » de la Société générale pour le compte de M. Georges Pébereau et certains de ses amis, notamment M. Gustave Leven.

## Le tribunal administratif annule des listes électorales dans trois arrondissements de Paris

Le tribunal administratif de Paris vient d'annuler les tableaux de listes électorales de trois arrondissements (3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup>). Ces annulations sont motivées par l'absence de trois signatures des représentants du tribunal de grande instance et d'une d'un représentant du maire de Paris. Dans un communiqué, l'Etat de Ville observe que la décision du tribunal « ne concerne que la forme et non le contenu des listes électorales ».

La mairie de Paris considère « pour le moins étrange que le préfet représentant le ministre de l'Intérieur élargisse son rôle à Paris au rôle de juge administratif » et elle estime que le préfet aurait pu demander que les signatures manquantes soient apposées. Le préfet de la région d'Ile-de-France a déféré auprès du tribunal

administratif à deux reprises un certain nombre de listes électorales de la capitale. Ces premières annulations ne constituent qu'une première série de décisions, le tribunal administratif se prononcera la semaine prochaine sur les listes d'autres arrondissements.

Cette procédure est différente, même si elle relève du même principe de vigilance dans le contrôle des listes électorales parisiennes, de la demande formulée par M. Pierre Joxe à l'inspection générale de l'administration de procéder sans délai à une enquête sur les conditions dans lesquelles se sont opérées au cours des dernières semaines les révisions des listes électorales. Cette initiative avait été prise après la perquisition d'informations sur ce sujet par dans le Camard enchaîné et dans le Monde (nos éditions du 7 janvier).

VISIONS DU MONDE

88

la revue des grands événements de l'année

• POLITIQUE • FAITS DIVERS • SPORT • CULTURE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## Politique

et de Pechiney

### A Luxembourg, ces messieurs de Petrusse sont très occupés

LUXEMBOURG  
de notre envoyé spécial

Il est terrible, le regard ironique que lance l'avocat d'affaires luxembourgeois au journaliste de passage qui cherche à savoir qui se trouve réellement derrière une société holding dont le siège se trouve précisément, comme plus de sept mille d'entre elles, au Grand-Duché. Ironique, car c'est précisément son travail à lui de « monter » de telles sociétés. Et s'il est un bon « avocat », alors personne ne devrait justement pouvoir dénicher l'échec ou le succès des hommes de paille, des sociétés-écrans, des boîtes aux lettres fictives, qui cachent la ou les réels détenteurs du pouvoir.

Dans son bureau feutré du centre de Luxembourg, il avoue : « Si vous voulez des Paneméens pour créer un holding, je vous en trouve », et il ajoute : « Si une société française veut créer un holding ici et, par ce biais, acquérir des parts d'une autre société, voire racheter sa propre société — cela se voit, — aucun problème ! » Souvent même, reconnaît-il, les prête-noms luxembourgeois ne savent pas eux-mêmes pour qui ils roulent !

#### Secret bien gardé

Le secret ainsi sera bien gardé. Et d'annoncer gentiment un certain nombre de « trucs » : un nom américain dans le conseil d'administration de ce holding ? Allez voir sur place, vous ferez un beau voyage et vous aurez toutes les chances de ne tomber que sur une boîte aux lettres. Aucun nom français dans ce dossier ? Bizarre, cela veut sans doute dire, justement, qu'il y a des Français derrière. Et puis cette exclamation qui résume tout : « Oui, mais attention, dans le tas, il y a peut-être de vraies sociétés ! »

« Petrusse Securities International » qui occupe le devant de la scène puisqu'on sait que cette société d'agents de change a acheté au moins dix mille actions de Triangle avant son rachat par Pechiney, réalisant ainsi une juteuse plus-value — on s'en serait douté — installée à Luxembourg. Elle aussi dans un quartier huppé, précisément sur le boulevard de la Petrusse, du nom du fleuve qui traverse

Luxembourg. Au téléphone, une secrétaire, suave, vous prévient en anglais que ces Messieurs déjeunent. Plus tard, on vous dira que l'un d'entre eux est en voyage et l'autre « pas ici ».

Le quotidien *Luxemburger Wort* rapporte toutefois qu'un des administrateurs, M. Claude Thill, aurait déclaré que sa société « n'était mêlée en rien à cette histoire », alors qu'un autre, M. Joseph El Gamel, affirmait que sa charge avait été « pour un vieux client qui ne serait ni américain ni français ». Première bizarrerie : « un vieux client », alors que Petrusse n'a vu officiellement le jour que le 18 février 1988, comme on peut le vérifier en feuilletant les *Annales* du mémorial, sorte de journal officiel des sociétés luxembourgeoises. Réponse d'un connaissance : « Oui, mais la société existait avant, sous un autre nom. En changeant d'actionnaires, elle a changé de dénomination ».

Le nouvel actionnaire qui entre en février 1988 c'est le Bridgewater International Inc., domiciliée à Wilton, dans le Connecticut, et représentée par M. André Bosch, un « broker » dont un article du *Journal of Commerce* affirme qu'il a gagné, en 1987, le championnat américain de trading, une compétition organisée par une association de spéculateurs californiens.

Parti avec 5 000 dollars, il aurait terminé avec 230 000 dollars ! Curieusement, ce champion donne sa démission d'administrateur de Petrusse quelques semaines plus tard, le 7 mars 1988. Aujourd'hui encore, pourtant, des articles vantant son flair, sont joints aux prospectus de Petrusse, dont une lettre confidentielle, *The Petrusse Report*.

#### « Ce n'est pas énorme »

Selon un spécialiste, cette société serait en fait spécialisée d'abord dans les spéculations sur les matières premières. « Un métier difficile où vous avez toutes les chances de perdre votre capital », ajoute notre interlocuteur. Toujours est-il que Petrusse a bien acheté et revendu au moins dix mille actions de Triangle. « Une belle

opération, certes, mais finalement, pour une affaire d'intérêt, même si 200 000 actions au total ont été échangées dans ces conditions, ce qui fait des bénéfices de 7 millions de dollars, ce n'est pas énorme », commente un homme d'affaires.

Quant à M. Yves Mersch, le commissaire du gouvernement auprès de la Bourse de Luxembourg, il n'aime pas voir son pays cité « à tort et à travers », « comme si, explique-t-il, on nous accusait de tous les crimes de la Mafia uniquement parce que, un mafioso avait passé une nuit d'hôtel chez nous ». M. Mersch est formel : dans cette affaire, aucun délit n'a été, en l'état actuel des informations, commis à Luxembourg et aucune société ou acteur local n'a été impliqué dans une affaire pénalement répréhensible.

#### « Les prétextes ne manquent jamais »

D'abord parce que le délit d'intérêt n'existe pas au Grand-Duché. Ensuite, parce que les administrateurs de Petrusse, à qui il a demandé certains éclaircissements, lui ont répondu par écrit qu'ils n'avaient pas acheté les actions Triangle pour leur propre compte ni d'ailleurs pour le compte d'un Français, d'un Américain ou d'un Libanais. Qui, alors ? Seule précision : un court continu d'ordres d'achats et de ventes existait depuis plusieurs années entre l'hôtelier spéculateur et Petrusse. Autre précision, M. Mersch s'est contenté pour le moment des déclarations des responsables de Petrusse. Il pourrait — « les prétextes ne manquent jamais », disent-ils, enquer plus avant et demander par exemple à la firme d'agents de change d'ouvrir ses livres.

« S'ils s'avèrent qu'ils ont menti, alors ils ne feront pas de vagues », avertit-il. Employer les méthodes expéditives de la SEC (Securities and Exchange Commission) de New York serait très mal vu. « En Europe — demande M. Mersch — pourrait-on, dès qu'une société est suspectée, mettre ses responsables sur écoute téléphonique ou payer des gens pour s'emparer de leurs agendas... »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

### LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Le droit de parler sa langue, celle que l'on a apprise en même temps que l'usage de la parole, n'est pas, il s'en faut, le mieux reconnu. Droit personnel, il ne peut s'exercer, comme le droit d'association, que collectivement. A ce titre il est éminemment politique. Institutionnaliser une langue, la normaliser, sont des actes du pouvoir.

Dès que l'enfant entre à l'école, il est sujet d'un rapport de pouvoir politique : la langue qu'on va lui apprendre à lire et à écrire, la langue que ve lui parler le maître pour lui enseigner dépend de règles établies par les décisions des pouvoirs publics compétents : pouvoir de la commune ou du corps politique fédéral (canton, province ou Etat) ou de l'Etat central selon que le régime est plus proche du modèle fédératif ou du modèle unitaire », écrit Jean-William Lapierre dans un ouvrage intitulé : *Le Pouvoir politique et les Langues*.

Ce travail est d'abord une vaste enquête sur les problèmes linguistiques qui se posent, avec plus ou moins de violence, dans le monde, du Canada à Sri-Lanka, en passant par la Belgique, l'Afrique, la Suisse et l'URSS, le Maghreb et les Etats-Unis.

L'auteur s'arrête sur quelques situations qui lui paraissent exemplaires et examine, tour à tour, la question linguistique dans le modèle de l'Etat fédératif et dans celui de l'Etat unitaire. La Confédération helvétique illustre le premier, la France le second. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit

### Parler et entendre

d'étudier l'attitude du pouvoir dans le maniement de cet instrument qu'est la langue, ou les langues. L'Europe fournit des exemples d'Etat-nation qui, dans leur quête d'unité, n'ont pas emprunté les mêmes voies. Jean-William Lapierre observe qu'un Etat unitaire peut institutionnaliser le plurilinguisme dans certaines parties de son territoire, comme le prouvent l'Italie et l'Espagne. « Au régime fédératif, les deux autres démocraties latines, après les dictatures nationalistes de Mussolini et Franco, ont préféré la pratique souple de l'union dans la diversité », écrit-il, en reconnaissant que tous les conflits n'ont pas été évités pour autant.

La France, où le français n'était d'un usage courant que dans une quinzaine de départements du centre en 1794, a opté pour le centralisme linguistique. Si l'on découvre aujourd'hui les mérites de la société multiculturelle, la tendance de fond n'a guère changé et, selon l'auteur, « le modèle de l'Etat-nation unitaire tient bon ».

Dans d'autres cas, la langue est enjeu de pouvoir et les conflits traduisent les rapports de forces de communautés différentes vivant dans le même espace géographique. Comme le note Jean-William Lapierre : « Il n'y a pas de conflits « purement » linguistiques, quand bien même la revendication de l'usage légitime de la langue « maternelle » est principale dans le mouvement social et l'action politique. » « Il nous est apparu, ajoute-t-il, que l'enjeu de la langue est en général lié à des rapports de domination économique et politique. »

L'auteur plaide pour le respect des minorités et le droit de parler sa langue, mais pas seulement celle-ci. Il envisage une Europe fédéraliste et répète qu'un Etat fédéral « n'est pas une tour de Babel ». Cependant, il avertit les Européens, et notamment les Français : « La multilinguisme d'une Fédération exige, pour la compréhension mutuelle, le plurilinguisme des citoyens et la réciprocity dans la communication interethnique. Des Etats-Unis d'Europe — ou mieux : une Union des peuples d'Europe — où les communautés linguistiques se développent dans l'autonomie culturelle sont impossibles si les Européens ne font pas l'effort de devenir au moins trilingues... » Parler sa langue, oui, mais aussi parler celle des autres : c'est le prix de la communication.

« Le Pouvoir politique et les Langues », de Jean-William Lapierre, PUF, 297 p., 148 F.

## Communication

### Un entretien avec M. Jacques Lehn vice-PDG d'Europe 1

« A radios publiques ressources publiques à radios privées recettes privées »

Maintien du leadership de RTL, poursuite du redressement d'Europe 1, confirmation de la baisse d'Inter et de France-Info... la publication par Médiamétrie des résultats d'audience de la radio pour les mois de novembre et de décembre 1988 n'a guère révélé de chambardement, tout juste quelques chassés-croisés pour les deuxième et troisième places d'un classement (1) qui s'établit ainsi : RTL (19,9 % d'audience cumulée), Europe 1 (14,1 %), France-Inter (13,7 %), NRJ (11,1 %), RMC (6,3 %), Nostalgie (4,3 %), France-Info (3,4 %) et Europe 2 (3,3 %).

Vice-PDG d'Europe 1, M. Jacques Lehn livre ici quelques réflexions sur l'évolution du marché radiophonique.

« Dans le choc des communautés d'audience émanant traditionnellement des radios lors de la publication des sondages, le message d'Europe paraît le plus justifié. Vous croyez donc cette fois au redressement ?

« Europe 1 est la seule grande radio dont l'audience augmente pour la deuxième fois de suite. Ce n'est donc pas un aléa statistique mais une vraie tendance, qui s'explique d'ailleurs sur les trois critères de Médiamétrie : le nombre total d'auditeurs, la durée d'écoute et la part de marché. Un succès d'autant plus satisfaisant qu'il s'accompagne de celui d'Europe 2, notre programme musical en FM qui, en l'espace d'un an, a gagné plus de huit cent mille auditeurs, triplant pratiquement sa part d'audience. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

« Europe 1 a été victime d'une perte d'identité et d'un trouble de son image. Comment définirons-nous aujourd'hui la station ?

« Par deux valeurs : la qualité et l'optimisme. La qualité, c'est notre label, la marque d'une entreprise dont l'actionnaire principal est profondément engagé dans les secteurs de la culture et de la communication : l'héritage d'une tradition culturelle ancrée aussi bien dans le passé d'Europe, née en 1955, que dans celui d'Hachette, créée en 1826, qui a toujours cru que la qualité était le gage d'un succès durable. Nous ne faisons pas de la radio pour jouer un rôle politique ou pour réaliser des plus-values boursières. C'est un métier et une vocation qui imposent des obligations. Pas de programmes racoleurs, pas de « Roue de la fortune », pas de débauchage à prix d'or de stars télévisuelles... Et pas de lâcheté de dopage pour gonfler artificiellement une audience.

« L'optimisme, aussi, est un choix. Toutes les analyses — notamment celles de la COFREMCA — donnent le sentiment de la conjonction, en France, d'un pessimisme collectif et d'un grand optimisme individuel. A cause de sa relation intime avec l'auditeur, la radio se doit donc de véhiculer des valeurs positives allant dans ce sens ; afficher du dynamisme et être associé au bonheur.

« La place de deuxième radio de France suscite une lutte sans merci entre les radios. Allez-vous maintenant répondre à la publicité de NRJ qui se décernait, il y a peu, ce titre ?

« Abusivement ! Car, alors que les professionnels utilisent traditionnellement, pour classer les radios, le critère très simple du nombre d'auditeurs — qui nous attribue

invariablement la deuxième place — NRJ, jeune radio turbulente qui a visiblement besoin de s'affirmer et de se faire connaître, ne s'est référée, dans une publicité comparative publiée il y a deux mois, qu'à un autre critère — la part d'audience — plus abstrait et faisant intervenir la durée d'écoute. Une présentation partielle et donc partielle des résultats de Médiamétrie à propos de laquelle j'ai failli faire intervenir diverses instances.

Mais ce sont finalement les auditeurs qui ont tranché puisque cette fois, si l'on observe son critère, NRJ a perdu 9 % de part d'audience, alors qu'Europe en a gagné 16 ! Nous sommes d'ailleurs second, quels que soient les critères retenus, et je ne suis même pas sûr que NRJ soit toujours troisième...

« Que pensez-vous de la revendication des grands réseaux FM qui veulent voir reconnaître leur vocation nationale ?

« Je n'y vois pas d'objection... à condition qu'on applique cette logique jusqu'au bout et qu'on en tire les conséquences. On ne peut pas vouloir à la fois le beurre et l'argent du beurre. On ne peut pas revendiquer une couverture et une emsagure nationales et démanteler le marché de la publicité locale. La reconnaissance de leur nature de réseau national devrait, me semble-t-il, contraindre les réseaux à renoncer au marché publicitaire local. N'ont-ils pas déjà, pour beaucoup, renoncé à la fabrication de programmes locaux ?

« Vous souhaiteriez plus de rigueur dans l'organisation du marché publicitaire ?

« Je souhaiterais plus de logique. Prenons le cas du service public auquel la loi, selon un principe que je respecte, donne une priorité absolue dans l'obtention de fréquences. Trouvez-vous normal que Radio France, qui dispose de quatre cents fréquences FM et d'un budget de l'ordre de trois à quatre fois celui d'Europe 1, investisse le terrain des radios commerciales et, sous couvert de sponsoring ou de communication institutionnelle, se lance dans la publicité commerciale ? Ses mis-

sions de service public ne justifient tout de même pas cette situation d'inégalité et ce cumul d'avantages ! Ne serait-il pas plus sain de répartir rigoureusement droits et obligations et de décider qu'à radios publiques ressources publiques, et à radios privées recettes privées ? Faut-il rappeler que les dernières sont gratuites pour les auditeurs et qu'elles contribuent à l'expression du pluralisme ? Cela aurait le mérite de structurer plus clairement le paysage radio avec trois types de stations : celles du service public, celles du secteur commercial, celles du secteur associatif.

« Les radios périphériques ont-elles leur rôle à jouer dans un deuxième programme destiné à la FM : RMC avec Nostalgie, Europe 1 avec Europe 2, RTL avec Aventure FM... La législation vous paraît-elle encore appropriée ?

« Un dispositif anticoncentration est nécessaire, indispensable même, à la sauvegarde du pluralisme des médias. Et il ne saurait être question d'en remettre en cause le principe. Mais il me semble qu'un dispositif plus simple, s'inspirant de la législation sur la presse, devrait mieux prendre en compte les réalités du paysage radiophonique, et notamment le phénomène de la segmentation croissante du marché.

« Les périphériques se doivent d'élargir leur offre et d'aller à la rencontre des auditeurs qui ont quitté les programmes ondes longues et choisi la FM. Aussi une limitation en termes de seuil d'audience et non plus en nombre de stations ou en bassins de population, me paraîtrait plus judicieuse. Elle préserverait la diversité du paysage et n'entraverait pas le dynamisme des entreprises de communication. Cela dit, permettez-moi d'attirer enfin l'attention sur la différence de nature entre Europe 2 — fournisseur de programmes à des stations de radio indépendantes — et Nostalgie ou Aventure FM, qui sont de vrais réseaux...

Propos recueillis par ANNICK COJEAN

(1) 1 % = 440 000 personnes.

### Rires : 1989, la relance !

Et puis un homme qui déteste à ce point le pont de l'île de Ré mérite sans discussion notre affection et notre soutien vigilant.

Michel BRAUDEAU  
LE MONDE

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS est une perle rare dans le cinéma comique d'aujourd'hui.

Louella INTERIM  
LIBERATION

La première bonne surprise de l'année.

Michèle STOUVENOT  
LE JOURNAL DU DIMANCHE

Une comédie sentimentale, drôlesse et tendre.

Michel REBIGHON  
STUDIO

Le film le plus réussi, le plus drôle et le plus abouti de l'auteur des « ZOZOS » et « CONFIDENCES POUR CONFIDENCES ».

Dominique RABOURDIN  
L'EVENEMENT DU JEUDI

Un plaisir rare.

Jean-Claude LOISEAU  
PREMIERE

CHARLES CASSOR PRESENTE  
UN FILM DE PASCAL THOMAS

## LES MARIS LES FEMMES LES AMANTS

M K 2







# Le limogeage de Daniel Barenboïm

## Redéfinir l'Opéra

(Suite de la première page.)

A propos de Boulez : « C'est dommage pour moi de voir que l'une des deux plus grandes personnalités musicales françaises n'est pas à mes côtés, mais qu'y puis-je ? »

Dans la matinée de ce même vendredi, onze personnalités de renommée internationale avaient adressé un message aux plus hautes autorités de l'État, exprimant leur solidarité avec Barenboïm ; il s'agit de Boulez, Giulini, Karajan, Solti, Jessye Norman, Chéreau, Kupfer, Peter Stein, Dohnanyi, Mehta et Peduzzi. Ils indiquaient que les « conditions de leur participation » à la programmation établie par Barenboïm seraient remises en cause, si « Barenboïm n'était pas maintenu dans ses fonctions ». M. de La Palice aurait sûrement approuvé cette formule, mais non pas Carlo Maria Giulini qui, à Milan, interrogé au téléphone par Maurice Fleuret, ce jour-là à 14 heures, affirmait qu'il n'était pas au courant et que personne ne l'avait appelé.

Au cours de cette conférence de presse, M. Pierre Bergé a encore confirmé la nomination de Rudolf Noureev comme directeur artistique du palais Garnier ; la direction générale a été offerte ces jours derniers à M. Jean-Albert Carlier qui n'a pas encore donné sa réponse.

### Des comptes fantastiques

Enfin, à propos du départ de Henri Occélin, directeur de la scène à l'Opéra-Bastille, il a indiqué que cette décision intervenait à la demande de René Gonzalez (le nouveau directeur) « qui ne pouvait pas travailler avec lui ». Sans doute, ce 1 brillant technicien, venu de la Monnaie de Bruxelles, ne voyait pas comment faire coexister les répétitions d'un Stein ou d'un Chéreau avec un théâtre qui joue tous les soirs ; conception qui était la

négration même du projet de l'Opéra-Bastille !

On se retrouve là au point de départ, ou au pied du mur si l'on préfère. Le pari de l'Opéra-Bastille est de jouer souvent (deux cent vingt soirs environ) avec une excellente qualité artistique, comme les Opéras de Berlin, Londres, Francofort ou Leningrad. La conception de Barenboïm, Chéreau et Boulez est de fabriquer à n'importe quel prix un petit nombre de spectacles, doués en peu de soirées, mais surpassement de Bayreuth et de Salzbourg (ce qui n'est pas toujours difficile).

Pour le projet de l'Opéra-Bastille, l'État français s'est engagé depuis 1982, mais il refuse le superfestival qui nous relancerait dans l'enfer des comptes fantastiques et mettrait en danger tout ce qui reste de la politique musicale. Qu'on demande aux conservatoires, Orchestres et Opéras de province ce qu'ils pensent des conceptions de Barenboïm sur l'Opéra-Bastille.

Après cette crise d'une extrême violence, il faut maintenant s'appliquer à construire solidement l'édifice pyramidal des Théâtres de l'Opéra de Paris : rendre un statut et un « destin » à la salle Favart (à laquelle Pierre Bergé s'est dit très attaché) avec l'aide de partenaires privés ; rassurer le personnel du palais Garnier, qui ne sait toujours pas ce qu'il va devenir à la fin mai quand le théâtre formera pour travaux ; préparer la séparation et la formation des personnels des deux Théâtres ; mettre en route les procédures techniques, artistiques et commerciales du nouvel édifice ; établir enfin une programmation brillante, mais rationnelle, largement ouverte, pour les premières saisons.

On souhaite à l'Opéra-Bastille de travailler dans le calme et le silence, de découvrir peu à peu les merveilles de son patrimoine, jusqu'à l'ouverture du 13 juillet prochain.

JACQUES LONCHAMPT.

## L'ascension d'un chef

Lorsque Daniel Barenboïm fut nommé à la tête de l'Orchestre de Paris, en 1975, sa cote d'opinion était au beau fixe. Cet ancien élève d'Edwin Fischer (pour le piano), de Nadia Boulanger et d'Igor Markevitch (pour la direction d'orchestre), incarnait, mieux qu'aucun de ses confrères de la même génération, l'idée que l'on se faisait alors du musicien : présent sur tous les fronts avec un égal bonheur, le jeune pianiste enthousiasmait par l'absence de préférence, le naturel de ses interprétations. Qu'il joue seul, avec orchestre, ou au sein du formidable trio qu'il avait fondé avec sa femme Jacqueline Dupré et le violoniste Pinchas Zukerman, il s'attachait les faveurs du public, des musiciens, de la critique (pour une fois réunis en une belle unanimité). Quelques années auparavant, sa venue à Paris avec l'English Chamber Orchestra pour donner l'intégrale des concertos de Mozart reste même dans les mémoires comme l'un des événements musicaux de ces vingt dernières années. Paris fêtait Barenboïm comme Arthur Schnitzler avant-guerre. N'allions-nous pas jusqu'à l'appeler « Dany » ?

### De l'action au pouvoir

Accueilli donc comme le Messie par un Orchestre de Paris encore sous le choc de la disparition prématurée de Charles Munch, des passages éclairés de Karajan et de Solti, Daniel Barenboïm tout jeune alors (il n'a que trente-trois ans) prend sa mission à cœur. Présent, attentif, ouvert au dialogue, il remédie peu à peu l'orchestre, l'ouvrant davantage au répertoire classique, post-romantique allemand et contemporain. S'appuyant sur une politique d'invitation prestigieuse, sur une programmation inventive, il redonne confiance aux musiciens. Ses efforts sont couronnés de succès. Au point qu'on peut affirmer que, grâce à Daniel Barenboïm — et à lui seul — Paris a retrouvé sa place parmi les grandes capitales de la musique. Au bout de quelques



MAURICE FLEURET

que le nom de leur chef occupe toute la place sur l'affiche et qu'il ose donner un bis au piano à l'issue d'un concert. D'autres supportent mal que l'Orchestre de Paris serve aux répétitions pour Bayreuth. D'autres, enfin, aimeraient que leur chef enregistre avec eux les grandes œuvres du répertoire qu'il grave généralement avec des orchestres plus vus.

De coups de gueule en humiliations, les relations entre Daniel Barenboïm et ses musiciens se crispent. Les concerts deviennent de moins en moins bons (l'orchestre se faisant un devoir de jouer de mieux en mieux avec les chefs invités...). Sagement, Daniel Barenboïm décide de laisser la place à Semyon Bychkov pour prendre la Bastille. On connaît la suite et son dénouement.

Pour être juste, il faut bien dire que cette sinistre affaire n'est pas de la seule responsabilité de Daniel Barenboïm. Il s'est tout de même trouvé un premier ministre (Jacques Chirac), un ministre de la culture (François Léotard), un ministre du budget (Alain Juppé), pour accéder aux demandes du chef d'orchestre. Pour couronner le tout, il s'est trouvé un président de la République (aidé de quelques conseillers) pour lancer un projet — un deuxième Opéra (II) — dont l'impérative nécessité ne se faisait (et ne se fait toujours) pas sentir. En fait, cette affaire prouve une fois de plus l'incapacité congénitale du politique en France à gérer le musical. Il faudra bien un jour évaluer objectivement les effets profonds de la réforme de Marcel Landowski et cesser de tuer le vau-loup pour Boulez — l'enfant-prodige injustement exilé en 1965 et dont on sait que son action n'a pas été sans effets sur le déroulement chaotique de l'affaire de la Bastille.

ALAIN LOMPECH.

(1) Qu'arriverait-il si un gouvernement italien annonçait l'édification à Milan d'un Opéra destiné à remplacer la Scala désormais vouée au ballet ? Il tomberait en vingt-quatre heures. Mais l'Italie a une culture musicale.

## Une histoire mouvementée

C'est le 9 mars 1982 que M. François Mitterrand, président de la République, prit la décision de créer à Paris, place de la Bastille, un nouvel Opéra, avec en particulier une grande salle de 2 700 places. La construction a été menée à bien depuis 1985, sur les plans de l'architecte canadien Carlos Ott, et le bâtiment devrait être livré au personnel artistique en avril de cette année.

Après le refus de Gérard Mortier, directeur de la Monnaie de Bruxelles, pressenti comme directeur en 1985, une période de grand trouble a débuté lors des élections législatives de 1986, car le gouvernement de M. Jacques Chirac a hésité ensuite sur la destination à donner à cet édifice.

A la suite du rapport établi par M. Raymond Soubie en

mai 1987, M. François Léotard, ministre de la culture, rendit à la Bastille sa vocation première. Le 30 juillet, Daniel Barenboïm était nommé directeur musical et artistique, et Pierre Vozinisky directeur général de la Bastille. Tous deux présentaient le 31 mars 1988 le programme de leurs trois premières saisons, lequel ébauchait d'ambles de futures incursions sur la scène initiale avec le projet initial. Et Pierre Vozinisky démissionnait le 6 mai.

Le 31 août, M. Pierre Bergé, patron d'Yves Saint Laurent, était nommé président de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris et marqua, dès sa prise de fonctions, la différence de ses conceptions avec celles de Daniel Barenboïm. Quatre mois après, on assiste au dénouement.

## Le communiqué de M. Pierre Bergé

Voici le texte du communiqué publié par M. Pierre Bergé, président de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris (ATOP), le 13 janvier :

« Le 5 mai 1988, à quelques jours de l'élection présidentielle, M. Daniel Barenboïm avait signé avec l'Association pour la préfiguration de l'Opéra Bastille un document destiné à régir sa situation de directeur musical et artistique de l'Opéra Bastille. »

« Après une étude juridique sérieuse sur la forme et sur le fond, il nous est apparu que ce document n'était pas valable, car il n'était pas conforme aux statuts de l'association, notamment en ce qui concerne les pouvoirs conférés à M. Daniel Barenboïm. »

« Dès ma nomination à la présidence de l'ATOP, je me suis rapproché de M. Daniel Barenboïm et je lui ai proposé de signer un contrat en

bonne et due forme. De nombreuses négociations eurent lieu et, finalement, nous avons fait à M. Daniel Barenboïm les propositions suivantes :

« 1) Rémunération annuelle : 3 600 000 F comprenant son salaire de directeur musical et trente représentations lyriques ou concert symphoniques : plus 80 000 F pour les représentations supplémentaires, qui étaient fixées au nombre de cinq (soit une garantie de 4 millions par an), c'est-à-dire environ la moitié de la rémunération prévue initialement pour une présence effective de quatre mois par an. »

« 2) Pouvoirs : Deux propositions ont été faites à M. Daniel Barenboïm :

« — soit il conservait la direction artistique qu'il exerçait et, dans ce cas, nous propositions de réduire son

contrat à deux années, et nous lui demandions d'être présent à Paris plus longtemps que les quatre mois prévus ;

« — soit il tenait à un contrat de quatre années et, dans ce cas, nos propositions étaient les suivantes : le directeur de la Bastille était chargé, en étroite concertation avec le directeur musical, d'établir la programmation et de choisir les metteurs en scène, et, de son côté, le directeur musical était chargé de choisir les chefs d'orchestre invités et la distribution. »

« M. Daniel Barenboïm a répondu non à toutes ces propositions. Comme il avait été convenu, les négociations se sont terminées ce jour, vendredi 13 janvier 1989, à midi. »

« En conséquence, je déclare vacant le poste de directeur musical de l'Opéra Bastille. »

Dans le même communiqué, M. Pierre Bergé confirme la nomination de M. Dominique Meyer comme directeur général de l'Association des Théâtres de l'Opéra de Paris, en remplacement de M. Alain Pichon, démissionnaire (le Monde du 13 janvier). M. Jean-Philippe Saint-Onours demeure directeur général du Théâtre national de l'Opéra de Paris.

Dominique Meyer, trente-trois ans, a été chargé de mission au ministère de l'Industrie de 1980 à 1984, conseiller technique au ministère de la culture, chargé des industries culturelles et du cinéma (1984-1986), conseiller auprès du président de l'Établissement public et du président de l'Association de préfiguration de l'Opéra Bastille (1986-1988) ; depuis mai dernier, il était à nouveau conseiller technique au cabinet du ministre de la culture, chargé de l'audiovisuel et du cinéma.

## BICENTENAIRE

### Un quotidien pour 89

Créé à l'initiative de Nicolas Miquet, qui s'est jusqu'à présent spécialisé dans la presse boursière et financière, animé par Benoît Rayet et Dominique Janet, respectivement ancien rédacteur en chef du *Matin* et du *Quotidien de Paris*, un *Quotidien de 89* verra le jour à partir du 16 janvier.

Selon ses responsables, ce quotidien, de diffusion nationale, devrait à la fois évoquer et commenter l'actualité d'il y a deux cents ans, notamment par le recours à la publication en fac-similé de journaux de l'époque, rendre compte de l'actualité du Bicentenaire et établir chaque fois que l'opportunité le suggère un lien entre l'actualité et l'histoire.

De format demi-tablet, le *Quotidien de 89*, qui comprendra huit pages et sera vendu 3 francs, a d'ores et déjà reçu, ont indiqué lundi 9 janvier ses promoteurs, le patronage des historiens François Furet, Jean Tulard et Emmanuel Le Roy Ladurie. Plusieurs historiens spécialistes d'aspects variés de la période révolutionnaire devraient aussi apporter leur concours à cette publication, qui fera place aussi, selon M. Rayet, à « l'humour » et « éventuellement (...) à la passion ».

Le tirage du premier numéro du *Quotidien de 89*, dont la diffusion sera assurée par les Nouvelles messagères de la presse parisienne, devrait atteindre 200 000 exemplaires. M. Miquet, qui escompte un tirage moyen compris entre 30 000 et 50 000 exemplaires, situe le seuil

d'équilibre de cette publication entre 10 000 et 11 000 exemplaires vendus en kiosque ou par abonnement et évalue le risque financier maximal de son entreprise, dans l'hypothèse la plus défavorable, à 1,5 ou 2 millions de francs.

L'une des huit pages du *Quotidien de 89* sera ouverte à la publicité. M. Miquet se propose de récompenser les initiatives les plus

créatives qui pourraient être prises en ce domaine par les publicitaires. Aux yeux de ses responsables, « le *quotidien de 89* devrait avoir vocation, en cas de succès, à devenir ultérieurement le *Quotidien de 90*, puis de 91... »

M. K.

\* Le *Quotidien de 89*, 18, rue des Ecoles, 75005 Paris.

### Un universitaire niçois découvre une nouvelle source de « la Marseillaise »

MARSEILLE de notre correspondant régional

Le Chant de guerre pour l'armée du Rhin, écrit, dans la nuit du 25 au 26 avril 1792, à Strasbourg, par Rouget de Lisle et qui devint, plus tard, la *Marseillaise*, ne comportait, à l'origine, que six couplets. Dès juillet 1792, l'abbé Pessonneaux, un prêtre jureur qui enseignait dans un collège de Vienne (Isère), en ajouta un septième qui passa à la postérité et fut repris dans toutes les écoles de la République.

Si quelques chercheurs avaient établi ce fait, ou ignorait encore que l'auteur s'était inspiré de la *Lettre à d'Alembert sur les spectacles*, écrite en 1756 par Jean-Jacques Rousseau. Cette découverte revient à un universitaire niçois, M. Michel Launay,

professeur de littérature française et spécialiste de Rousseau, qui a rapproché le texte du couplet supplémentaire du conseil donné à la fin de son ouvrage par l'écrivain aux républicains genevois.

Rousseau cite un exemple tiré de Plutarque sur les Fêtes spartiates illustrant l'engagement de toutes les générations à mourir pour la patrie. Or l'abbé Pessonneaux a manifestement repris ce thème dans ses vers devenus célèbres :

Nous entrerons dans la carrière quand nos aînés n'y seront plus ; nous y trouverons leur poussière et la trace de leurs vertus... »

qui ont transformé l'hymne de guerre de Rouget de Lisle en hymne national impliquant toutes les générations.

G.P.

## THÉÂTRE

### « Freaks » et la suite aux Bouffes du Nord

A partir du 17 janvier, les Bouffes du Nord accueillent *Freaks*, d'après le film de Tod Browning, spectacle de Geneviève de Kermabon créé l'été dernier à Montpellier et à Avignon. C'est, dans un climat surréel, une intrigue romantique, et Geneviève de Kermabon donne à ses interprètes une aura de poésie.

A partir du 22 février, c'est le cinéaste Jacques Rivette qui aborde la scène avec trois classiques interprétés par de jeunes comédiens : *Tite et Bérénice* (Cornille), *Bajazet* (Racine), *Le Prince travesti* (Marivaux). Les trois pièces doivent se donner jusqu'au 10 juin, avec une interruption au mois d'avril pour recevoir la Royal Shakespeare Company, qui jouera *Titus Andronicus*, dans la mise en scène de Deborah Warner — spectacle dur, drôle, percutant, avec un Titus magnifique, Brian Cox.

Peter Brook reviendra à la mise en scène en 1990. Auparavant, il célébrera les droits de l'homme en invitant des troupes d'Afrique du Sud, découvertes en cherchant des acteurs noirs pour la version anglaise du *Mahabharata*.

## La pianiste Martha Argerich à la salle Gaveau

Martha Argerich est une artiste qui refuse (comme Sviatoslav Richter, son alter ego) les lois du show-biz classique. Elle pourrait se « contenter » d'apparaître sur les plus grandes scènes, avec les chefs et les orchestres les plus en vue. Elle pourrait jouer les stars. Mais cette femme inquiète, timide, est indifférente à cette carrière qui en fait courir tant d'autres, affolés à l'idée de perdre du terrain.

Depuis quelques années, « Martha » ne donne plus de récital, préfère s'adonner aux joies de la musique de chambre. Attention ! pas comme certains de ses confrères qui jouent les grands généraux, mais qui se réservent le gros du cachet et créent des sociétés en Suisse. Martha Argerich ne triche jamais. Ni dans la vie ni au piano.

Les 17 et 18 janvier, elle investira la salle Gaveau avec une bande d'amis pour deux soirées exceptionnelles, réitérant l'expérience (réussie) qu'elle avait tentée l'été dernier au Festival de La Roque d'Anthéron. Des œuvres de Messiaen, Ravel, Rabinovitch, Beethoven, Rachmaninov, Schmitt, Schubert, Bartok, Strauss et Reger seront jouées par Martha Argerich elle-même, les pianistes Nelson Fraire (l'un des grands pianistes de notre temps), Alexandre Rabinovitch et Valéry Afanassiev, le violoniste Philippe Hirshorn, le violoncelliste Mischa Maisky et les percussionnistes Gaston Sylvestre et Jean-Claude François. Les concerts de la semaine. A n'en pas douter.

A. L.

\* Salle Gaveau, les 17 et 18 janvier, 20 h 30.

LE VILLAGE SUISSE PARIS 150 ANTIQUAIRES 78, AVENUE DE STURZENEGGER 54, AVENUE DE LA MOTTE-PICQUET 75005 PARIS DU VENDREDI 10 H À 19 H LES JEUDI, VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE ET LA NUIT











# Chronologie

## ÉTRANGER

1<sup>er</sup>. - **MEXIQUE** : La cérémonie d'investiture du président Carlos Salinas de Gortari, élu le 6 juillet, est perturbée par l'opposition (du 1<sup>er</sup> au 6).

1<sup>er</sup>. - **OMS** : Une journée mondiale sur le SIDA est organisée alors que le nombre des malades, officiellement d'environ cent trente mille, devrait dépasser le million à la fin de 1991 (1<sup>er</sup> et 2).

1<sup>er</sup>. - **PAKISTAN** : Mme Benazir Bhutto est nommée premier ministre. L'Assemblée nationale, élue le 16 novembre, lui accorde sa confiance, le 12, par 148 voix contre 55. Le 12 également, lors de l'élection présidentielle indirecte, M. Ghulam Ishaq Khan est confirmé à la tête de l'Etat (du 2 au 6 et 14).

1<sup>er</sup>-3. - **CHINE-URSS** : M. Qian Qichen se rend à Moscou pour la première visite d'un ministre chinois des affaires étrangères depuis trente ans, afin de préparer un sommet sino-soviétique en 1989 (du 2 au 6).

2. - **GRANDE-BRETAGNE** : La privatisation du groupe sidérurgique British Steel, nationalisé en 1949, remporte un vif succès auprès du public (4-5 et 6).

2-3. - **CEE** : Lors du conseil européen de Rhodes, les divergences sur la mise en œuvre du marché unique ne sont pas abordées. M. Mitterrand obtient l'approbation des Douze pour son projet d'Eureka audiovisuel (du 2 au 6).

2-6. - **ARGENTINE** : Une nouvelle rébellion de militaires témoigne du profond malaise de l'armée (du 3 au 12, 14, 17, 21, 22 et 23).

2-6. - **ESPACE** : La navette spatiale américaine Atlantis met en orbite un satellite militaire de surveillance du territoire soviétique (4-5 et 6).

3. - **ISRAËL-URSS** : Les autorités israéliennes acceptent d'extraire vers l'URSS cinq pirates de l'air qui avaient détourné vers Tel-Aviv, le 2, un Ilyouchine-76 des lignes intérieures soviétiques (du 3 au 6).

3-4. - **AFGHANISTAN** : M. Youli Vorontsov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères nommé, le 13 octobre, ambassadeur à Kaboul, s'entretient à Taïef, en Arabie saoudite, avec des représentants de la résistance. Toujours à la recherche d'une solution politique au conflit afghan, il rencontre, à Rome, le 24, Zahir Shah, l'ex-roi d'Afghanistan (du 1<sup>er</sup> au 10, 13, 15, 18-19, 25-26, 27, 29 et 30/XII, 1<sup>er</sup> et 2 et 3/1).

4. - **VENEZUELA** : M. Carlos Andres Perez, candidat du parti au pouvoir, l'Action démocratique (social-démocrate), et ancien chef de l'Etat de 1974 à 1979, remporte l'élection présidentielle (du 4 au 8).

5-9. - **COMMERCE INTERNATIONAL** : La conférence ministérielle du GATT, réunie à Montréal à mi-parcours des négociations multilatérales de l'Uruguay Round ouvertes en 1986, s'achève sur un échec. L'Etat-Unis ayant exigé que la CEE renonce à ses subventions aux exportations agricoles (2 et du 6 au 12).

7. - **EST-OUEST** : M. Gorbachev, arrivé le 6 à New-York, annonce, devant l'Assemblée gé-

## Décembre 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

vention de la Banque de France est relevé de 7,25 % à 7,75 %. Le dollar se raffermi, franchissant, le 16 à Paris, la barre des 6 F au-dessous de laquelle il se maintient depuis un mois (4-5, 11-12, 16, 18-19 et 25-26/XII, 1<sup>er</sup> et 2/1).

14-16. - **FRANCE** - **AFRIQUE** : Le quinzième sommet franco-africain est réuni à Casablanca (Maroc), ce qui permet au roi Hassan II de renouer avec ses pairs africains (du 15 au 19 et 21).

18. - **ÉTATS-UNIS** : Le groupe alimentaire Pillsbury accepte, après avoir tenté en vain de s'y opposer, l'OPA lancée le 4 octobre par le conglomérat britannique Grand Metropolitan (2, 13, 14 et 20/XII, 6/1).

18. - **VANUATU** : M. Walter Lini, premier ministre, fait arrêter les dirigeants de l'opposition, puis, le 21, le chef de l'Etat, qui avait tenté, le 16, de l'évincer (18-19, 20 et 22).

19. - **SRI-LANKA** : M. Ransinghe Premadasa, premier ministre depuis 1978, remporte l'élection présidentielle, organisée dans un climat de violence terroriste (13, 15, 18-19, 21, 22 et 23).

19-23. - **CHINE-INDE** : La visite officielle de M. Rajiv Gandhi en Chine consacre le rapprochement sino-indien après trente ans de guerre froide (3, 17, 20, 21 et 23).

20. - **LIBAN** : La Croix-Rouge internationale décide de quitter le Liban après de graves menaces contre ses membres. Le 21, l'ambassadeur suisse à Beyrouth est rappelé dans son pays (4-5, 18-19, 22 et 23).

21. - **CAMBODGE** : Hanoi annonce la fin du retrait de la moitié de son corps expéditionnaire et affirme qu'il ne reste plus que cinquante mille soldats vietnamiens au Cambodge (3, 10, 15, 16, 18-19, 20, 21, 25-26 et 27).

21. - **ESPACE** : Soyouz ramène sur Terre le cosmonaute français Jean-Loup Chrétien, parti le 26 novembre, et les deux Soviétiques, Vladimir Titov et Moussa Manarov, qui établissent, avec 365 jours, un nouveau record de durée dans l'espace (10, 11-12, 15, 20 au 23 et 31).

21. - **ÉTATS-UNIS-LIBYE** : Le président Reagan n'exclut pas une intervention militaire américaine contre une usine libyenne de produits chimiques. Washington affirme que l'usine de Rabta est destinée à la fabrication d'armes chimiques, alors que Tripoli soutient qu'elle doit produire des « médicaments » (du 23 au 28 et 30/XII, 1<sup>er</sup> et 2 et 3/1).

21. - **GRANDE-BRETAGNE** : Un Boeing-747 de la Pan Am explose en vol, avant de tomber sur la ville de Lockerbie, en Ecosse. Les 259 personnes à bord ainsi que 11 habitants de Lockerbie sont tués. L'enquête détermine, le 28, qu'il s'agit d'un attentat et les soupçons se portent sur des groupes pro-iraniens ou sur des organisations palestiniennes opposées à l'initiative de paix de M. Arafat (à partir du 23).

21. - **POLOGNE** : M. Rakowski, premier ministre, présente M. Walesa comme un « homme de compromis » et offre

## FRANCE

1<sup>er</sup>. - Des mesures d'assouplissement de la loi Méhaignerie sont votées par les députés afin de limiter les hausses du loyer. L'UDF, le RPR et l'UDC s'abstiennent : le PC vote contre. La loi portant diverses mesures d'ordre social est définitivement adoptée le 20 (du 1<sup>er</sup> au 6, 15, 17, 21 et 22).

2. - Le gouvernement lève l'embargo sur le pétrole iranien décidé en août 1987 (3).

4. - La Nouvelle Gauche est créée par les députés des anciens comités de soutien à la candidature de M. Pierre Juquin à la présidentielle. Le PSU envisage le 18 de fusionner avec ce nouveau parti (3, 6, 18-19 et 20).

7. - A la RATP, les syndicats, sauf la CGT, acceptent les propositions salariales de la direction. Les jours suivants, le trafic revient normal pour les autobus, s'améliore dans le RER, mais se dégrade dans le métro en raison de la poursuite de la grève des ateliers d'entretien. Les perturbations ne commencent à s'atténuer qu'à partir du 19 (du 2 au 23).

10. - La motion de censure déposée par le RPR ne recueille que 259 des 286 voix requises. Quatre députés centristes ne la votent pas, dont M. Raymond Barre, qui refuse d'exploiter la situation sociale. Lors du débat, le 9, M. Michel Rocard annonce un plan pour le « renouveau du service public » en trois étapes d'une durée totale de trente mois (1<sup>er</sup>, 3 et du 7 au 12).

10. - M. François Mitterrand célèbre au Palais de Chaillot à Paris le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, avec la participation de M. Javier Perez de Cuellar et en présence de M. Andreï Sakharov, de retour des Etats-Unis, où il a passé un mois pour son premier séjour à l'étranger, et de M. Lech Walesa, autorisé à quitter son pays pour la première fois depuis sept ans (du 3 au 6 et du 9 au 14).

11. - Trois élections législatives partielles sont marquées par un recul du PS : un député RPR est élu le 11, ainsi qu'un autre RPR et un PC le 18 (3, du 6 au 17, 20, 23, 27 et 31).

11. - M. Yves Galland succède à M. André Rossinot à la présidence du Parti radical (du 10 au 14).

12. - Le GAN, compagnie d'assurances nationalisée, repoit l'aval du gouvernement pour porter de 34 % à 51 % sa participation dans le CIC, groupe bancaire nationalisé (13, 14 et 15).

13. - M. Pierre Rosenberg, chef du département des peintures du Musée du Louvre, est inculpé de recel par M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction à Toulon, chargé depuis juin 1987 d'une affaire de captation d'héritage. Le Louvre avait acheté, en 1985, un tableau de Murillo vendu par Joëlle Pessel, principale inculpée et écrouée depuis six mois, alors qu'il appartenait en réalité à Suzanne de Canon, décédée en 1986. M. Paul Lombard, célèbre avocat marseillais, est à son tour inculpé le 21 (1<sup>er</sup>, 2, 3, 7, 10, 11-12, du 14 au 24 et 28/XII, 1<sup>er</sup> et 2/1).

16. - Le gouvernement ne rend pas obligatoires les tests de contamination par le virus du SIDA, mais insiste au dépistage systématique (17).

17. - Le comité central du RPR approuve une réforme des statuts du mouvement et réaffirme ses convictions européennes, au moment où les contraintes envisagent la constitution d'une liste autonome pour les élections européennes de juin 1989 (6, 15 et du 17 au 26).

17-18. - Une Déclaration des droits des immigrés en Europe est adoptée par les premiers Etats généraux européens de la jeunesse pour l'égalité, réunis à Paris par SOS-Racisme (20).

18. - M. Rocard, invité de « 7 sur 7 » sur TF1, affirme qu'il faut « déverrouiller la France ». Il annonce son intention de déposer au printemps un projet de loi, après concertation avec les syndicats, pour instaurer un service minimum dans le service public (du 8 au 24 et 30/XII, 3/1).

19. - Un attentat fait un mort dans un foyer de travailleurs immigrés à Cagnes-sur-Mer. Il est suivi de condamnations unanimes du racisme (du 20 au 23, 29 et 30).

19. - La loi créant et réglementant un nouveau produit financier, les fonds communs de créances, est définitivement votée par le Parlement (15 et 21).

19. - Peugeot et Fiat annoncent pour 1994 la création de trois mille

emplois dans une usine d'assemblage de véhicules utilitaires légers, près de Valenciennes (20, 21 et 24).

21. - Le budget pour 1989 est définitivement voté, ainsi que, le 22, la loi renforçant la lutte contre la fraude électorale (du 3 au 16, 21, 23 et 25-26).

21. - A la suite des opérations boursières sur le capital de la Société générale, le Sénat crée une commission de contrôle de l'action des organismes publics sur le capital des sociétés privées (2, 3, 6, 9, 10, 17, 18-19, 22, 24 et 25-26).

21. - L'INSEE annonce la poursuite d'une croissance forte en 1989, après une progression de 3,5 % en 1988, la plus élevée depuis 1976 (22).

21. - La conclusion d'un accord national n'est plus exclue à l'issue d'une nouvelle rencontre entre le PS et le PCF sur la préparation des municipales de mars 1989 (7, 9, 13, 14, 16, 21 et 23/XII, 1<sup>er</sup> et 2/1).

22. - La loi sur l'audiovisuel est considérée comme définitivement adoptée. Pour les seules fois de la session, le gouvernement, qui ne dispose que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale, a dû engager sa responsabilité le 15 puis le 21, sans que l'opposition, hostile à ce texte, ne dépose de motion de censure. Les autres textes votés l'ont été après des débats approfondis, souvent grâce à des compromis, soit avec les centristes, soit avec les communistes (3, 7, 8, 9, du 14 au 19, 23 et 24).

22. - En novembre, le nombre des chômeurs a diminué de 1,2 %, après un recul de 0,8 % en octobre. Le déficit du commerce extérieur a été de 3,7 milliards de francs et les prix ont augmenté de 0,1 % (16, 24, 28 et 30).

29. - Libération des deux petites filles de Jacqueline Valente, détenues depuis novembre 1987 avec leur mère et cinq autres otages par le groupe palestinien d'Abou Nidal. Remises par les autorités libyennes à un diplomate français, elles regagnent la France, venant de Tripoli (18-19, 24 et du 27 au 31).

30. - La dette de Renault est allégée de 12 milliards de francs par le gouvernement, malgré l'opposition de la Commission européenne (17, 23 et 31/XII, 1<sup>er</sup> et 2/1).

30. - L'indice CAC de la Bourse de Paris termine l'année à 415,6, en hausse de 65,4 % en onze mois. A Tokyo, l'indice Nikkei a battu son record, le 28, à 30 159 (+40 % en un an), mais à New-York (+12 %) et à Londres (+6 %), la hausse pour l'année a été plus modeste (1<sup>er</sup>, 2 et 3/1).

31. - M. Mitterrand présente de Strasbourg ses vœux aux Français. En affirmant le rôle européen de la ville face à Bruxelles, il souhaite que soit révisée la loi Pasqua de 1986 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, estimant que certaines de ses dispositions ne sont « ni équitables ni justifiées » (30/XII et à partir du 1<sup>er</sup>/1).

### Un choix d'enquêtes et de reportages

**FRANCE** : Une grande bibliothèque informée à Paris (1<sup>er</sup>).

**JAPON** : La force et la richesse (9).

**LIVRES D'ÉTRENNES** : Le plaisir des images (13).

**VILLE AU FUTUR** : Reims (15).

**ALGÉRIE** : Le pays en ébullition (15, 16, 17 et 18-19).

**FRANCE** : Mayotte, un territoire en quête de statut (16).

**AFFAIRES** : Des entreprises où il fait bon vivre (17).

**PORTUGAL** : Vivre à Madère (20).

**SUÈDE** : Plein emploi et redressement économique (21).

**FRANCE** : L'Etat et les siens (21, 22, 23, 24 et 25-26).

**ENQUÊTE** : L'extravagant M. Kashoggi (22).

**GUATEMALA** : Noël orphelin (25-26).

**FRANCE** : Des projets de barages contestés sur la Loire (27).

**ITALIE** : La Calabre tachée de sang (27).

**SCIENCES** : Planète en danger (28).

**FRANCE** : La « généralité » des Français et les organisations humanitaires (29).

### 1988 en « Folio »

A la mi-février, les douze chronologies mensuelles de 1988 paraîtront en livre, comme l'année dernière, chez Gallimard, dans la collection de poche « Folio-Accueil », avec une préface d'André Fontaine et augmentées d'un index détaillé.

### Israël et l'ouverture d'un dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP

Le 2, l'Assemblée générale des Nations unies décide, par 154 voix contre 2 (Etats-Unis et Israël), de se réunir à Genève du 13 au 15, après le refus de Washington d'accorder un visa à M. Yasser Arafat, chef de l'OLP.

Les 6 et 7, M. Arafat est reçu en chef d'Etat à Stockholm, où il rencontre cinq personnalités juives américaines. La déclaration publiée à l'issue de la réunion affirme que l'OLP « a accepté l'existence d'Israël ». Les jours suivants, la médiation suédoise entre l'OLP et Washington est activée.

Le 9, l'intifada, c'est-à-dire le soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël, entre dans sa deuxième année. 31 Palestiniens sont encore tués en décembre lors de nouveaux affrontements, en particulier les 16 et 18 à Naplouse. A la fin du mois, le bilan s'élève au total à près de 350 morts, dont 14 israéliens, et 7 000 blessés. Environ 15 000 Palestiniens ont été arrêtés et 10 000 restent détenus.

Le 13, M. Arafat s'adresse à l'Assemblée générale de l'ONU à Genève. Il propose une « initiative de paix » en trois temps, qui est rejetée par Israël et Washington.

Le 14, les Etats-Unis acceptent l'ouverture d'un « dialogue substantiel » avec des représentants de l'OLP. Trois heures auparavant, M. Arafat, précisant dans une conférence de presse à Genève les termes de son discours de la veille, avait clairement reconnu le droit d'Israël à vivre « en paix et en sécurité », avant de déclarer « renoncer totalement » au terrorisme. La décision américaine reçoit une large approbation, sauf en Israël où elle suscite une très vive déception des autorités, tandis que des groupes palestiniens radicaux dénoncent la « trahison » de M. Arafat.

Le 16, une première rencontre américano-palestinienne a lieu à Carthage (Tunisie). Qualifiée de « franche et constructive », elle met fin à la quarantaine diplomatique imposée à l'OLP depuis 1975 par Washington.

Le 20, M. Itzhak Shamir (Likoud) et M. Shimon Peres (travailliste) parviennent, sept semaines après les législatives, à s'entendre pour reconduire leur coalition. L'accord de gouvernement, entériné le 21 par leur parti, prévoit de nouvelles implantations juives dans les territoires occupés, s'oppose à la création d'un Etat palestinien et exclut toute négociation avec l'OLP. M. Shamir, qui reste premier ministre pour la durée de la législature, présente le 22 son gouvernement : M. Peres abandonne les affaires étrangères à M. Moshe Arens (Likoud) et prend les finances ; M. Itzhak Rabin (travailliste) conserve la défense (du 2/XII au 3/1).

## CULTURE

6. - Mort du peintre Jean Degott (9).

8. - *Tête d'or*, la première pièce de Paul Claudel, est mise en scène à l'Odéon par Aurélien Recoing, qui interprète le rôle-titre (17).

8. - Le Centre Georges-Pompidou organise une rétrospective de l'œuvre du sculpteur suisse Jean Tinguely (7).

8. - Le prix Louis-Delluc est attribué à *la Lectrice*, film de Michel Deville (10).

13. - M. Jacques Chirac inaugure un centre consacré à l'urbanisme et à l'architecture de Paris dans le pavillon de l'Arsenal, après la réhabilitation de cet ancien entrepôt du XIX<sup>e</sup> siècle aux structures métalliques (15 et 18-19).

15. - L'architecte suisse Mario Botta présente le projet qu'il a réalisé pour la cathédrale d'Evry (Essonne), la première qui sera construite en France depuis un siècle (16 et 21).

17. - Le Châtelet, rénové par son propriétaire, la Ville de Paris, ouvre ses portes avec une série de onze récitals de Charles Trenet (8, 15, 18-19 et 20).

19. - Création française du *Concerto pour hautbois* d'Elliot Carter par son dédicataire, Heinz Holliger, et l'Ensemble Intercontemporain dirigé par Pierre Boulez (21).

23. - Le célèbre ténor Luciano Pavarotti assure pour la première fois la mise en scène d'un opéra, *la Favorite*, de Donizetti, avec Shirley Verrett, au Théâtre de la Fenice de Venise (20 et 27).

25. - Mort de l'écrivain japonais Shōhei Ōka (27).

29. - Mort de l'architecte Emile Aillaud (31).

30. - Mort du poète soviétique Youli Daniel (du 1<sup>er</sup> au 5/1).

30. - Mort du sculpteur américain Isamu Noguchi (1<sup>er</sup> et 2/1).

### Mitterrand :

Le président de la République François Mitterrand a été élu le 10 mai 1981. Il a été réélu le 10 mai 1985. Il a été réélu le 10 mai 1989. Il a été réélu le 10 mai 1993. Il a été réélu le 10 mai 1997. Il a été réélu le 10 mai 2001. Il a été réélu le 10 mai 2005. Il a été réélu le 10 mai 2009. Il a été réélu le 10 mai 2013. Il a été réélu le 10 mai 2017. Il a été réélu le 10 mai 2021. Il a été réélu le 10 mai 2025. Il a été réélu le 10 mai 2029. Il a été réélu le 10 mai 2033. Il a été réélu le 10 mai 2037. Il a été réélu le 10 mai 2041. Il a été réélu le 10 mai 2045. Il a été réélu le 10 mai 2049. Il a été réélu le 10 mai 2053. Il a été réélu le 10 mai 2057. Il a été réélu le 10 mai 2061. Il a été réélu le 10 mai 2065. Il a été réélu le 10 mai 2069. Il a été réélu le 10 mai 2073. Il a été réélu le 10 mai 2077. Il a été réélu le 10 mai 2081. Il a été réélu le 10 mai 2085. Il a été réélu le 10 mai 2089. Il a été réélu le 10 mai 2093. Il a été réélu le 10 mai 2097. Il a été réélu le 10 mai 2101. Il a été réélu le 10 mai 2105. Il a été réélu le 10 mai 2109. Il a été réélu le 10 mai 2113. Il a été réélu le 10 mai 2117. Il a été réélu le 10 mai 2121. Il a été réélu le 10 mai 2125. Il a été réélu le 10 mai 2129. Il a été réélu le 10 mai 2133. Il a été réélu le 10 mai 2137. Il a été réélu le 10 mai 2141. Il a été réélu le 10 mai 2145. Il a été réélu le 10 mai 2149. Il a été réélu le 10 mai 2153. Il a été réélu le 10 mai 2157. Il a été réélu le 10 mai 2161. Il a été réélu le 10 mai 2165. Il a été réélu le 10 mai 2169. Il a été réélu le 10 mai 2173. Il a été réélu le 10 mai 2177. Il a été réélu le 10 mai 2181. Il a été réélu le 10 mai 2185. Il a été réélu le 10 mai 2189. Il a été réélu le 10 mai 2193. Il a été réélu le 10 mai 2197. Il a été réélu le 10 mai 2201. Il a été réélu le 10 mai 2205. Il a été réélu le 10 mai 2209. Il a été réélu le 10 mai 2213. Il a été réélu le 10 mai 2217. Il a été réélu le 10 mai 2221. Il a été réélu le 10 mai 2225. Il a été réélu le 10 mai 2229. Il a été réélu le 10 mai 2233. Il a été réélu le 10 mai 2237. Il a été réélu le 10 mai 2241. Il a été réélu le 10 mai 2245. Il a été réélu le 10 mai 2249. Il a été réélu le 10 mai 2253. Il a été réélu le 10 mai 2257. Il a été réélu le 10 mai 2261. Il a été réélu le 10 mai 2265. Il a été réélu le 10 mai 2269. Il a été réélu le 10 mai 2273. Il a été réélu le 10 mai 2277. Il a été réélu le 10 mai 2281. Il a été réélu le 10 mai 2285. Il a été réélu le 10 mai 2289. Il a été réélu le 10 mai 2293. Il a été réélu le 10 mai 2297. Il a été réélu le 10 mai 2301. Il a été réélu le 10 mai 2305. Il a été réélu le 10 mai 2309. Il a été réélu le 10 mai 2313. Il a été réélu le 10 mai 2317. Il a été réélu le 10 mai 2321. Il a été réélu le 10 mai 2325. Il a été réélu le 10 mai 2329. Il a été réélu le 10 mai 2333. Il a été réélu le 10 mai 2337. Il a été réélu le 10 mai 2341. Il a été réélu le 10 mai 2345. Il a été réélu le 10 mai 2349. Il a été réélu le 10 mai 2353. Il a été réélu le 10 mai 2357. Il a été réélu le 10 mai 2361. Il a été réélu le 10 mai 2365. Il a été réélu le 10 mai 2369. Il a été réélu le 10 mai 2373. Il a été réélu le 10 mai 2377. Il a été réélu le 10 mai 2381. Il a été réélu le 10 mai 2385. Il a été réélu le 10 mai 2389. Il a été réélu le 10 mai 2393. Il a été réélu le 10 mai 2397. Il a été réélu le 10 mai 2401. Il a été réélu le 10 mai 2405. Il a été réélu le 10 mai 2409. Il a été réélu le 10 mai 2413. Il a été réélu le 10 mai 2417. Il a été réélu le 10 mai 2421. Il a été réélu le 10 mai 2425. Il a été réélu le 10 mai 2429. Il a été réélu le 10 mai 2433. Il a été réélu le 10 mai 2437. Il a été réélu le 10 mai 2441. Il a été réélu le 10 mai 2445. Il a été réélu le 10 mai 2449. Il a été réélu le 10 mai 2453. Il a été réélu le 10 mai 2457. Il a été réélu le 10 mai 2461. Il a été réélu le 10 mai 2465. Il a été réélu le 10 mai 2469. Il a été réélu le 10 mai 2473. Il a été réélu le 10 mai 2477. Il a été réélu le 10 mai 2481. Il a été réélu le 10 mai 2485. Il a été réélu le 10 mai 2489. Il a été réélu le 10 mai 2493. Il a été réélu le 10 mai 2497. Il a été réélu le 10 mai 2501. Il a été réélu le 10 mai 2505. Il a été réélu le 10 mai 2509. Il a été réélu le 10 mai 2513. Il a été réélu le 10 mai 2517. Il a été réélu le 10 mai 2521. Il a été réélu le 10 mai 2525. Il a été réélu le 10 mai 2529. Il a été réélu le 10 mai 2533. Il a été réélu le 10 mai 2537. Il a été réélu le 10 mai 2541. Il a été réélu le 10 mai 2545. Il a été réélu le 10 mai 2549. Il a été réélu le 10 mai 2553. Il a été réélu le 10 mai 2557. Il a été réélu le 10 mai 2561. Il a été réélu le 10 mai 2565. Il a été réélu le 10 mai 2569. Il a été réélu le 10 mai 2573. Il a été réélu le 10 mai 2577. Il a été réélu le 10 mai 2581. Il a été réélu le 10 mai 2585. Il a été réélu le 10 mai 2589. Il a été réélu le 10 mai 2593. Il a été réélu le 10 mai 2597. Il a été réélu le 10 mai 2601. Il a été réélu le 10 mai 2605. Il a été réélu le 10 mai 2609. Il a été réélu le 10 mai 2613. Il a été réélu le 10 mai 2617. Il a été réélu le 10 mai 2621. Il a été réélu le 10 mai 2625. Il a été réélu le 10 mai 2629. Il a été réélu le 10 mai 2633. Il a été réélu le 10 mai 2637. Il a été réélu le 10 mai 2641. Il a été réélu le 10 mai 2645. Il a été réélu le 10 mai 2649. Il a été réélu le 10 mai 2653. Il a été réélu le 10 mai 2657. Il a été réélu le 10 mai 2661. Il a été réélu le 10 mai 2665. Il a été réélu le 10 mai 2669. Il a été réélu le 10 mai 2673. Il a été réélu le 10 mai 2677. Il a été réélu le 10 mai 2681. Il a été réélu le 10 mai 2685. Il a été réélu le 10 mai 2689. Il a été réélu le 10 mai 2693. Il a été réélu le 10 mai 2697. Il a été réélu le 10 mai 2701. Il a été réélu le 10 mai 2705. Il a été réélu le 10 mai 2709. Il a été réélu le 10 mai 2713. Il a été réélu le 10 mai 2717. Il a été réélu le 10 mai 2721. Il a été réélu le 10 mai 2725. Il a été réélu le 10 mai 2729. Il a été réélu le 10 mai 2733. Il a été réélu le 10 mai 2737. Il a été réélu le 10 mai 2741. Il a été réélu le 10 mai 2745. Il a été réélu le 10 mai 2749. Il a été réélu le 10 mai 2753. Il a été réélu le 10 mai 2757. Il a été réélu le 10 mai 2761. Il a été réélu le 10 mai 2765. Il a été réélu le 10 mai 2769. Il a été réélu le 10 mai 2773. Il a été réélu le 10 mai 2777. Il a été réélu le 10 mai 2781. Il a été réélu le 10 mai 2785. Il a été réélu le 10 mai 2789. Il a été réélu le 10 mai 2793. Il a été réélu le 10 mai 2797. Il a été réélu le 10 mai 2801. Il a été réélu le 10 mai 2805. Il a été réélu le 10 mai 2809. Il a été réélu le 10 mai 2813. Il a été réélu le 10 mai 2817. Il a été réélu le 10 mai 2821. Il a été réélu le 10 mai 2825. Il a été réélu le 10 mai 2829. Il a été réélu le 10 mai 2833. Il a été réélu le 10 mai 2837. Il a été réélu le 10 mai 2841. Il a été réélu le 10 mai 2845. Il a été réélu le 10 mai 2849. Il a été réélu le 10 mai 2853. Il a été réélu le 10 mai 2857. Il a été réélu le 10 mai 2861. Il a été réélu le 10 mai 2865. Il a été réélu le 10 mai 2869. Il a été réélu le 10 mai 2873. Il a été réélu le 10 mai 2877. Il a été réélu le 10 mai 2881. Il a été réélu le 10 mai 2885. Il a été réélu le 10 mai 2889. Il a été réélu le 10 mai 2893. Il a été réélu le 10 mai 2897. Il a été réélu le 10 mai 2901. Il a été réélu le 10 mai 2905. Il a été réélu le 10 mai 2909. Il a été réélu le 10 mai 2913. Il a été réélu le 10 mai 2917. Il a été réélu le 10 mai 2921. Il a été réélu le 10 mai 2925. Il a été réélu le 10 mai 2929. Il a été réélu le 10 mai 2933. Il a été réélu le 10 mai 2937. Il a été réélu le 10 mai 2941. Il a été réélu le 10 mai 2945. Il a été réélu le 10 mai 2949. Il a été réélu le 10 mai 2953. Il a été réélu le 10 mai 2957. Il a été réélu le 10 mai 2961. Il a été réélu le 10 mai 2965. Il a été réélu le 10 mai 2969. Il a été réélu le 10 mai 2973. Il a été réélu le 10 mai 2977. Il a été réélu le 10 mai 2981. Il a été réélu le 10 mai 2985. Il a été réélu le 10 mai 2989. Il a été réélu le 10 mai 2993. Il a été réélu le 10 mai 2997. Il a été réélu le 10 mai 3001. Il a été réélu le 10 mai 3005. Il a été réélu le 10 mai 3009. Il a été réélu le 10 mai 3013. Il a été réélu le 10 mai 3017. Il a été réélu le 10 mai 3021. Il a été réélu le 10 mai 3025. Il a été réélu le 10 mai 3029. Il a été réélu le 10 mai 3033. Il a été réélu le 10 mai 3037. Il a été réélu le 10 mai 3041. Il a été réélu le 10 mai 3045. Il a été réélu le 10 mai 3049. Il a été réélu le 10 mai 3053. Il a été réélu le 10 mai 3057. Il a été réélu le 10 mai 3061. Il a été réélu le 10 mai 3065. Il a été réélu le 10 mai 3069. Il a été réélu le 10 mai 3073. Il a été réélu le 10 mai 3077. Il a été réélu le 10 mai 3081. Il a été réélu le 10 mai 3085. Il a été réélu le 10 mai 3089. Il a été réélu le 10 mai 3093. Il a été réélu le 10 mai 3097. Il a été réélu le 10 mai 3101. Il a été réélu le 10 mai 3105. Il a été réélu le 10 mai 3109. Il a été réélu le 10 mai 3113. Il a été ré



SOCIAL

L'Etat va débloquent les premiers moyens pour les commissions locales

La mise en place du revenu minimum d'insertion s'accélère

Un mois après l'ouverture des guichets d'accueil et des demandes d'allocation, le deuxième volet du revenu minimum d'insertion (RMI), la mécanique qui doit aider à l'insertion des bénéficiaires va commencer à se mettre en place. La composition des commissions locales et départementales va être fixée par des décrets à paraître prochainement, et surtout des moyens en hommes et en crédits vont déjà leur être attribués suite à un télégramme adressé aux préfets vendredi 13 janvier. Une première réponse sera ainsi apportée aux inquiétudes de l'ANPE, qui avait décidé de se tenir sur la réserve en attendant les moyens ad hoc (le Monde daté 8-9 janvier).

Le délai prévu pour l'établissement des contrats d'insertion et la montée en charge plutôt rapide des demandes, même si elle est très inégale selon les départements et les villes (1), obligent à aller vite. Une course de vitesse est engagée. Or la définition des moyens est délicate : la prudence de l'ANPE n'est qu'un signe des difficultés rencontrées. Les programmes d'insertion et les outils à utiliser dépendent des besoins des bénéficiaires. Tout le monde pense à l'insertion professionnelle, alors que la lutte contre la pauvreté comporte d'autres volets : santé, logement, formation générale, action sociale, etc.

Parmi les nouvelles institutions, les commissions locales d'insertion (CLI) auront un rôle particulièrement important. Elles devront servir d'appui, de conseil technique pour les travailleurs sociaux, les associations, les centres communaux d'action sociale qui vont préparer les contrats d'insertion, mais en même temps elles devront mobiliser associations et institutions économiques et sociales, et pas seulement les services publics, à la manière des missions locales pour l'emploi des jeunes.

Pour assurer le fonctionnement de ces nouvelles institutions, les premiers moyens vont être accordés. L'Etat, vers qui tous les regards se tournent, va donner l'exemple. Pour animer les commissions départementales, préparer les programmes, assurer l'animation des commissions

locales et leur fournir un appui technique, cent postes vont être débloquent sur le budget de la solidarité afin de recruter des chargés de mission départementaux, fonctionnaires ou contractuels de haut niveau ; pour sa part, l'ANPE va pouvoir mettre une centaine de personnes à disposition (une par département), avec l'assurance de pouvoir les remplacer. Enfin, des crédits vont être délégués aux préfets pour la gestion administrative, le secrétariat et les équipes techniques des CLI. Un premier contingent de 70 millions de francs est prévu pour assurer les dépenses de secrétariat des commissions.

Mais la somme risque fort d'être insuffisante (cent vingt heures de vacation reviennent à 50 000 F ou 60 000 F par an) pour assurer le fonctionnement des cellules techniques des commissions locales, qui doivent être composées de spécialistes connaissant bien l'éventail des offres de formation et des aides. Le montant des crédits nécessaires fait l'objet de vives discussions avec le ministère du budget, comme on peut s'en douter. On a donc demandé aux préfets de préciser l'organisation qu'ils prévoient et les dépenses qu'elle entraîne. Au vu de ces données, le gouvernement devrait, fin février, pouvoir annoncer les modalités de participation des services publics et les conditions de remplacement des personnels mis à disposition des commissions locales.

Le rôle des conseils généraux

Mais les conseils généraux vont aussi évidemment devoir mettre la main à la poche. Ils devraient d'abord consacrer à ce dispositif administratif 10 % de leurs dépenses d'insertion (fixées elles-mêmes par la loi à 20 % du montant des allocations versées dans le département). D'autre part, ils devraient dépenser au moins 20 F par habitant pour des actions d'insertion sociale nouvelles destinées aux bénéficiaires du RMI (à l'exclusion de la reprise ou de l'adaptation des programmes actuels d'action sociale ou de la rémunération des assistants sociaux). L'organisation et le financement de ces actions seront précisés dans des conventions signées par le préfet, le président du conseil général et les organismes chargés de l'exécution de ces programmes.

Deux décrets fixant la composition des nouvelles instances vont être examinés par le Conseil d'Etat le mardi 17 janvier et devraient être publiés avant la fin de la même semaine. Le nombre de leurs membres sera laissé au choix des préfets, mais aucun des différents collèges prévus (élus, représentants de l'Etat, des associations, des entreprises et des institutions économiques et sociales) ne doit détenir la majorité. Des indications plus détaillées seront données dans une circulaire publiée à la fin du mois. Celle-ci sera présentée aux préfets jeudi 19 janvier et aux secrétaires généraux et directeurs de l'action sociale le 24 janvier.

Cette circulaire fixera quelques règles sur la dimension et le nombre des commissions locales d'insertion : il s'agit d'éviter que celles-ci ne soient un simple calque des circonscriptions d'action sociale actuelles, mêmes repointées à neuf, et qu'elles tiennent compte des bassins d'emploi et de population. Chacune pourrait réunir des ensembles de 100 000 à 120 000 habitants. Le texte invitait aussi les préfets à y nommer autant que possible des « personnes-ressources » choisies parmi les partenaires sociaux, les associations gestionnaires de services et pas seulement les associations caritatives.

GUY HERZLICH.

(1) Selon le ministère des affaires sociales, 110 000 personnes avaient déjà été inscrites, 90 000 dossiers avaient été transmis et la fin de la semaine dernière aux organismes payeurs, et 15 000 personnes avaient déjà reçu des avances.

● Journées d'information sur le RMI. — A l'initiative de la direction générale des affaires sociales et sociales, l'Institut Parmentier (centre de formation de travailleurs sociaux de l'Etat) organise, en collaboration avec l'Institut familial et le Centre régional de formation de l'éducation surveillée, quatre journées d'information sur ce thème les 17, 24, 26 janvier et 6 février, de 9 h 30 à 17 heures. La première journée (17 janvier) aura lieu à : Accueil Association Reille (auditorium), 32-34, avenue Reille, 75014 Paris. L'entrée est libre mais il est recommandé de s'inscrire à l'Institut Parmentier (M<sup>me</sup> Dupuis), 145, avenue Parmentier, 75010 Paris. Tél. : 42-03-08-31.

LOGEMENT

La clôture des premières rencontres internationales sur la qualité urbaine

M. Mitterrand : priorité à l'habitat social

Chenôve de notre envoyée spéciale

M. François Mitterrand a clôturé, vendredi 13 janvier, à Chenôve (Côte-d'Or), les premières Rencontres internationales sur la qualité urbaine, qui avaient réuni pendant deux jours de nombreux élus et des responsables de collectivités locales. Accompagné de MM. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur et président de l'Association des maires de grandes villes, Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du terri-

toire et de la reconversion, le chef de l'Etat a déclaré que l'ambition de « changer la vie », proclamée en 1981, passait par une étape : « Changer la ville ».

Accordant la priorité au logement social, M. Mitterrand a souligné que, d'ici à la fin du septennat, « ce type de problèmes soient réglés ». « Il faut mieux dépenser là qu'ailleurs », a-t-il observé, en se déclarant favorable à « un plan de cinq ans » qui permettrait la construction d'un million de logements.

Rappelant le vote de la loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI) « qui devrait toucher 400 000 à 500 000 personnes », le président de la République a souligné un « réajustement du mécanisme d'attribution » des logements sociaux « pour celles

et ceux qui n'ont pas de logement, pas parce qu'il en manque mais parce qu'ils ne peuvent pas payer ».

M. Mitterrand a également rendu hommage à Gaston Defferre, auteur des lois de décentralisation — « les plus grandes lois du siècle », qui donnent davantage de moyens aux villes.

Enfin, alors que la campagne pour les élections municipales des 12 et 19 mars prochain a déjà commencé, M. Mitterrand s'est félicité de ce type de rencontres qui permettent « de ne pas se disperser dans des querelles souvent inutiles, souvent artificielles ». « Mais, que voulez-vous, a ajouté le président de la République, il faut bien entretenir le fond de commerce ».

PASCALLE ROBERT-DIARD.

Conflits sur les loyers

Les commissions de conciliation ne concilient pas...

La commission départementale de conciliation de Paris, chargée par la loi Méhaignerie de tenter de mettre d'accord propriétaires et locataires, a traité 4 248 dossiers en 1988. La plupart de ces dossiers portaient sur des renouvellements de baux et loyers libres (art. 21 de la loi Méhaignerie), 281 concernant des sorties de la loi de 1948 (art. 31). Ces commissions sont-elles bien outillées ? 6 900 dossiers ont été traités, soit un taux de conciliation de 16,2 % dans moins d'un an et six.

Sur la France entière, il est trop tôt pour connaître le bilan de l'activité de toutes les commissions départementales. Au cours des trois premiers trimestres, le nombre de dossiers traités s'est élevé à 8 132, avec un taux de conciliation de 29,2 %. Mais la situation est très variable d'un département à l'autre. Dans 42 départements, les commis-

sions ont eu à traiter de 1 à 10 dossiers en neuf mois, 9 départements n'ayant reçu aucun dossier. Les départements de l'Île-de-France, y compris Paris, représentent 70 % de l'activité nationale, avec deux champions toutes catégories, Paris, 3 006 dossiers (37 % du total), et les Hauts-de-Seine (14 %). Au 31 décembre, le taux de conciliation ne cesse de se dégrader à Paris et dans l'Île-de-France, à part dans les Yvelines où le taux de conciliation atteint 85 % (324 accords sur 380 dossiers traités) ; sans prendre en compte Paris, ce taux est tombé à 37,1 % au premier trimestre à 21,1 % au troisième.

Deux autres agglomérations bénéficient, outre Paris, de la prolongation jusqu'en 1995 des dispositions transitoires de la loi Méhaignerie : Lyon et Marseille. Il est intéressant de constater que, dans le Rhône, qui vient au troisième rang pour l'impor-

tance du nombre de dossiers traités, avec 433 cas, l'accord s'est manifesté dans plus d'un cas sur trois (35 %). Les Bouches-du-Rhône arrivent au huitième rang, avec 225 dossiers et un taux de conciliation de 46 %.

Dans la région parisienne, l'activité des commissions s'est considérablement intensifiée, puisque, sans qu'on puisse dire qu'elle ait atteint leur régime de croisière, la proportion des affaires traitées prouve à l'évidence que c'est dans la capitale et dans sa banlieue que le marché du logement locatif est le plus tendu. On ne sait pas combien de dossiers iront en justice, mais, déjà, les tribunaux se plaignent de la surcharge qui leur est imposée. Et on est incapable de décombrer ceux qui, faute d'information ou de combativité, auront choisi d'accepter une hausse excessive ou de démissionner.

JOSÉE DOYÈRE.

AFFAIRES

Nouveau rebondissement dans l'électronique

GEC conclut trois accords avec General Electric

Spectaculaire renversement d'alliance dans le feuilleton qui se joue depuis deux mois l'électronique britannique : l'américain General Electric (250 milliards de francs de chiffre d'affaires), soupçonné en début de semaine d'avoir des visées hostiles à l'encontre de son homonyme anglais,

GEC (General Electric Company), s'avère être, en fait, un allié. Vendredi 13 janvier, les deux groupes ont annoncé qu'ils allaient fusionner leurs activités européennes dans trois métiers : l'électronique médicale, l'électronique et la distribution électrique.

Pour comprendre ce nouvel épisode, il faut reprendre la genèse de la bataille qui se déroule outre-Manche dans les industries électriques et électroniques. A la mi-novembre, GEC (60 milliards de chiffre d'affaires), numéro un britannique dans le secteur s'alliait à Siemens (200 milliards de ventes) pour lancer une offre publique d'achat hostile contre son concitoyen, Plessey. L'opération dans laquelle s'engageaient les deux géants européens représentait la somme de 18 milliards de francs ! Mais elle permettait, entre autre à l'allemand de prendre pied dans le téléphone britannique et à l'anglais de rentrer discrètement dans l'électronique de défense outre-Rhin. Dans l'esprit de Siemens, qui avait appris à connaître GEC depuis quelques mois à l'occasion d'une coopération dans le secteur des lampes, il s'agissait manifestement d'une amorce de coopération avec le groupe britannique, même si on prêtait à Munich le pragmatisme. « Tout est possible à l'avenir, à condition d'avoir un sens », nous déclarait M. Karlheinz Kaske, le patron de Siemens (le Monde du 13 décembre). Le domaine le plus immédiatement en cause pour une coopération future était celui de l'électronique médicale : d'une part, Siemens y fait porter tous ses efforts et a réussi à s'imposer comme numéro deux aux Etats-Unis (derrière l'américain... General Electric). D'autre part, GEC avait tenté — sans succès — de marier, il y a deux ans, sa

filiale Picker, au néerlandais Philips. Néanmoins, Siemens restait réservé sur les chances d'un accord, soulignant qu'il faudrait auparavant obtenir le feu vert des autorités antitrust aux Etats-Unis.

Un tacticien subtil

Une première fois, lord Weinstock, le patron de GEC, créait la surprise en annonçant, à la veille de Noël, qu'il regroupait ses activités dans le gros matériel électrique (y compris le ferroviaire) avec le français Alstom (le Monde du 24 décembre). Une alliance qui aurait aussi bien pu se faire entre GEC et Siemens, ou entre Alstom et Siemens... Si l'allemand ne manifestait aucune amertume à propos de cet accord franco-britannique, nombreux étaient pourtant les observateurs qui estimaient qu'il se trouvait isolé sur l'échiquier mondial de l'électromécanique (en particulier dans le ferroviaire), après ses flauilles, et le mariage du suédois Asea et du Suisse Brown Boveri. En tout cas, lord Weinstock évitait ainsi de tomber sous la coupe de Siemens.

L'accord dévoté vendredi 13 — un jour symbolique ? — révèle des qualités tactiques encore plus subtiles que prévu chez le patron de GEC : car la General Electric américaine à laquelle il s'allie maintenant figurait, semble-t-il, parmi les groupes internationaux qui se préparaient à lancer une mega-OPA (77 milliards de francs) contre son

entreprise (le Monde du 10 janvier). Lord Weinstock a-t-il payé ce prix pour désamorcer l'OPA qui se tramait contre son groupe ? Il a affirmé vendredi que les négociations durent depuis 1988. L'accord permettra en tout cas au grand américain de renforcer sa présence dans l'électronique médicale sur le Vieux Continent, dix-huit mois après le rachat de la filiale du français Thomson dans ce secteur (la Compagnie générale de radiologie). Dans l'électroménager, GEC fusionnera à 50/50 les filiales de sa très rentable entreprise Hotpoint avec celles de l'américain (les lampes, déjà mariées à Siemens, restent en dehors) et gardera la gestion du total. Dans les équipements de distribution électrique, les deux groupes rapprocheront leurs filiales belge et italienne. Enfin, dans l'équipement électrique, flanqué avant Noël à Alstom, une collaboration est prévue sur les turbines à gaz.

Le projet d'OPA contre GEC qui devait s'accompagner du dépeçage de ce groupe est-il définitivement enterré ? Si tel était le cas, cela ne ferait pas l'affaire de Plessey qui aurait, du même coup, été sauvé des appétits de GEC et Siemens. Mais, il est vrai que l'entreprise attaquée a aujourd'hui un peu plus de temps pour trouver une riposte, puisque la commission britannique des monopoles dispose de trois mois avant de donner son feu vert à l'OPA (le Monde du 14 janvier).

FRANÇOISE VAYSSE.

PÊCHE

Le gouvernement fixe unilatéralement les quotas de morue au large de Saint-Pierre-et-Miquelon

Les négociations organisées à Paris depuis un semaine, sous l'égide des ministères des DOM-TOM et de la mer, entre les entreprises françaises de pêche pour se répartir les quotas de morue au large de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ont échoué. Il s'agissait — en marge du conflit franco-canadien toujours ouvert — d'essayer de mettre d'accord les pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon (qui estiment avoir une certaine priorité pour pêcher les morues au large de leurs côtes) et ceux de Saint-Malo, à travers la société Comapêche, qui exploite traditionnellement trois navires congélateurs de gros tonnage dans ces parages, dénommés le « secteur 3PS ».

En l'absence d'entente des professionnels, le gouvernement a fixé les quotas de capture autorisés en 1989, à titre conservatoire. Sur un total de 26 000 tonnes, les pêcheurs de Saint-Malo auront droit à 5 500 tonnes, au lieu de 9 330 l'an dernier, et les Saint-Pierrais à 20 500 tonnes, au lieu de 16 660.

De plus, le gouvernement a décidé, dans le cadre du développement économique de l'archipel (6 000 habitants), de constituer une société d'économie mixte pour l'étude de l'extension du port de Saint-Pierre et de la construction d'un atelier de réparation navale qui associera notamment des collectivités et établissements publics et un établissement financier.

ETRANGER

Etats-Unis

Forte hausse des ventes au détail et des prix de gros en 1988

Les dernières statistiques du département du commerce sur les prix de gros et les ventes de détail aux Etats-Unis ont semé la perturbation, vendredi 13 janvier, sur les marchés des changes. Considérées comme un bon indicateur de tendance sur la consommation, les ventes de détail ont en effet progressé de 0,2 % seulement en décembre contre 0,9 % en novembre, suggérant une accalmie de la conjoncture outre-Atlantique et élargissant la possibilité d'un relèvement des taux d'intérêt par la réserve fédérale.

La déception momentanée des cambistes (voir page 15), ne peut pourtant faire oublier qu'au total les ventes de détail ont augmenté, sur l'ensemble de 1988, de 6,7 %, leur plus forte poussée depuis 1984. Ce sont en grande partie les ventes automobiles qui sont à l'origine de ce bond, comme elles sont responsa-

bles de l'accalmie du seul mois de décembre. Autant dire que les économistes appellent à la plus grande prudence avant de conclure à une moindre boulimie d'achats des Américains.

Si s'inquiètent en revanche, des signes de résurgence de l'inflation contenus dans les statistiques sur les prix de gros. Ces derniers ont augmenté de 0,4 % en décembre, un rythme annuel de 4,5 % et de 4 % en moyenne en 1988. Ce dernier taux est le plus rapide depuis sept ans. Tous les produits alimentaires, renchérissent il est vrai par la sécheresse de l'été dernier, ont augmenté de 5,7 % et les produits finis de 4,3 % à la production. La baisse, de 3,4 % des prix énergétiques ne constitue guère un sujet de soulagement pour l'instant. La consommation énergétique reste forte aux Etats-Unis et les cours du pétrole remontent actuellement.

Trêve pour la dette vénézuélienne

Le comité de coordination représentant les banques engagées au Venezuela a accepté la demande de Caracas de suspendre le paiement sur le capital de sa dette entre le 17 janvier et le 30 mars prochain, a déclaré vendredi 13 janvier Dominique Clavel, vice-président de la Chase Manhattan et responsable du comité. Cette trêve permettra au Venezuela de gagner du temps, en dépit de la forte diminution des réserves de change du pays, afin de négocier de nouveaux crédits avec le Fonds monétaire international et de

reprendre les discussions sur la restructuration de sa dette. Cette dernière, évaluée à 35 milliards de dollars (210 milliards de francs), est constituée, pour 21 milliards, de prêts contractés auprès des banques. Dans l'espoir d'obtenir lui aussi un ballon d'oxygène financier, le Brésil a, selon le Financial Times du 14 janvier, demandé aux Etats-Unis un crédit-relais de 3 milliards de dollars du type de celui accordé en novembre au Mexique. La première réponse américaine aurait été favorable.

EN BREF

● Que faire de l'armement naval SNCF ? — Le ministre des transports, M. Michel Delebarre, et son ministre délégué chargé de la mer, M. Jacques Mellick, ont confié à M. Pierre Léonard, président du Conseil supérieur de la marine marchande, une mission d'étude concernant l'avenir de l'armement naval de la SNCF. D'ici au mois d'avril, M. Léonard devra proposer des solutions pour les cinq ferries dont la SNCF souhaite se défaire dans la perspective de l'ouverture du tunnel sous la Manche en 1993.

● M. Joseph Ballé est nommé président de la CFCA. — M. Joseph Ballé a été nommé président de la Confédération française de la coopération agricole (CFCA) par le conseil d'administration, en remplacement de M. Albert Duchesne. M. Ballé, âgé

de quarante-neuf ans, est président de la coopérative La Noëlle, à Ancenis (Loire-Atlantique), et membre du bureau de la Fédération nationale des coopératives laitières.

● Précision. — A la suite de notre article sur la « guerre du sucre » le BRED (le Monde du 24 décembre), dans lequel nous avions indiqué, à partir d'informations syndicales, que la CFDT et le SNB-CGC représentaient 70 % du personnel, la section CFCT de la BRED a contesté ce pourcentage. Selon la CFCT, « la CFDT et le SNB ne représentent pas 70 % du personnel, mais environ 50 % ».

Aux élections au conseil de discipline, le 19 octobre 1988, la CFDT et le SNB-CGC avaient totalisé 54,14 % des voix (la CFCT 17,76 %). Aux élections de délégués du personnel

en juin 1988, CFDT et SNB-CGC totalisaient 54,77 % et la CFCT 21,44 %.

● Les libraires assignent les Centres Leclerc en référé. — La Fédération française des syndicats de libraires (FFSL) a assigné les Centres Leclerc en référé, réclamant le paiement de près de 3 millions de francs devant le tribunal de grande instance de Paris, sur la vente de livres à prix cassés. Elle s'appuie sur un arrêt de la cour d'appel de Paris, du 10 février 1988, qui avait interdit aux Centres Leclerc de vendre des livres à un prix non conforme à la loi du 10 août 1981 (loi Lang), sous astreinte de 1 000 F par infraction. La FFSL fait valoir que, depuis cette date, elle a fait lever près de trois mille infractions.



# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**V**ENDREDI 13 n'a pas porté bonheur au marché comme le redoutaient certains superstitieux. Tout au plus aura-t-il contribué à un ralentissement de l'activité, ce qui n'a pas empêché, pour la quatrième fois consécutive, d'avoir une semaine qui se solde sur un gain appréciable. La progression pour ces cinq séances est de 1,7 % contre successivement depuis la mi-décembre 3,5 %, 2 % et 4,3 %. Cette performance a permis à l'indice CAC de se rapprocher lentement, mais sûrement, affirmant les optimistes, de son record historique de 4604,4 établi voici presque deux ans le 26 mars 1987. Vendredi, en clôture à 4413, il n'en était distant que de 4 %. Le baromètre de la place parisienne atteignait également ce jour-là son plus haut niveau depuis le krach d'octobre. Ainsi s'achève une semaine mouvementée où se sont succédés pas moins de cinq OPA ou OPE, une flambée des cours des valeurs pétrolières, et une effervescence autour du numéro mondial du luxe Moët-Hennessy-Louis Vuitton (LVMH). Le tout sur fond d'agitation sociale, sans oublier les rumeurs de redressement fiscal visant la Société des Bourses françaises (SBF). Aussi le marché a-t-il oscillé entre le désir et la nécessité de marquer une pause, après les gains exceptionnels depuis près d'un mois, et celui de poursuivre son ascension. La perspective d'un conflit social avec Virtemme plaide en faveur d'un ralentissement de l'activité, mais l'alignement de Wall Street où le Dow Jones franchissait enfin la barre des 2 200 point stimule les opérateurs. Ainsi, les trois premiers jours furent consacrés aux prises de bénéfices et se terminèrent régulièrement sur une note légèrement négative. Jeudi, n'y tenant plus, le marché commença une vigoureuse reprise réalisant sa meilleure performance (+1,52 %), avant de rebondir vendredi.

Le volume d'activité est cependant resté à un niveau exceptionnellement élevé variant entre 2,5 et 3 milliards de francs traités quotidiennement sur le marché à règlement mensuel. Preuve s'il en faut de la vitalité de la place qui pendant une grande partie de l'année dernière n'avait jamais réussi à franchir les 2 milliards. Ce dynamisme est attribué aux résultats encourageants des entreprises attendus par la plupart des cabinets d'analystes tant français qu'étrangers. La plupart recommandent d'investir à Paris essentiellement pour deux raisons : la progression des bénéfices des firmes pour 1989 qui devrait avoisiner les 13 %, et le mouvement de restructurations industrielles qui n'est certainement pas achevé. D'où de nombreux rachats à venir qui pourraient, comme l'an dernier, dynamiser la cote.

La semaine a, sur ce plan, été riche avec cinq OPA ou OPE (offre publique d'achat ou d'échange). Lundi, la Compagnie française d'Afrique occidentale (CFAO) a endossé l'armure de *Chevalier blanc* pour se porter au secours de La Roche méridionale (LRM). Ce groupe de distribution est en effet victime depuis les derniers jours de

## La hausse malgré tout

décembre d'un raid inusuel lancé par un de ses concurrents, Rallye LRM appelait alors la CFAO à la rescousse. Cette société centenaire de commerce international faisait monter les enchères en proposant, en réponse à l'offre de Rallye sur 60 % du capital de LRM, au prix de 1 900 F l'action, de reprendre 100 % des titres au même prix nominal avec pour possibilité d'échanger chaque action contre une obligation convertible CFAO 6,25 % de 1 500 F nominal plus un versement de 200 F en espèces. L'offre approchait ainsi le milliard de francs contre 580 millions pour Rallye. Quelle sera la réaction de l'attaquant, s'engagera-t-il dans une bataille boursière ? En fin de semaine, personne ne pouvait prédire l'évolution de la situation.

Dumenil-Leblé et CERUS créaient la surprise mercredi en décidant de fusionner, devenant ainsi le quatrième holding financier français (voir encadré). Parallèlement, le groupe de presse Expansion, par l'intermédiaire de sa filiale AGEFI Développement, lançait une OPE sur DAFSA. Cette firme, dont l'actionnaire principal est CERUS, est spécialisée dans la fourniture d'informations financières à l'attention de professionnels. Les parties d'échange retenues sont de quatre actions AGEFI Développement à créer plus un bon de souscription, contre cinq titres DAFSA.

On attendait depuis plusieurs mois l'entrée de la société Terras Hostench, filiale du groupe Kowitex Kio, et c'est la firme américaine International Paper qui a décidé finalement de lancer une offensive sur le groupe Aussedat-Rey. Les modalités de l'opération de rachat du leader européen de la production de papier pour la photocopie et la bureautique devraient être connues dans les prochains jours. L'OPA sur l'intégralité du capital, sous réserve de l'autorisation des pouvoirs publics, pourrait se faire à un prix compris entre 670 et 680 F, ce qui porterait le montant de l'acquisition à 2 milliards de francs. Si quatre de ces OPA-OPE se sont déroulées à Paris, la cinquième se situe à Nancy et prend la forme d'un RSC (rachat de l'entreprise par ses salariés). Les employés de l'imprimerie et librairie Berger-Levrault ont ainsi disposé une offre d'achat estimée à près de 80 millions de francs.

### « Ça fait désordre »

A côté de toutes ces restructurations, le nouvel épisode du feuilleton LVMH n'a pas connu de baisse d'audience. Au contraire. La bataille pour la direction du numéro mondial du luxe a dominé la semaine, et notamment la

## Semaine du 9 au 13 janvier 1989

journée de mardi. Ce jour-là, le volume des échanges sur ce titre a dépassé le milliard de francs, représentant à lui seul près de la moitié de celui traité sur le marché à règlement mensuel. Jeudi, M. Alain Chevalier démissionnait de ses fonctions pour laisser la place au président de la Financière Agache, M. Bernard Arnault. Vendredi, le britannique Guinness, allié d'Agache, déclarait avoir renforcé sa participation dans LVMH pour préserver l'intégrité du groupe. (A suivre.)

Tous ces événements poussent les investisseurs à s'interroger de plus près sur les « opéables », ces valeurs dont le capital serait mal contrôlé. Et ce n'est pas un hasard si l'attention se concentrait sur l'Acrom, Arjomari ou encore le Club Méditerranée. Toutefois, en fin de semaine, l'événement aura aussi été la hausse des pétroliers encouragée par les déclarations de M. François Xavier Ortoli, président de Total, sur les gains très importants réalisés entre juillet et décembre dans le raffinage.

La perspective d'une grève des quelque six mille salariés de la Bourse décidée pour lundi 16 janvier a momentanément pesé sur la tendance. Mais sans plus. Cette décision d'arrêt de travail a été prise mardi au cours d'une assemblée générale et a pour objectif de protester contre les suppressions d'emplois (six cents selon les syndicats) et la diminution drastique des primes dans les rémunérations annuelles. Dirigeants de sociétés de Bourse et syndicalistes s'interrogeaient sur l'établissement du week-end sur la portée de ce mouvement et sur la capacité des grévistes à empêcher le déroulement des cotations assistées en continu et effectuées par ordinateur.

Si elle n'a pas affecté véritablement la semaine, la rumeur d'un redressement fiscal important dont fera l'objet la SBF a quand même choqué la plupart des intervenants. L'organisme chargé du fonctionnement des marchés boursiers a subi un contrôle fiscal portant sur ses trois exercices 1985-1986-1987. Les investigations auraient permis de déceler de graves erreurs dans la comptabilité de l'ex-Compagnie des agents de change, devenue depuis SBF. Elles proviennent d'une mauvaise interprétation de ses statuts, où sont confondues le caractère privé et celui d'établissement à but non lucratif. Les enquêtes seraient parvenues à établir que le redressement fiscal dépasserait la centaine de millions de francs. Certains même parlent de plus de 500 millions de francs, et d'autres nettement plus. L'examen du dossier va à présent commencer, et les négociations devraient débiter entre les dirigeants de la SBF et le fisc sur un « éventuel compromis ». Un arrangement pourrait être trouvé permettant de réduire la note. Voir de l'annuler pour épargner cette institution déjà bien atteinte. Il n'empêche, quel que soit le résultat final, que « ça fait désordre ».

DOMINIQUE GALLOIS.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Au-dessus des 2 200

Wall Street a atteint son plus haut niveau depuis le krach, bien que les prises de bénéfices aient contrecarré son élan sur un marché nerveux et pas acide. Après plusieurs tentatives infructueuses depuis le 5 janvier, l'indice Dow-Jones a passé la barre des 2 200 pour terminer la semaine avec des gains de 31,78 points par rapport à la clôture du vendredi 6. Bien que l'intensité des programmes informatiques des investisseurs institutionnels ait diminué, ils ont néanmoins dominé l'activité boursière, dénotant l'attention des investisseurs des facteurs fondamentaux.

Les statistiques économiques publiées vendredi, fournissant des signes divergents sur l'évolution de l'inflation, ont entraîné une certaine confusion et tenu les investisseurs à l'écart du marché. Il ne s'échappait que 133 millions de titres contre 183 millions la semaine précédente.

Indice Dow-Jones du 13 janvier : 2 226,07 (contre 2 194,29).

	Cours 6 jan.	Cours 13 jan.
Alcoa	57 5/8	59 5/8
AT&T	28 3/4	29 1/8
Boeing	40 3/4	41 1/8
Chase Man. Bank	28 1/2	30 1/4
Du Pont de Nemours	89	92 1/4
Eastman Kodak	45 1/4	44 7/8
Exxon	44 1/2	44 5/8
Ford	51 1/4	52 7/8
General Electric	44 5/8	45
General Motors	35 3/4	36
Goodyear	31 5/8	32 1/4
IBM	121 1/2	122 1/2
ITT	52 1/4	52 1/8
Mobil Oil	46 1/8	47 1/4
Pfizer	58 1/8	57 3/4
Schlinginger	33 1/2	33 7/8
Tesoro	52 7/8	53 3/8
UAI Corp. (ex-Algic)	106 1/8	111
Union Carbide	26 3/8	26 3/4
USX	30 3/4	31 3/8
Westinghouse	39	39 3/4
Xerox Corp.	59	58 3/4

### LONDRES

Dominate par GEC-Plessey

La semaine a été dominée par une intense activité sur les valeurs opéables qui ont dopé la cote. Le saga GEC-Plessey a été au centre de toutes les conversations, résumées chaque jour sur un élan nouveau. Vendredi, c'était l'annonce d'un accord de fusion entre certaines activités de GEC avec celle de l'américain General Electric. Dans le même temps, GEC, associé à l'allemand Siemens, portait sa participation dans Plessey à 14,4 %, mais ce projet conjoint d'OPA est déjà décliné devant la commission des monopoles. Sur le front des rachats d'entreprises, à noter celle inusuelle du suédois Priorad sur le confiseur Basset Foods pour un montant de 65 millions de livres (640 millions de francs).

Indice « FT » du 13 janvier : 100 valeurs, 1 862,1 (contre 1 811,3) ; 30 valeurs, 1 519,7 (contre 1 481,3) ; fonds d'Etat, 87,01 (contre 86,70) ; mines d'or 163,9 (contre 163,1).

	Cours 6 jan.	Cours 13 jan.
Bechtel	474	494
Bombardier	418	428
BP	251	256
Charter	454	455
Comstock	276 1/2	281 1/2
De Beers (*)	77 1/2	77 1/2
Glaxo	10 49/64	10 43/64
GUS	16 3/32	16 3/32
ICI	10 29/64	10 3/4
Kentex	524	527
Shell	333 1/2	347
Unilever	463	469
Victrex	164	167
Warlow	39 1/32	39 1/16

(\*) En dollars.

### FRANCFORT

Répit

La fermeté a régné à la Bourse, où selon les observateurs le marché s'est effervescence d'est accordé un répit sous forme de prises de bénéfices. De plus, la peur d'une hausse des taux a retenu l'indice de la Commerzbank du 13 janvier : 1 694,7 (contre 1 689,8).

	Cours 6 jan.	Cours 13 jan.
ABG	281	289,50
BASF	289,30	287,50
Bayer	308,60	307,30
Commerzbank	242,50	242,50
Deutschebank	577	574
Hochtief	308,20	308,70
Karstadt	411,50	427
Mannesmann	211,50	211,50
Siemens	552,50	545,50
Volkswagen	353,50	345

### TOKYO

Nouveau record

Le Kabuto Cho a enregistré une forte hausse et l'indice Nikkei a été propulsé vers des sommets jamais atteints. La morosité du début de la semaine, à la suite du décès de l'empereur Hirohito, s'est vite estompée et le marché retrouvait son dynamisme très rapidement. Indices du 13 janvier : Nikkei 31 298,33 (contre 30 209,54), général 2 457,58 (contre 2 366,91).

	Cours 6 jan.	Cours 13 jan.
Akai	648	695
BridgeStone	1 380	1 420
Canon	1 510	1 550
Fuji Xerox	3 630	3 800
Honda Motor	2 000	2 170
Mitsubishi Electric	2 530	2 610
Mitsubishi Heavy	1 470	1 500
Sony Corp.	7 360	7 420
Toshiba	2 570	2 630

## OPE de CERUS sur 100 % du capital de Dumenil-Leblé

CERUS, holding français de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, président par M. Alain Minc, et Dumenil-Leblé, banque d'affaires devenue groupe financier, dirigée par M. Jacques Leterre, ont fait approuver le 13 janvier leur projet de rapprochement (le Monde du 13 janvier) par leurs conseils d'administration respectifs. CERUS qui détient 26,8 % de Dumenil et 30,4 % avec Cir, holding italien de M. De Benedetti, lance des offres publiques d'échange (OPE) sur les actions et les bons Dumenil-Leblé pour porter sa participation à 100 %. Pour deux actions Dumenil apportées à l'offre, il sera remis cinq actions CERUS et une souche de 40 francs, qui prend en compte le fait que les actionnaires de Dumenil qui apportent leurs titres ne perçoivent pas de dividende au titre de 1988. Pour chaque bon Dumenil apporté, il sera remis un bon de souscription CERUS permettant de souscrire à un nombre d'actions CERUS résultant de la même partie.

La nouvelle société, qui deviendra la quatrième holding française derrière Suez, Paribas et Axa-Midi, sera présidée par M. Carlo De Benedetti. M. Alain Minc en deviendra le vice-président directeur général et Jacques Leterre le directeur général.

• **SEB** : forte progression des ventes en 1988. — Le chiffre d'affaires consolidé du groupe SEB (petit électroménager) a augmenté de 37,5 % pour atteindre 5,1 milliards de francs. Cette progression est due en grande partie à l'acquisition le 1<sup>er</sup> juillet dernier de son concurrent Rowenta. A structure comparable, les ventes ont augmenté de 7 %, passant de plus de 3,7 à 4 milliards de francs. Les ventes en France ont augmenté de 13,3 % tandis que les ventes à l'étranger ont progressé de 66,3 %. Les résultats définitifs seront publiés fin mars.

• **CBC et Générale des Eaux à Londres**. — La Compagnie générale de bâtiment et de construction (CBC, filiale de la SGE (groupe Générale des Eaux)), a décidé de créer, à Londres, une société de management et de conduite de projets « à dire d'ordre de maîtrise d'ouvrage déléguée notamment dans les travaux publics et la construction — qui s'appellera Forward Enterprise Building Construction (FBC). CBC et la Générale des Eaux, ensemble, seront majoritaires dans la nouvelle société britannique, le reste du capital étant détenu par l'architecte anglais Charles Cheeswood.

### Alimentation

	13-1-89	Diff.
Béglin-Sey	600	+ 6
Benjamin	3 144	+ 32
BSN (1)	714	+ 56
Carrefour	3 425	+ 90
Casino	210	+ 15,50
Eurocommerce	2 671	+ 31
Guyotet et G	852	+ 51
Leclerc	2 420	+ 5
Moët-Hennessy	3 719	+ 901
Nestlé	29 960	+ 169
Océid (Cie)	94	+ 1
Olida-Cibyl	406	+ 15
Pernod-Ricard	1 329	+ 5
Primordia	2 750	+ 170
St-Louis-Bonchon	1 295	+ 37
Sources Parien	1 666	+ 39

(1) Compte tenu de la division par 10.

### Produits chimiques

	13-1-89	Diff.
Inst. Mérieux	7 550	+ 250
Labo Bell	1 250	+ 0,90
Roussel Uclaf	1 450	+ 15
BASF	995	+ 15
Bayer	1 061	+ 7
Hoechst	1 058	+ 8
Imp. Chimie	118,50	+ 8
Norsk Hydro	129,50	+ 8,60

### Valeurs à revenu fixe ou indexé

	13-1-89	Diff.
PME 10,6 % 1976	103,30	+ 0,03
8,30 % 1977	125,90	+ 0,90
10 % 1978	103	+ 0,60
9,80 % 1978	102,55	+ 0,40
9 % 1979	101,15	+ 0,40
10,10 % 1979	612	+ 0,30
16,20 % 1982	107,50	+ 0,03
16 % 1982	109,80	+ 0,10
15,75 % 1982	104,57	+ 0,18
Salin Gold	452	+ 22
CNB 5 000 F	102,27	+ 0,14
CNB Paris 5 000 F	102,94	+ 0,06
CNB Suez 5 000 F	102,84	+ 0,01
CNI 5 000 F	102,27	+ 0,14

### Valeurs diverses

	13-1-89	Diff.
Accor	612	+ 7
Arjomari	2 540	+ 121
Bic	856	+ 27
Bis	421	+ 30
CGIP	1 470	+ 80
Club Méditerranée	579	+ 11
Esilor	3 625	+ 95
Europe	452	+ 60
FACOM	3 376	+ 24
Groupe Ciel	315	+ 18,30
Hachette	727	+ 13
L'Air liquide	612	+ 7
L'Oréal	4 360	+ 24
Navigation Mixte	1 200	+ 20
Nord-Est	144	+ 5,10
Saint-Gobain	412	+ 1
Sanofi	802	+ 38
Skis Rossignol	1 160	+ 39

### Métallurgie

#### construction mécanique

	13-1-89	Diff.
Alpi	332	+ 8
Avions Dassault-B.	650	+ 8
De Dietrich	1 710	+ 80
FACOM	1 342	+ 180
Fives Li	222,50	+ 2,50
Martins Wendel	222,50	+ 2,50
Peugeot SA	398	+ 37
Sagem	1 437	+ 3
Southern-Cladillon	1 625	+ 20
Strat	283,30	+ 3,30
Valco	636	+ 115
Vallourec	314	+ 33,50

### Matériel électrique

#### services publics

	13-1-89	Diff.
Alcatel	2 705	- 75
Alstom	421	+ 21,90
CGE	450	+ 4,50
Crozet	469,90	+ 3,90
CSEE (ex-Signaux)	630	+ 50
Harmon	1 615	+ 50
IBM	769	+ 17
Intertechnique	1 611	+ 96
ITT	326,50	+ 8
SEB	319	+ 90
Leroy-Somer	1 311	- 57
Lyonnaise des Eaux	1 585	- 8
Matra	265	+ 2,50
Moncler	3 129	+ 45
PM Labinal	125,80	+ 24,30
Radio-technique	642	+ 8
Schlumberger	217,50	+ 10,40
Siemens	1 888	- 2
Thomson-CSF	236,50	+ 0,50

### Bâtiment, travaux publics

	13-1-89	Diff.
Auxil. d'entr.	975	+ 147
Bouygues (1)	629	- 5
Ciments Français	1 270	+ 30
Dumez	838	+ 3
Poliet et Chausson	891	+ 1
J. Lefebvre	1 150	- 34
Lafarge	1 565	+ 70
Maisons Péru	72	+ 0,50
SCREB	731	+ 16
SGE-SB	182	- 3,90

(1) Coupen 5 F.

### Mines, coutchouc, outre-mer

	13-1-89	Diff.
Géophysique	613	+ 87
Imetal	312	- 5,90
Poliet et Chausson	891	+ 1
Métaleurop	93	+ 1,50
RTZ	51	+ 3,05
ZCI	2,27	+ 0,09

### Banques, assurances

#### sociétés d'investissement

	13-1-89	Diff.
Ball Equipement	365	+ 2
Bunzlau (Cie)	570	+ 52
Cedem	675	+ 9
CFP	881	- 9
CFI	490	+ 1
Chargers SA	1 238	- 10
Eurofinance	1 765	+ 17
Hélin (La)	595	+ 5
Imm. P. Monceau	325	+ 5
Locofruct	463,80	+ 8,90
Locindus	880	- 21
Midl	1 660	- 25
Midiand Bank	196	+ 3,90
O.P.F.	1 432	- 18
Paris de réco	453	+ 23
Préhabili	1 140	+ 16
Schneider	663	+ 11
Société générale	523	+ 3
Suez (Cie Fin.)	324	+ 2
UCB	187,90	+ 2,10



# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Attrait persistant pour les coupons élevés

Globalement, le volume considérable de nouveaux euro-emprunts offerts depuis le début de l'année semble s'absorber sans difficulté majeure, parfois même avec avance. La clientèle des particuliers a été assez rapide à répondre aux propositions qui s'adressaient directement à elle, principalement dans le domaine des coupons élevés, comme par exemple ceux qui sont attachés aux obligations en dollars australiens. Dans les puissants établissements bancaires, chez qui s'approvisionne cette clientèle, on estime que le nombre de leurs souscriptions s'est multiplié par douze environ par rapport à la situation qui prévalait avant Noël.

En même temps, la demande d'origine institutionnelle demeure soutenue, ce qui a notamment permis au compartiment de l'euro-dollar canadien de poursuivre son développement spectaculaire. L'important succès remporté la semaine précédente par la Province d'Alberta a été confirmé sans peine par de nouvelles eurotransactions, la plupart pour le compte de débiteurs canadiens.

Dès lundi, il a été possible d'allonger les durées jusqu'à dix ans, et le plus bel exemple d'une telle évolution a été fourni par Hydro Québec, le géant de l'énergie. Par le truchement de la banque Merrill Lynch International, ce débiteur a pu lever en une seule opération 500 millions de dollars canadiens à dix ans en proposant un coupon de 11 % sur la base d'un prix d'émission de 101,125 % du pair. Ce même compartiment, encore fort sollicité les jours suivants, a vu une opération d'un genre inhabituel pour lui. La Société pour l'expansion des exportations du Canada a en effet émis des titres dont le remboursement dans sept ans tiendra compte de l'absence de coupons d'intérêt. Offerts à 50,52 %, ils seront remboursés au pair. C'est Wood Gundy qui dirige cet emprunt.

Mais l'événement de la semaine passée a été en fait la réouverture du compartiment du dollar des Etats-Unis, où les débiteurs étaient attirés par la possibilité de servir des rendements à long terme inférieurs aux taux du Libor. Dès lundi dernier, la Banque mondiale se présentait pour un montant de 500 millions de dollars à dix ans, la rémunération faciale des titres étant de 9,625 % et le prix d'émission 101,375 du pair. Dirigée par Deutsche Bank Capital Markets, cette opération devait être rapidement suivie d'un euro-

emprunt de 200 millions de dollars lancé pour la compagnie aérienne scandinave SAS sous la direction des CSFB. Le coupon annuel est de 10 % tout rond pour un prix d'émission de 101,25 %.

D'autres marchés ont ouvert leurs portes avec succès. Cela a été le cas de la peseta espagnole avec deux émissions nouvelles, de la catégorie de celles que l'on appelle « matadors », et deux emprunts euro-obligataires en francs français. Les « matadors » sont des emprunts en pesetas lancés pour le compte de débiteurs étrangers, dont, lorsqu'il s'agit d'organismes supranationaux auxquels appartient l'Espagne, les intérêts ne sont soumis à aucune retenue à la source. Le Conseil de l'Europe (pour 12,5 milliards de pesetas d'obligations 11,375 % à cinq ans émises à 101,50 %) s'est présenté sous la direction de la banque espagnole de Bankers Trust. Eurofina, la société européenne pour le financement de matériel ferroviaire, un débiteur de la plus haute qualité qui soit et particulièrement prisé en Allemagne et en Suisse, a fait la proposition suivante par le truchement de J.P. Morgan España : 10 milliards d'obligations à dix ans émises au pair et munies de coupons de 11,375 %.

Eurofina a d'ailleurs été le premier emprunteur étranger de

#### Sagesse des débiteurs bancaires

Parmi les éléments qui ont favorisé le bon accueil de la plupart des euro-emprunts lancés depuis le début de l'année, la sagesse des débiteurs bancaires a joué un rôle déterminant. Les banques des grands pays industrialisés représentent certainement un des contingents les plus importants sur les marchés obligataires internationaux en 1988.

Aux transactions habituelles devraient s'ajouter tout un flot de dettes subordonnées, sans doute plus abondantes encore que l'an passé. Le danger d'une saturation existe, qui pourrait s'exercer au détriment du marché dans son ensemble. En fait, il y a quelques semaines encore, on redoutait que dès janvier les grands établissements bancaires n'envahissent le marché pour leur propre compte en exploitant au mieux les possibilités d'arbitrage qui allaient s'y présenter, sans se soucier vraiment des conditions des titres qui seraient offerts aux investisseurs.

l'année en francs français (500 millions à sept ans émis à 101,375 % et rémunérés au taux facial de 8,625 %). Le Crédit commercial de France, le chef de file, s'est attiré bien des éloges pour la façon dont il a su anticiper l'évolution des rendements-titres en francs. Une autre belle opération a suivi rapidement, dirigée par la Banque nationale de Paris, pour la norvégienne Norsk Hydro (500 millions à six ans, émis à 101,25 % pour un coupon de 8,75 %). Aucune des deux émissions en francs n'est swapée alors que celles en pesetas le sont.

Le compartiment de l'eurolire italienne a été ouvert par la Banque mondiale, mais ce sont surtout les investisseurs italiens qui s'intéressent à ce type d'emprunts pour des raisons fiscales. Banco di Roma et Paris s'occupent de cet emprunt.

D'une façon générale, l'intérêt pour les transactions à basis coupons s'est renforcé considérablement de la désaffection brutale dont ont eu à souffrir les obligations en francs suisses. La crainte de la montée du coût de la vie a suscité un sensible resserrement de la politique monétaire en Helvétie et des décotes largement supérieures au total des commissions pour les banques étaient enregistrées la semaine passée sur les derniers emprunts internationaux en francs suisses.

CHRISTOPHE VETTER.

## DEVISES ET OR

### Des interventions au succès limité

La valse des interventions des banques centrales a repris cette semaine, et l'agitation des devises sur le marché des changes n'est pas pour déplaire aux cambistes. Le dollar serpente toujours en effet sur le chemin de la hausse, abordé en début d'année, et les instituts d'émission ont pris à cœur de le surveiller de très près.

Pour l'instant, la hausse du billet vert s'est établie à un peu plus de 3 % contre franc depuis le 31 décembre, alors que le cours avait monté de 8 % lors de la flambée de l'été dernier, atteignant 6,50 F. Après avoir été fixé à 6,2720 F à Paris lors de la cotation officielle le 13 janvier, la devise américaine a cédé du terrain par la suite pour clore à 6,2500 F.

Les achats de dollars effectués par la Bundesbank, la Réserve fédérale américaine, la Banque d'Angleterre (pour ne citer que les principales) à plusieurs reprises dans la semaine se sont répétés vendredi sur l'annonce d'une progression des ventes au détail américaines au mois de décembre moins forte que prévue (0,2 %).

Le repli du dollar, accentué par les banques centrales, était pourtant de courte durée. Analysant les propos du ministre allemand des finances, M. Stollenberg, sur les « niveaux réalistes » du dollar comme un feu vert à la hausse de la devise américaine, les cambistes rachetaient du billet vert. Ce dernier terminait à Wall Street, vendredi, à 1,8440 deutschemark et 127,28 yens. Ces niveaux sont

conformes à la fourchette de fluctuation fixée scrupuleusement par les membres du groupe des Sept, mais estimée sur les marchés à 1,70-1,90 deutschemark.

Cependant, la poursuite de la hausse des taux à court terme aux Etats-Unis, à défaut d'un relèvement du taux de l'escompte de la Réserve fédérale, encourage les placements aux Etats-Unis. Comme le souligne un cambiste : « Personne ne veut être court en dollars », ce qui veut dire que personne ne veut le prendre à découvert.

En l'absence de nouvelles sur l'orientation de la politique monétaire du Fed, et à la veille d'un long week-end aux Etats-Unis (où le 16 janvier est férié), les marchés semblent attendre la publication des statistiques commerciales américaines du mois de novembre, qui doivent être publiées le 17, et la passation de pouvoirs à la Maison Blanche, le 20, avant d'indiquer la tendance. Il serait en tout cas difficile pour les cambistes de s'appuyer sur les déclarations gouvernementales des derniers jours pour arrêter leur tactique.

Les Allemands, persuadés que la nouvelle administration sera favorable à un dollar plus ferme, se voient déjà menacés par l'inflation et la hausse des taux d'intérêt américains. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, s'est depuis vigoureusement prononcé contre un affaiblissement. Les Britanniques, qui luttent déjà au corps

à corps contre la hausse des prix qui atteindrait actuellement, selon le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, 7 % en rythme annuel, se soucient avant tout de freiner la hausse de la livre. La Banque d'Angleterre est intervenue tour à tour cette semaine en vendant du dollar contre la livre, de la livre contre le deutschemark et du dollar contre le deutschemark. La devise britannique s'échange actuellement à près de 11,10 F.

Les Japonais et les Français, de leur côté, restent relativement en dehors du duel dollar-deutschemark. Les premiers bénéficient d'une bonne tenue du yen, qui est demeuré ferme contre le dollar depuis sa forte progression liée à la mort de l'empereur Hirohito. La Banque du Japon n'a donc pas ressenti le besoin de se joindre aux interventions de ses partenaires.

Les seconds voient avec satisfaction le franc se tenir impeccablement contre le deutschemark, notamment grâce à la conjoncture très favorable enregistrée sur le marché obligataire français (voir ci-dessous). La devise allemande est récemment restée confinée autour de 3,40 F, terminant à Paris le 13 janvier à 3,4105 F.

FRANÇOISE LAZARE.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 9 AU 13 JANVIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEUL	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc	Florin	Lira
New-York	1,7780	-	16,8000	24,8515	54,5533	2,6255	48,2558	0,9743
Paris	1,7780	-	16,8000	24,8515	54,5533	2,6255	48,2558	0,9743
Bruxelles	1,7780	-	16,8000	24,8515	54,5533	2,6255	48,2558	0,9743
Zurich	1,7780	-	16,8000	24,8515	54,5533	2,6255	48,2558	0,9743
Frankfurt	1,7780	-	16,8000	24,8515	54,5533	2,6255	48,2558	0,9743
Bonn	1,7780	-	16,8000	24,8515	54,5533	2,6255	48,2558	0,9743
Amsterdam	1,7780	-	16,8000	24,8515	54,5533	2,6255	48,2558	0,9743
Milan	1,7780	-	16,8000	24,8515	54,5533	2,6255	48,2558	0,9743
Tokyo	1,7780	-	16,8000	24,8515	54,5533	2,6255	48,2558	0,9743

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 13 janvier, 4,9446 F contre 4,8972 F le vendredi 6 janvier.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Paris baigne dans l'optimisme

Le marché de Paris a commencé l'année avec un démarrage sur les chapeaux de roues, dans un optimisme à tout crin qui reflète l'espoir tenace pour les années à venir. La quasi-certitude pour les investisseurs d'une diminution des taux dans le courant de 1989, que ce soit à court terme ou à long terme. Sur le Matif, bon baromètre de la tendance, le cours de l'échéance mars a frôlé les 109 en fin de semaine avant de refluer un peu sur des ventes bénéficiaires.

Sur le marché primaire, celui des émissions, tout s'arrache comme des petits pains. L'emprunt de 1 milliard de francs du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) lancé à 9 % en taux nominal et à 8,62 % sur une tranche un peu plus de 10 %, de l'ensemble s'est littéralement envolé, aspiré par les souscripteurs, au point qu'il affichait une commission de placement négative, c'est-à-dire qu'il fallait payer pour en avoir. Les 500 millions de francs du Crédit foncier de France, au rendement réel de 8,45 %, se sont très bien placés, moins follement, toutefois, que le milliard du CEPME, car la rémunération est plus basse. Tous ces rendements sont égaux ou inférieurs à ceux de l'émission d'obligations assimilables au Trésor de la semaine dernière, ce qui donne la mesure de l'enthousiasme.

Cet enthousiasme s'allie maintenant non seulement en France, mais aussi aux Etats-Unis, où les adjudications de bons du Trésor s'effectuent très bien grâce à la hausse du dollar qui assure les prêteurs, notamment japonais. Ainsi, le rendement de l'emprunt à trente ans du même Trésor est-il revenu au voisinage du pair, c'est-à-dire à un peu moins de 9 %. Du coup, le camp des pessimistes, celui qui pronostiquait une nouvelle tension des taux outre-Atlantique avant une déescalade

dans le courant de 1989 s'est affaibli au profit des optimistes, qui pensent que la tension temporaire pourra, elle-même, être évitée.

Il y a quelques semaines, nous nous demandions dans ces colonnes, quelle serait la réaction des banques devant le renchérissement du coût d'une partie de leurs ressources à court terme, du fait d'une série de relèvements des taux d'intervention de la Banque de France. En juillet dernier, les établissements avaient ramené de 9,60 % à 9,25 % leur taux de base, après une diminution d'un demi-point, en deux fois, du taux d'intervention de l'Institut d'Emission. A l'automne, ce dernier commençait par annuler cette diminution, remontant de 6 3/4 % aux 7 1/4 % initiaux, avant de porter à 7 3/4 % son taux d'intervention à 1/2 % celui de ses pensions à 5-10 jours, tout ceci pour, à la fois, défendre le franc et suivre la montée des taux d'intérêt allemands. Logiquement, les banques françaises auraient dû, elles aussi, relever leur taux de base, d'au moins 0,15 point, soit de 9,25 % à 9,40 %. En Grande-Bretagne, cette mesure aurait été immédiate, l'ajustement sur la variation du taux directeur de la Banque centrale s'effectuant dans l'heure sinon la minute qui suit.

En France, c'est plus compliqué, car les banques dans leurs rapports toujours délicats avec les pouvoirs publics, devraient tenir compte du « cadeau » de 1,4 à 1,5 milliards de francs qui leur est fait à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989 grâce à la suppression, dans la loi budgétaire pour 1989, de la taxe sur les encours bancaires. Une telle suppression correspond à peu près à 0,15 point de taux de base, ce qui en gros compense l'élévation des taux d'intervention de la Banque de France.

Un schéma compliqué qui avait été concocté vers la fin de l'année consistant à relever de 0,15 point le taux de base bancaire sur l'initiative de la BNP et des Crédit du Nord, pour bien refléter l'augmentation du coût des ressources. Le taux aurait été abaissé d'autant par la suite afin de traduire le « cadeau » représenté par la suppression de la taxe sur les encours. Les banques ont préféré respecter le statu quo en opérant tout de suite la compensation, cela pour éviter les effets sur l'opinion de ces « ajustements », surtout celui à la hausse, de leur taux de base. C'est peut-être dommage, dans la mesure où il serait utile, effectivement, d'habituer l'opinion à de tels ajustements, en fonction de l'évolution des taux. En tout cas, la rue de Rivoli est satisfaite. N'est-ce pas l'essentiel par les temps qui courent ?

Sur le front des SICAV court terme, dites de trésorerie, le dernier mois de 1988 a été marqué par un recul de 2,7 % de l'encours qui revient à 610,9 milliards de francs (- 16,7 milliards de francs). Ce phénomène qui se produit après une augmentation de 17,8 milliards de francs en novembre, est traditionnel et logique. Il reflète les ajustements de fin d'année sur les bilans, qui conduisent les entreprises à rapatrier des liquidités placées en SICAV monétaire, puis à les remplacer en janvier, pour le début du nouvel exercice. Ainsi, cet encours avait-il bondi de 33,5 milliards de francs (+ 7,6 %) en janvier 1988 après un fléchissement à la fin de 1987. Dans le classement des parts de marché, d'une année sur l'autre, le Crédit agricole se maintient à 15,6 %, la BNP se hisse de 11,9 % à 13,3 %, le Crédit Lyonnais oscille autour de 8 % et la Société générale perd environ 1 point pour se retrouver à 6,7 %.

FRANÇOIS RENARD.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Effervescence sur les non-ferreux

Après un parcours remarquable en 1988, les métaux non ferreux entament la nouvelle année dans une effervescence accentuée par les conflits sociaux, les incidents de production et les variations brutales de stocks. Dans ce contexte relativement tendu, certains professionnels n'hésitent pas à manipuler le marché pour profiter des écarts de cours entre le comptant et le terme.

Lundi dernier, les opérateurs du marché du nickel ont eu la désagréable surprise de voir les cours du métal perdre brusquement 1 200 dollars pour clore à 16 650 dollars la tonne au comptant. Cet accès de faiblesse provenait de son détenteur, la London Metal Exchange (LME). L'arrivée en une semaine de 4 224 tonnes de nickel dans les entrepôts du LME a intrigué plus d'un opérateur et les rumeurs les plus diverses ont commencé à circuler. Les uns parlaient de livraison de métal soviétique, les

autres du dépôt d'un négociant qui n'avait pas pu conclure une vente avec la Chine populaire. Il est vrai que l'augmentation enregistrée dans les réserves du marché londonien correspondait au tonnage d'un cargo.

Les noms du producteur canadien Inco, numéro 1 mondial du nickel, et du courtier Marc Rich, connu pour ses précédentes manipulations des marchés de l'argent et de l'aluminium, revenaient également souvent dans les conversations. En fin de semaine, les cours se sont légèrement redressés pour s'établir à 16 725 dollars la tonne, mais les professionnels attendent maintenant avec une certaine anxiété la prochaine publication du niveau des stocks au LME qui doit intervenir lundi.

De son côté, le zinc a volé de record en record. Après avoir crevé le plafond des 1 630 dollars, la tonne à trois mois, a clôturé la semaine au niveau jamais vu de 1 646 dollars. Le dynamisme de la demande et les conflits sociaux qui paralysent l'activité de plusieurs producteurs sont à l'origine de cette performance. Ainsi, les besoins des industries européennes, japonaises et américaines provoquent actuellement une tension sur le marché alors que le métal disponible se fait rare.

En 1988, le Pérou, quatrième producteur mondial de minerai de zinc, a extrait 117 600 tonnes de moins qu'en 1987 du fait de la grève des mineurs. Aujourd'hui, les perspectives de nouveaux conflits sociaux et la menace que représente le mouvement de grève du Sentier lumineux inquiètent les professionnels. La grève, qui a forcé le producteur finlandais Outokumpu à invoquer la clause de force majeure pour ne pas honorer toutes ses livraisons, contribue également à la nervosité ambiante.

Les craintes de nouvelles grèves à Centromin, au Pérou, poussent aussi les cours du cuivre à la hausse. D'autant que là encore, le métal physique n'est guère abondant comme en témoigne la contraction régulière des stocks détenus au Comex de New-York. L'annonce d'une explosion dans la mine chilienne de Chuquibambuta n'a fait que renforcer une tendance déjà soutenue. Sur le marché de Londres, la tonne à trois mois a terminé à 1 776 livres sterling, retrouvant ainsi les niveaux élevés de la semaine dernière.

Plus calme mais également soutenu, le marché de l'étain a finalement bien accueilli l'augmentation des quotas annuels à l'exportation décidée par l'Association des pays producteurs d'étain (ATPC). Pour 1988-1989 (mars-février), le nouveau contingent global sera de 106 400 tonnes contre 101 900 tonnes précédemment.

Depuis mars 1987, date de la mise en place de la première répartition des quotas entre ses sept membres (Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisie, Nigéria, Thaïlande et Zaïre), l'ATPC a réussi à faire fondre les stocks mondiaux. Ces derniers sont en effet passés de 153 000 tonnes au lendemain de l'effondrement du Conseil international de l'étain (ITC) fin 1985 à environ 40 000 tonnes aujourd'hui. Mais le Brésil, qui n'est pas membre de l'association, est devenu en 1988 premier producteur mondial d'étain avec 44 000 tonnes, détrônant ainsi la Malaisie (32 000 tonnes). Ce nouveau numéro un pourrait donc constituer une menace pour ce mécanisme fragile de soutien des cours, même si Brasília a promis de se limiter à 31 000 tonnes d'exportation en 1989-1990.

ROBERT RÉGUER.

PRODUITS	COURS DU 13-1
Cuivre L.M.E. (London) Trois mois	1 776 (- 1) Livres/tonne
Aluminium (London) Trois mois	2 345 (- 42) Livres/tonne
Nickel (London) Trois mois	16 650 (- 840) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars	1 667 (- 23) Francs/tonne
Café (London) Janvier	1 178 (- 177) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	1 350 (- 63) Dollars/tonne
Riz (Chiang) Mars	441 (- 7) Cents/boisseau
Mais (Chicago) Mars	288 (- 1) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Janvier	263,7 (- 3,3) Dollars/c. cours

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

مكتبة من الأصل



هكذا من الأصل

16 Le Monde • Dimanche 15-Lundi 16 janvier 1989 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'usine chimique de Rabta et le faux pas du chancelier Kohl. 4 La rébellion en Somalie. 5 Premier dialogue indirect entre des députés israéliens et des officiels de l'OLP.	6-7 La polémique sur les affaires de la Société générale et de Pechiney. 7 « Livres politiques », par André Laurens. - Communication : un entretien avec le vice-président-directeur général d'Europe 1.	8 La réclusion à perpétuité requise contre les assassins de Georges Besse. - La redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville. - Sports : le onzième Paris-Dakar. 2 DATES : le grippe espagnole.	9 M. Daniel Barenboïm « démissionne » de l'Opéra Bastille. - Bientôt : un quotidien pour 89.	13 La mise en place du revenu minimum d'insertion. - Les reclassements dans l'électronique. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 11 Météorologie ..... 11 Mots croisés ..... 11 Radio-télévision ..... 11 Spectacles ..... 10	• Chaque matin, le mini-journal de la rédaction ..... JOUR 3615 tapers LEMONDE • Les jeux du Monde ..... JEU • Téléphoner aux USA pour 1 F la minute ..... DIA 3615 tapers LM

Lors des derniers essais d'un téléphérique géant à Vaujany (Isère)

## Une cabine se décroche : huit techniciens tués

GRENOBLE  
de notre correspondant

Huit personnes ont trouvé la mort, vendredi 13 janvier, à 18 h 40, lors de la chute d'un téléphérique situé sur la commune de Vaujany (Isère). La cabine, qui se trouvait à environ 300 mètres de sa gare d'arrivée, s'est brusquement détachée du chariot qui la reliait aux câbles porteurs et tracteurs et s'est écrasée 250 mètres plus bas, dans les gorges du Flumet. Ses occupants — quatre employés saisonniers de la Société des remontées mécaniques de l'Alpe-d'Huez et quatre autres personnes assurant, pour le compte du constructeur de l'appareil, la société grenobloise Pomagalski, des opérations de sous-traitance — procédaient aux ultimes essais sur le téléphérique. Celui-ci devait, en effet, être livré la semaine prochaine à la commune de Vaujany.

### Un accident « inquiétant »

Depuis un mois, des tests sur la ligne étaient effectués, jour et nuit, pour permettre aux skieurs d'accéder au domaine skiable de l'Alpe-d'Huez. Selon le maire de Vaujany, M. Raymond Basset, les services administratifs chargés de contrôler les appareils de transport par câbles devaient apposer samedi, « si tout allait bien », leur signature au bas de l'autorisation de fonctionnement

et d'exploitation du téléphérique, dont le premier magistrat de la commune attendait la livraison, avec une certaine impatience, depuis le 21 décembre.

L'ensemble des essais-tests, notamment le transport de 13 tonnes de charge — lors de l'accident, les personnes transportées représentaient un poids d'environ 600 kilos, — mais aussi la vitesse maximale sur câbles — l'appareil peut atteindre 11 mètres par seconde, — n'avaient révélé, selon les techniciens de Pomagalski, aucune anomalie particulière. Ces essais-tests avaient été effectués pendant plus d'une centaine d'heures. Seul le long délai de réception des appareils de ce type, qui peuvent transporter cent soixante personnes, avait retardé sa mise en service, entraînant pour le constructeur une pénalité journalière de 20 000 F.

Les techniciens, gênés par la nuit, qui était déjà tombée localement, s'étaient produits, n'ont pu analyser dans le détail les principaux éléments de la cabine fracassée. Mais ils ont constaté que le chariot, pièce, selon eux, « la plus sensible du dispositif », qui roule sur le câble, est resté fixé à celui-ci. L'hypothèse la plus probable est que le bras qui le reliait à la cabine s'est séparé du chariot, à la suite, sans doute, d'une défaillance d'une pièce en acier assurant la liaison. « Un accident de ce type serait inquiétant », a estimé, dans la nuit de vendredi à samedi, le secrétaire général du Syndicat nation-

nal des téléphériques, présent sur les lieux, M. Jean-Charles Simand, qui, compte tenu des circonstances selon lui « exceptionnelles » de la chute du téléphérique, n'écarterait aucune hypothèse, pas même celle du « sabotage ».

### Le rêve d'un village

Ce téléphérique géant, qui relie en deux tronçons la gare de Vaujany (altitude 1 237 mètres) au domaine des Rousses (altitude 2 808 mètres), et qui avalué 4 300 mètres de câble en douze minutes, est le plus gros appareil de ce type au monde. Il a coûté à la commune propriétaire 170 millions de francs. Ce téléphérique devait être la fierté des quatre cents habitants de Vaujany et allait permettre de sortir ce village de son anonymat, rêve caressé depuis une dizaine d'années.

Tout avait commencé en 1979, lorsque l'électricité de France décida de capter la rivière l'Eau-Dolée et de construire un puissant ouvrage hydroélectrique à 1 700 mètres d'altitude, le barrage de Grand-Maison. Cette gigantesque entreprise permit à Vaujany « de se réveiller en sursaut au sein du vingt et unième siècle », explique une habitante. Mais surtout, EDF fit couler sur le village une manne énorme pour ce modeste bourg : 20 millions de francs annuellement sous forme de taxes foncières, auto-

risant ainsi la commune à se lancer dans la conquête de l'« or blanc ».

Vaujany voit grand. Peut-être démesurément grand, en investissant pour la saison de ski 1987-1988 80 millions de francs sous forme de télécabines, de télésièges et de téléskis et, pour cet hiver, 170 millions de francs dans son téléphérique ultra moderne et hautement sophistiqué. L'appareil devait, à la veille des élections municipales, parachever l'aménagement du vaste domaine skiable des Grandes-Rousses en réalisant une prestigieuse jonction avec les pistes de l'Alpe-d'Huez.

La probable défaillance d'une simple pièce métallique risque de compromettre pour de longs mois cet ambitieux projet qui devait créer dans ce village, où a été récemment ouverte une école, quarante emplois.

Ce drame, qui survient après la série d'accidents de l'hiver 1986-1987 — six morts et quarante blessés sur le téléski de Luz-Ardiden (Hautes-Pyrénées), trente-quatre personnes grièvement blessées dans la télécabine des Orres (Hautes-Alpes), — pose à nouveau le problème de la fiabilité d'appareils (plus de trois mille neuf cents) qui ont permis six cents millions de passages en 1988, et dont les constructeurs — principalement français — n'ont cessé, ces dernières années, d'accroître la capacité et la rapidité.

CLAUDE FRANÇILLON.

L'élection municipale de Marseille

## M. Vigoroux : pas de majorité avec M. Gaudin

Interrogé, dans *Valeurs actuelles* du 16 janvier sur une alliance qu'il pourrait passer avec M. Michel Pezet ou M. Jean-Claude Gaudin, au cas où il serait réélu en mars sans qu'une majorité ne se dégage au second tour de scrutin, M. Robert Vigoroux, maire de Marseille et candidat socialiste « dissident », répond : « Dans le cas de M. Gaudin, j'exclus totalement cette éventualité. M. Gaudin gère le conseil régional avec le Front national. Aux législatives, tout le monde a pu observer les traits mutuels URC-FN. M. Gaudin ne changera pas : il est pris dans l'engrenage. Dans ces conditions, il est hors de question que je passe quelque accord que ce soit avec lui. Quant à M. Pezet, nous verrons bien. Pour l'instant, mon objectif est d'être le mieux placé possible à l'issue du premier tour » (1).

A propos de ses relations avec M. Bernard Tapie, candidat à l'élection législative partielle de Marseille, M. Vigoroux indique : « D'une certaine manière, nos combats se ressemblent. Son soutien serait pour moi un atout comme, je crois, mon soutien est pour lui une chance ».

(1) NDLR. — Dans une interview publiée par le *Figaro* du 17 novembre 1988, M. Vigoroux se voyait poser la question suivante : « Si vous observez des points communs entre votre programme municipal et celui de M. Jean-Claude Gaudin, en tireriez-vous les conséquences politiques ? ». M. Vigoroux répondait : « Il peut effectivement exister des convergences d'idées, et je n'exclus pas leur mise en œuvre commune. Car, ce qui compte avant tout pour moi, ce n'est pas la carrière d'un tel ou d'un tel, mais l'essor de Marseille ».

Après le dépôt de deux recours par la CNCL

## TF 1 et la Cinq devant le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a examiné, vendredi 13 janvier, deux recours déposés contre TF 1 et la Cinq par la CNCL. Celle-ci avait d'abord saisi la haute juridiction pour faire respecter par la Une, « en 1988 et pour l'avenir », ses quotas de diffusion d'œuvres d'expression originale française (50 %) et d'œuvres d'origine communautaire (70 %). La CNCL demandait en outre que soit enjoint à TF 1 de ne pas diffuser ces œuvres systématiquement la nuit.

80 % des œuvres concernées par ces quotas étaient diffusées de façon « systématique à des heures où l'audience est quasi nulle », le commissaire a estimé que « le comportement de TF 1 traduit une volonté systématique de tourner la loi ».

Aussi a-t-elle proposé qu'il soit enjoint à TF 1 de se conformer à ses obligations, de façon à ce que les œuvres diffusées la journée (entre 6 h 30 et 1 heure du matin) soient françaises pour 40 % au moins et européennes pour 56 % au moins. Elle a en outre demandé au Conseil d'Etat de fixer des astreintes proportionnelles au manquement et allant de 40 000 à 60 000 F par heure manquante.

La Cinq, de son côté, était accusée par la CNCL de dépasser la limite de 10 minutes 48 secondes de publicité par heure qui lui a été imposée. Argument retenu par le commissaire du gouvernement qui a proposé qu'il soit enjoint à la Cinq de se conformer à cette obligation jusqu'au 31 juillet, tout dépassement donnant lieu à une astreinte calculée sur la base de 5 400 F par seconde.

Le Conseil d'Etat devrait rendre ses décisions sous huitaine.

### Une volonté de tourner la loi

Selon le commissaire du gouvernement, M. Yannick Moreau (qui a pour mission de dire le droit, mais ne représente pas les pouvoirs publics), « l'existence d'un manquement est certaine » (TF 1 a diffusé que 35 % d'œuvres françaises et 36 % d'œuvres européennes en 1988). Constatant que

Le numéro du « Monde » daté 14 janvier 1989 a été tiré à 515 578 exemplaires

A B C D E F G

Avant son arrestation à Bayonne

## José Urrutikoetxea avait eu la visite d'un député européen basque espagnol

Après les interpellations opérées à Poitiers et à Bayonne contre des militants d'ETA (*Le Monde* du 13 janvier), trois jeunes Français, militants à Poitiers de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), ont été inculpés pour avoir hébergé des personnes en situation irrégulière. Ils ont été laissés en liberté. La LCR, dans un communiqué, déclare que, « totalement opposée à la remise en cause du droit d'asile pour les réfugiés basques, (elle) continuera à héberger ces réfugiés jusqu'à ce que le droit d'asile soit complètement rétabli en France et que l'utilisation de la torture soit bannie des commissions espagnoles ».

Les deux militants basques espagnols interpellés à Poitiers et qui font l'objet de mandats d'arrêt internationaux ont, de leur côté, été placés sous écrou extraditionnel. Un autre basque espagnol, Pedro-Maria Goicoechea-Erasquin, interpellé jeudi à Saint-Pé-sur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques) et qui faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion, a pour sa part été expulsé vers l'Espagne.

Quant à José Urrutikoetxea et Maria-Elena Belogut, interpellés à Bayonne, ils devraient être transférés à Paris pour y être inculpés.

L'arrestation, le 11 janvier, à Bayonne, de José Urrutikoetxea dit Josu Ternera (*Le Monde* du 13 janvier), considéré comme un important dirigeant d'ETA, risque de soulever quelques problèmes au Parlement européen comme au sein du gouvernement espagnol.

Depuis la découverte, en octobre 1987, dans une maison de Saint-Pé-de-Nivelle, d'importants documents qui ont conduit à une centaine d'interpellations dans les milieux militants basques suivies de plusieurs dizaines d'expulsions de réfugiés, les policiers de la direction centrale des renseignements généraux étaient dans le sillage de José Urrutikoetxea et de son entourage. Une opération d'infiltration de longue haleine devait finalement permettre de repérer une maison, dans la périphérie de Bayonne, où le dirigeant de l'ETA se rendait irrégulièrement. C'est cette maison qui était sous surveillance constante depuis quelques temps.

Or les policiers ont pu constater au cours de leur « perquisition » que l'épouse d'un député européen espagnol, élu en 1987 sur la liste nationaliste basque Herri Batasuna, M. José Maria Montero-Zabala, avait venu à plusieurs reprises rencontrer les occupants de la maison. Le jour même de l'arrestation de José Urrutikoetxea, le député basque est venu lui-même dans la maison de Bayonne. Les policiers ont préféré ne pas l'interpellier.

Au ministère de l'Intérieur français, on estime n'avoir « aucun commentaire » à faire sur cette question. On craint seulement que José Urrutikoetxea n'est pour le moment l'objet d'aucune demande d'extradition de la part des autorités espagnoles, qui avaient préféré, ces deux dernières années, supprimer les mandats d'arrêt internationaux lancés contre les plus importants fugitifs de l'ETA. La mesure avait permis au précédent gouvernement français de contourner les garanties qu'offrent les procédures judiciaires d'extradition et d'expulser

les nationalistes basques interpellés sous le seul couvert de l'«urgence absolue».

José Urrutikoetxea, qui, lors de son interpellation, portait, sur lui, une grande arme à feu pistolet Zigar-Sauer alimentée de quinze cartouches dont il s'est servi contre un policier, sans le blesser, devrait être prochainement inculpé, ainsi que sa camarade, Maria-Elena Belogut, interpellée en même temps que lui. Trois Français, deux enseignants propriétaires de la maison où a été interpellé le dirigeant de l'ETA, ainsi qu'une jeune femme, pourraient être également poursuivis.

G.M.

### Selon les premiers résultats de l'autopsie

## Anne-Sophie Vandamme et Gilles Naudet ont été tués de trois balles dans la tête

Selon les résultats encore officieux de l'autopsie, pratiquée jeudi 12 janvier, les « départs de Fontainebleau » Gilles Naudet et Anne-Marie Vandamme, dont les corps ont été retrouvés lundi 11 janvier dans une forêt, ont été tués chacun de trois balles de 22 long rifle, tirées dans la tête (nos dernières éditions datées 14 janvier). Leur chien a également été tué de plusieurs balles du même calibre.

Apparemment sans histoire, les deux jeunes gens, âgés de vingt-cinq ans, avaient mystérieusement disparu le 31 octobre, au cours d'une promenade en forêt de Fontainebleau. Pour les gendarmes chargés de l'enquête, les mobiles de ce double crime restent mystérieux.

Dans « le Monde diplomatique » de janvier

## Logiques d'airain

« D'un côté, écrit Claude Julien dans le *Monde diplomatique* de janvier, de fulgurantes avancées de l'esprit humain, dans tous les domaines des sciences et des techniques ; de l'autre la grisaille médiocrité des décideurs ». Les récents conflits sociaux, en France et en Espagne, ont montré comment des logiques qui se voulaient d'airain, comme celle des « grands équilibres », refaillaient l'abandon de ces « décideurs » face à un économe envahissant. Au point, écrit Bernard Cassen de faire des lois « une terre de mission de l'économie marchande ».

« Sa Majesté le libéralisme », pour reprendre la formule de Louis Gill, règne au Canada et y gouverne les relations avec les Etats-Unis, futurs bénéficiaires de l'accord de libre-échange entre les deux pays. Pour ce qui est du Vieux Continent, Jacques Decourmy fait justice de la prétendue « forteresse Europe » en montrant qu'elle n'est pas davantage constituée d'un « passoire ». Alain Gresh évoque l'absence de stratégie européenne autonome en matière de relations Nord-Sud. Un Sud en pleurs : le Pérou se décompose, écrit Alain Hertoghe et Alain Labrousse ; le président Ratsiraka, lui, croit pouvoir tirer Madagascar du désastre par un retour en force de l'entreprise privée évoqué par Philippe Leymarie ; au-delà du populisme, l'Algérie, nous dit Abdelkader Djeghloul, se dirige vers une

société à deux vitesses. Et la désespérance ronge le lot des opprimés : encore « une nuit sans visage » de deux frères pitoyables, écrit Amina Said dans une nouvelle inédite. Rare exception dans le tiers-monde, à part les Etats pétroliers du Golfe — le Koweït est devenu, selon Frédéric-F. Clairmonte, un grand prédateur financier international — le Laos restera son économe, cependant que le Vietnam craint de faire les frais de la détente sino-soviétique.

Nations pas mortes ? Certainement pas, explique Marc Ferro, en Union soviétique, ni dans la fragile mosaïque des Balkans qui fait l'objet d'un dossier auquel ont participé Irène Lagani, Paul-Marie de La Gorce, Eva Toulouze et Christophe Châtelier. Paradoxalement, dans cette Europe qui en a vu naître l'idée, l'Etat-nation risque de se retrouver le plus rapidement en crise, avec pour prototype « l'avenir fugitif de l'identité belge » que décrit Colette Bruckman et Charles Bruckman.

Amorce de règlement de conflits régionaux, décision soviétique de réduire les armements classiques, tels sont les indices d'un « grand bond en avant des initiatives de paix », selon Antoine Sanguinetti, prennent une fois de plus l'Occident à contrepied. Egalement au sommaire : la conférence sur les armes chimiques, le danger nucléaire en Asie du Sud, etc.

# Le Monde

LUNDI 16 JANVIER (NUMÉRO DATÉ MARDI 17)

## SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

22 pages d'annonces des centaines d'offres d'emploi pour les cadres

ATTENTION : ce numéro est publié en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux